

ASSAUT CONTRE LE CAPITOLE

Chambre des représentants
117^e Congrès
2^{de} session

COMMISSION SPÉCIALE
DE LA CHAMBRE
DES REPRÉSENTANTS
DES ÉTATS-UNIS

ASSAUT CONTRE LE CAPITOLE

Rapport de la commission d'enquête

Préface de Laurence Nardon

Traduit de l'américain par Hélène Borraz, Pascale-Marie
Deschamps, Cécile Dutheil de la Rochère, David Fauquemberg,
Aude Fondard, Étienne Gomez, Sarah Idrissi,
Cécile Leclère, Virginie Pironin,
Samuel Sfez et Bérengère Viennot

BUCHET • CHASTEL

Titre original
Final Report of the Select Committee to Investigate
the January 6th Attack on the United States Capitol

© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2023
pour la traduction française et la préface.
© 2022 by *The New York Times* pour les schémas
aux pages 14 à 17.

ISBN 978-2-283-03828-4

Préface

Que se passe-t-il lorsqu'un président des États-Unis manifestement atteint de trouble de la personnalité narcissique, entouré de courtisans et de zéloteurs de toutes sortes, échoue à se faire réélire ? Il lui est impossible d'admettre publiquement sa défaite et personne autour de lui n'ose l'y forcer. Lors de l'une de ses auditions par la commission d'enquête, Cassidy Hutchinson, ancienne assistante du secrétaire général de la Maison-Blanche Mark Meadows, rapporte avoir entendu Trump dire à ce dernier : « Je ne veux pas que ça se sache qu'on a perdu, Mark. C'est la honte. Débrouillez-vous. »

Le rapport de la commission d'enquête retrace méticuleusement les tentatives successives du président sortant pour rester au pouvoir, depuis l'été 2020 jusqu'à l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021. Il documente ainsi ce qui reste la plus grave atteinte envers les institutions américaines depuis la guerre de Sécession, et sans doute un modèle pour de futures attaques contre la démocratie, que ce soit aux États-Unis ou ailleurs, comme les événements de Brasilia l'ont montré le 8 janvier 2023.

La sidération qui avait saisi le pays au lendemain de cet événement inédit par sa gravité avait été rapidement surmontée par les élus républicains. La mise en route d'une seconde procédure d'impeachment du président puis la création d'une commission d'enquête composée de membres siégeant dans les deux chambres du Congrès, du type de la commission Warren sur l'assassinat du président Kennedy ou de la commission sur les attentats du

11 septembre 2001, furent votées par la Chambre à majorité démocrate avant d'être rejetées par le Sénat, où les démocrates ne disposaient pas de la majorité des deux tiers nécessaire à de telles décisions.

Nancy Pelosi, Speaker démocrate de la Chambre des représentants, proposa alors la création d'une commission spéciale de la Chambre, *House Select Committee*, qui allait mener ses travaux du 1^{er} juillet 2021 au 3 janvier 2023, date d'entrée en fonction du Congrès issu des élections de novembre 2022. Les élus pro-Trump ont sans doute commis une erreur tactique en refusant de siéger dans cette commission, dont ils auraient pu entraver les travaux. À leur place, les républicains Liz Cheney et Adam Kinzinger acceptèrent d'y participer, ce qui donna un caractère bipartisan aux travaux de la commission et une forte légitimité tant à ses auditions publiques qu'au rapport final. Il faut souligner la force morale de ces deux élus, qui ont bravé les menaces venues de leur propre camp et ont dû en payer le prix. Liz Cheney, surtout, apparaît comme une femme d'État aux accents churchilliens : « Un jour viendra où Donald Trump sera parti, mais votre déshonneur restera », a-t-elle lancé à ses collègues républicains lors de la première audition publique de la commission. Défaite lors des primaires pour le siège de représentant du Wyoming en août 2022, elle a été contrainte de mettre entre parenthèses sa carrière politique à l'issue de son mandat en janvier 2023.

Dès l'été 2020, Trump annonce comme certaine une vaste fraude électorale organisée par les démocrates et refuse de s'engager à reconnaître les résultats des élections du 3 novembre. Cet argument d'une attaque de la démocratie par les équipes de campagne de Biden est relayé par la presse et les réseaux d'extrême droite pendant de longs mois.

Le jour du vote, le 3 novembre 2020, les bulletins des zones rurales peu peuplées et plutôt républicaines sont dépouillés plus rapidement que ceux des zones urbaines densément peuplées et très démocrates. À cause de ce « mirage rouge » bien connu, les premiers résultats donnent momentanément l'avantage à Trump. Ce dernier imagine donc déclarer sa victoire le soir même puis interdire la poursuite du dépouillement des bulletins. Mais ses conseillers tergiversent et le samedi 7, alors que le dépouillement est quasiment achevé, les grandes chaînes de télévision annoncent la victoire de Joe Biden.

Menée par Rudolph Giuliani, l'équipe de juristes de Trump intente alors pas moins de soixante-deux recours pour fraude électorale à travers le pays, y compris devant la Cour suprême. Tous sont rejetés sauf un (pour des aspects techniques). Le 1^{er} décembre, le département de la Justice confirme l'absence de preuves de fraude massive dans l'élection. C'est en apprenant cette nouvelle qu'un Donald Trump hors de lui et infantile

aurait lancé son assiette contre un mur, éclaboussant la Maison-Blanche de ketchup.

La tentative suivante est mise au point par le professeur de droit John Eastman à la fin décembre. Des listes de faux grands électeurs républicains sont préparées dans sept États remportés de justesse par Biden. Elles permettront d'entretenir la confusion lors de la certification des votes des grands électeurs par le Congrès le 6 janvier 2021, une cérémonie purement formelle. Ces listes sont envoyées à Washington mais, n'étant pas estampillées du sceau officiel de leur État, elles sont déclarées irrecevables. Qu'à cela ne tienne, l'équipe Trump décide alors de faire pression sur le vice-président Mike Pence afin qu'il refuse les listes officielles de ces sept États lors de la session conjointe du Congrès.

Entre-temps, Trump a lancé le projet d'une manifestation « Stop the Steal » (« Cessez le vol ») pour le 6 janvier au matin. Plusieurs milices d'extrême droite relaient cet appel. Ce jour-là, le discours de Trump s'achève à 13 h 10. Le Capitole est attaqué dès 13 h 21. Trump n'appelle les émeutiers au calme que dans une vidéo de 16 h 17. Dans l'intervalle, après avoir tenté de rejoindre lui-même la manifestation, Trump a désigné son vice-président à la vindicte de la foule dans un tweet envoyé à 14 h 24 : « Mike Pence n'a pas eu le courage de faire ce qui aurait dû être fait pour protéger notre Pays et notre Constitution. »

Malgré la fureur et le chaos (qui ont entraîné la mort d'au moins un policier et quatre émeutiers), les forces de police ont réussi à évacuer les manifestants du bâtiment du Capitole en fin d'après-midi. La certification a pu reprendre vers 20 heures et, à 3 h 24 du matin, Mike Pence a déclaré Joe Biden vainqueur de l'élection. Avec le recul, deux raisons expliquent l'échec de l'insurrection.

Les pères fondateurs ont rédigé la constitution de 1787 pour empêcher l'établissement d'une monarchie aux États-Unis (s'étant battus contre l'Angleterre du roi George III pour obtenir leur indépendance, le régime monarchique était leur anti-modèle). Pour cela, ils ont mis en place un système de freins et de contre-poids entre les pouvoirs exécutif, législatif, et judiciaire. Comme l'a expliqué James Madison : « Il faut que l'ambition arrête l'ambition. » De fait, à l'automne 2020, grâce au courage d'un certain nombre de responsables, les contre-pouvoirs ont fonctionné au détriment des ambitions de Trump : les juges et les hauts responsables du département de la Justice (tels que l'Attorney general William Barr) ont refusé de cautionner des recours dénués de fondement ; les responsables des élections dans les États (dont le secrétaire d'État de Géorgie Brad Raffensperger) ont refusé d'inventer des fraudes ; le vice-président et président du Sénat Mike Pence a refusé de sortir de son rôle cérémoniel lors

de la séance du 6 janvier. Du côté des forces de l'ordre, c'est la police de Virginie qui est arrivée en premier pour prêter main-forte à la police de Washington et à celle du Capitole, clairement débordées. Certains agents se sont conduits en héros, comme Eugene Goodman, officier de police du Capitole, qui a indiqué aux émeutiers la direction opposée à celle des salles où étaient retranchés les sénateurs.

Bien que la malhonnêteté des desseins de Trump et la gravité des événements du 6 janvier soient indéniables, l'amateurisme avec lequel cette tentative de coup d'État a été conduite reste frappant. En effet, Trump n'a jamais semblé capable d'aller jusqu'au bout de ses déclarations et de ses intentions : il n'a pas annoncé sa victoire au soir du 3 novembre ; prisonnier du système clientéliste qu'il avait pratiqué dans l'immobilier new-yorkais, il n'a pas su quoi faire lorsque certains membres de son cabinet ainsi que les juges qu'il avait nommés, notamment à la Cour suprême, ont refusé de lui obéir. Par ailleurs, beaucoup de ses complices n'étaient pas à la hauteur. On se souvient de la conférence de presse organisée le 7 novembre par Rudy Giuliani devant un « Four Seasons » de Philadelphie qui s'avéra être non pas un établissement de la célèbre chaîne d'hôtels de luxe dans le centre-ville, mais un magasin d'horticulture dans une zone commerciale. De même, les explications que fournissaient ses équipes sur les supposées méthodes des fraudeurs démocrates et l'aide qu'ils avaient prétendument reçue de pays étrangers étaient trop nombreuses et incohérentes pour être crédibles. Enfin, il est difficile de savoir ce qu'aurait concrètement pu faire Trump si, le jour de l'insurrection, il avait réussi à se joindre à la foule. Une fois à l'intérieur du Capitole, ne trouvant ni représentants ni sénateurs, les émeutiers ne savaient manifestement pas quoi faire. On les vit alors se prendre en photo avec leur déguisement ou fouiller dans les pupitres des élus. Le coup d'État n'était qu'à moitié préparé. Le sera-t-il mieux une prochaine fois ?

Après dix-huit mois de travail, plus de mille témoignages et dix auditions publiques conduites de juin à décembre 2022, la commission a produit ce rapport de 845 pages dans sa version originale. Afin de captiver un public peut-être lassé, les auditions ont été scénarisées par l'ancien président de ABC News, James Goldston. Touchant pour certaines diffusées aux heures de grande écoute près de vingt millions de spectateurs, elles ont été des succès d'audience.

La commission a concentré son attention sur la responsabilité de l'ancien président et de ses proches conseillers dans le déroulement des événements. Elle n'avait pas de mandat pour rédiger un ouvrage d'histoire ou de sciences politiques dans lequel elle aurait évalué les causes lointaines de l'arrivée au pouvoir d'un populiste de droite hors norme tel que Trump.

Pas un mot, donc, sur la perte de statut et la paupérisation, engagées depuis des décennies, des classes moyennes blanches qui votèrent pour lui en 2016 et 2020. La Covid et ses effets sur le scrutin de novembre 2020 – angoisse et perte du lien social, prévalence du vote à distance – ne sont pas évoqués. La commission ne cherche pas non plus à savoir où en est aujourd’hui le parti républicain dans ses relations avec l’extrême droite américaine. Le coupable principal reste bien Donald Trump.

Ce rapport constitue cependant un document de première importance, non seulement pour les faits historiques qu’il établit, mais aussi pour des raisons éthiques. Il est la preuve que des élus démocrates et républicains ont pris acte de l’attaque incroyable qui avait été menée contre la démocratie et en ont recherché les coupables.

Allant plus loin, le rapport émet également quelques recommandations. La plus commentée est celle de poursuites pénales contre l’ancien président. Quatre chefs d’accusation sont énumérés, dont l’appel à l’insurrection. La décision sera prise par l’Attorney general Merrick Garland et le procureur spécial Jack Smith. Ils devront cependant peser le risque qu’un procès ne relance l’intérêt envers Trump, renouvelant son image de martyr au moment où son influence politique commence à diminuer.

Une réforme de la loi sur le décompte électoral de 1887 est également proposée, afin d’écrire noir sur blanc que le vice-président n’a pas d’autre rôle que cérémoniel lors de la séance de certification des votes des grands électeurs. De plus, une meilleure coordination des forces de l’ordre assurera plus efficacement la sécurité du Capitole ce jour-là. Ces évolutions sont en cours d’adoption.

Enfin, la commission recommande de poursuivre l’examen du rôle des médias dans les mois qui ont précédé l’insurrection. Depuis l’abrogation de certaines règles de déontologie du journalisme dans les années 1980, le paysage médiatique américain, qu’il s’agisse des radios, des chaînes câblées ou bien sûr d’internet et des réseaux sociaux apparus par la suite, est devenu effroyablement partisan sur les questions politiques. C’est l’une des raisons du succès des théories conspirationnistes. Recadrer le fonctionnement des médias, y compris en ligne, et renforcer leur éthique est peut-être la réforme la plus importante à mener pour renforcer la démocratie, aux États-Unis et ailleurs, dans les années à venir.

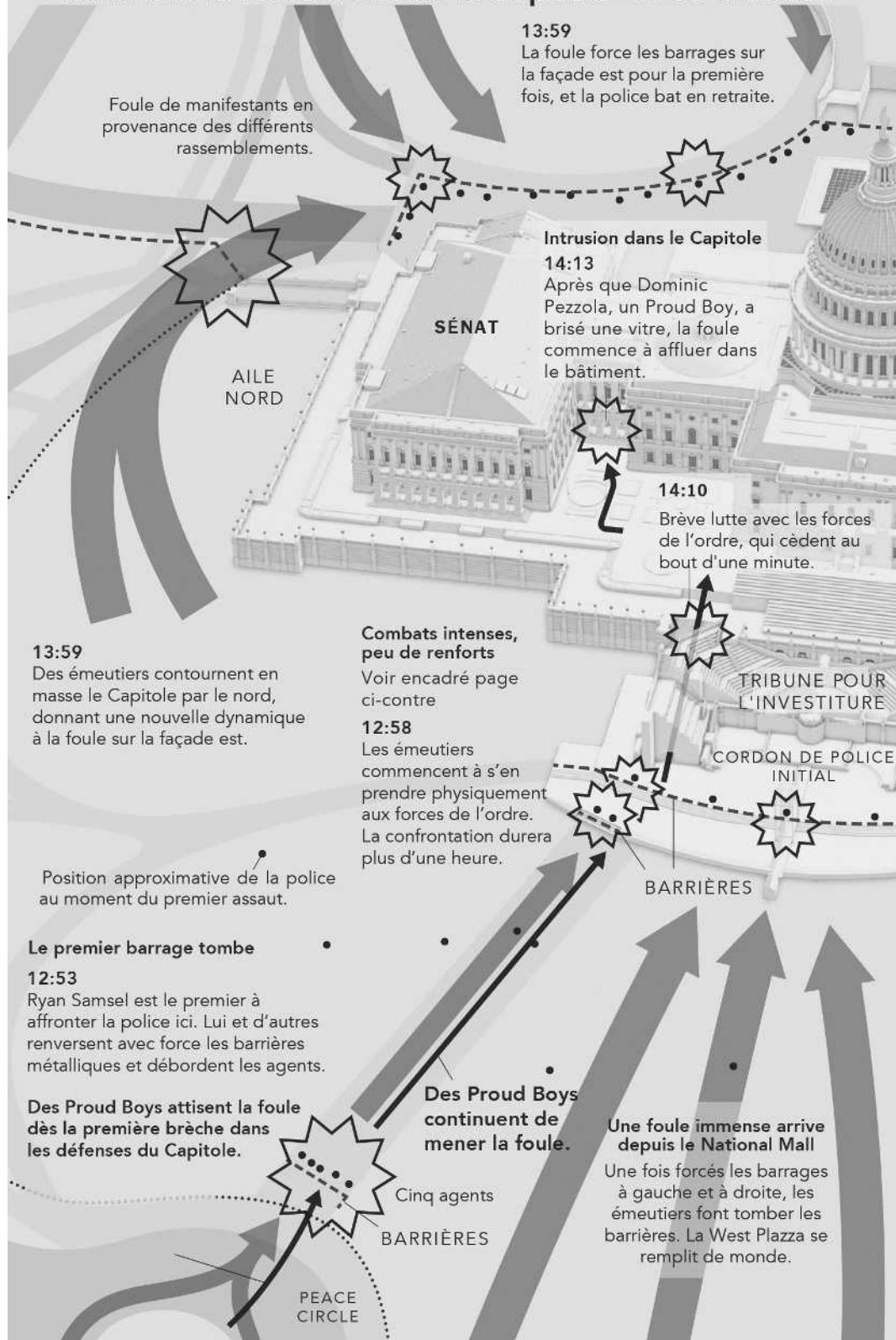
Avertissement de l'éditeur


Le rapport de la commission d'enquête de la Chambre des représentants sur l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021 a été rendu public le 22 décembre 2022. La dimension historique de cet événement sans précédent et le retentissement de la publication de ce rapport, reflet du travail considérable effectué par la commission, imposaient de permettre au public francophone d'en prendre connaissance dans les plus brefs délais.

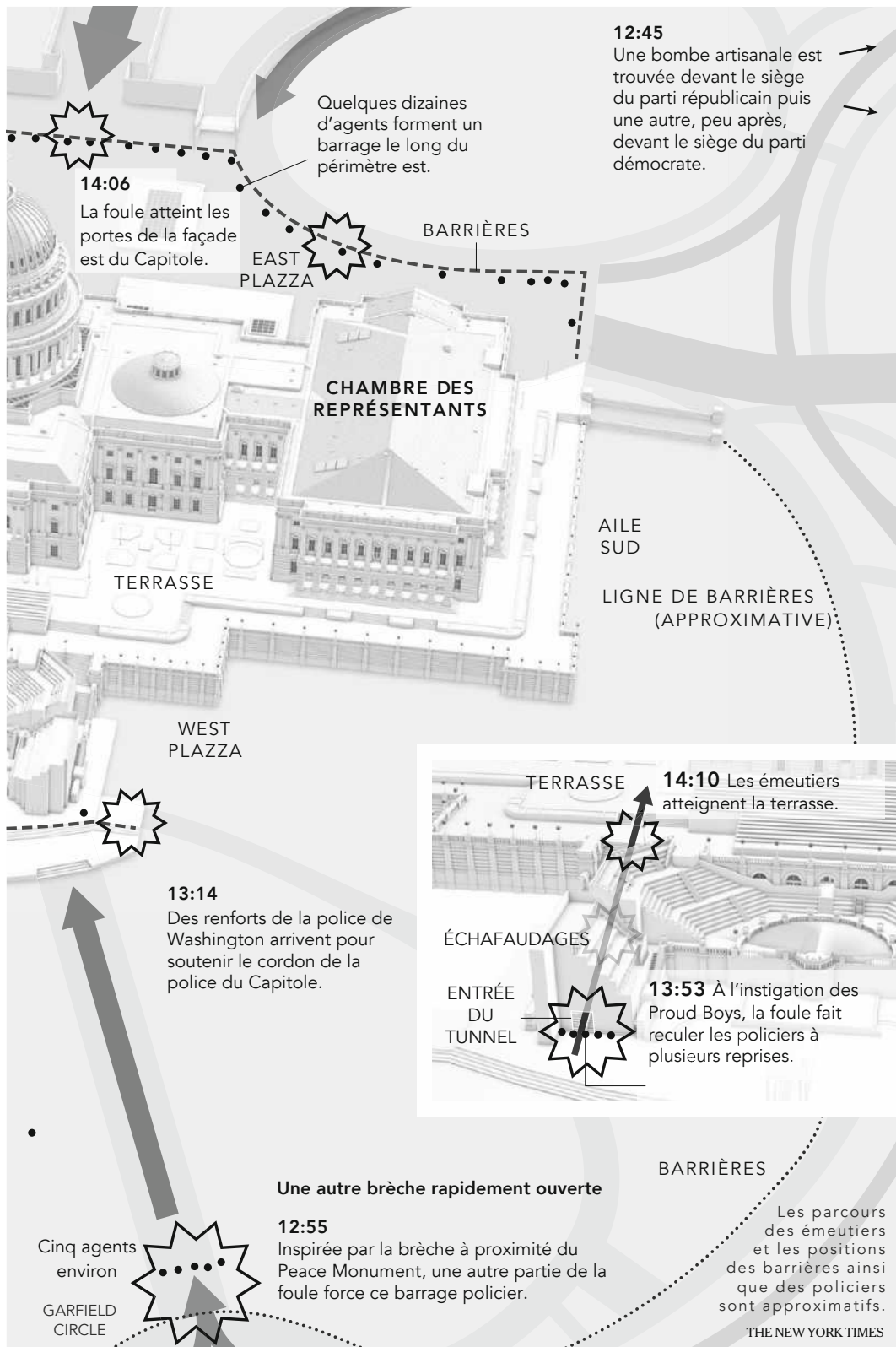
Dans un souci de concision, nous avons pris la décision de ne pas faire figurer dans la présente édition les références indiquées en notes à la fin du rapport original. Le lecteur pourra s'y référer en consultant la version originale du rapport à l'adresse : www.govinfo.gov/collection/january-6th-committee-final-report. Outre le rapport dans sa version originale, il trouvera à cette adresse tous les documents (retranscriptions des auditions, documents juridiques, vidéos...) auxquels il est fait référence dans les pages qui suivent. La même préoccupation de concision nous a amenés à ne pas traduire la synthèse (*executive summary*) rendue publique par la commission d'enquête le 19 décembre 2022 et résumant les grandes lignes de son travail. Incluse dans la version originale du rapport, elle en constitue en fait un résumé et n'apporte aucune information supplémentaire.

Enfin, il nous a paru indispensable d'ouvrir cet ouvrage par deux plans du Capitole, qui ne figurent pas dans le rapport original, afin de permettre au lecteur francophone, peu familier des lieux, de comprendre le déroulement précis des faits rapportés ici.

Comment la foule a envahi le Capitole en 80 minutes



 Violation de barrières, d'un cordon de police ou du bâtiment • Localisation approximative des policiers



Parcours des émeutiers dans le Capitole

➔ parcours de la foule ➔ Parcours des autres personnes

Les pointillés indiquent le cheminement d'un étage à l'autre.

14:26
Le vice-président Mike Pence est évacué de son bureau d'apparat.

14:44
Les émeutiers entrent dans l'hémicycle du Sénat.

14:25
La foule ouvre ces portes et retient un policier tandis que les émeutiers affluent sous la Rotonde.

14:30
La police commence à évacuer les sénateurs et les membres du personnel.

14:18
Les émeutiers submergent les agents qui tentent de les contenir.

14:15
L'agent Goodman entraîne la foule vers l'escalier menant à l'étage au-dessus pour l'éloigner des sénateurs et la conduire vers un hall où attendent des forces de l'ordre venues en renfort.

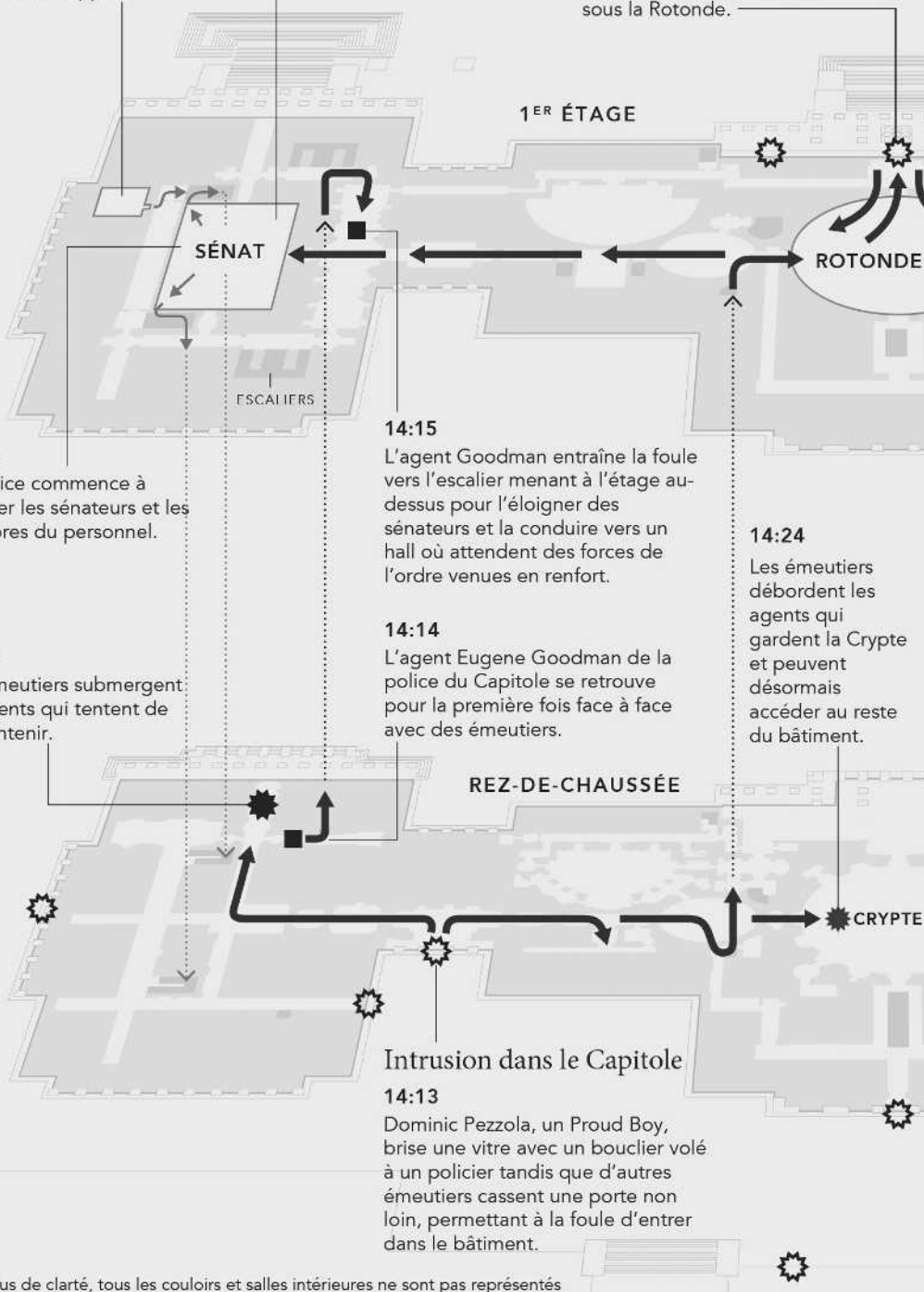
14:14
L'agent Eugene Goodman de la police du Capitole se retrouve pour la première fois face à face avec des émeutiers.

14:24
Les émeutiers débordent les agents qui gardent la Crypte et peuvent désormais accéder au reste du bâtiment.

Intrusion dans le Capitole

14:13
Dominic Pezzola, un Proud Boy, brise une vitre avec un bouclier volé à un policier tandis que d'autres émeutiers cassent une porte non loin, permettant à la foule d'entrer dans le bâtiment.

Pour plus de clarté, tous les couloirs et salles intérieures ne sont pas représentés





14:23

Les émeutiers avancent librement à travers le hall des statues vers l'hémicycle de la Chambre des représentants qui est toujours en session.

14:35

Les émeutiers débordent les agents qui gardent l'hémicycle de la Chambre des représentants.

14:41

Les émeutiers ouvrent une deuxième série de portes de l'intérieur.

14:44

Ashli Babbitt est mortellement blessée par un agent de la police du Capitole dans le hall du Speaker.

HALL DES STATUES

CHAMBRE

14:30-15:15

Les émeutiers saccagent le bureau de la Speaker Nancy Pelosi tandis que ses collaborateurs se mettent à l'abri dans une salle de réunion.

14:36

Les émeutiers atteignent une des portes de l'hémicycle de la Chambre des représentants et en cassent les panneaux vitrés.

14:39

Les membres de la Chambre des représentants commencent à évacuer l'hémicycle.

FAÇADE EST
DU CAPITOLE

FAÇADE OUEST
DU CAPITOLE

Membres de la commission spéciale
sur l'assaut contre le Capitole des États-Unis
du 6 janvier 2021

Bennie G. Thompson – Mississippi, président
Liz Cheney – Wyoming, vice-présidente
Zoe Lofgren – Californie
Adam B. Schiff – Californie
Pete Aguilar – Californie
Stephanie N. Murphy – Floride
Jamie Raskin – Maryland
Elaine G. Luria – Virginie
Adam Kinzinger – Illinois

Collaborateurs de la commission

David B. Buckley – Staff Director
Kristin L. Amerling – Deputy Staff Director and
Chief Counsel
Hope Goins – Senior Counsel to the Chairman
Joseph B. Maher – Senior Counsel to the Vice
Chair
Timothy J. Heaphy – Chief Investigative Counsel
Jamie Fleet – Senior Advisor
Timothy R. Mulvey – Communications Director
Candyce Phoenix – Senior Counsel and Senior
Advisor
John F. Wood – Senior Investigative Counsel and
Counsel to the Vice Chair

Katherine B. Abrams – Staff Associate
Temidayo Aganga-Williams – Senior Investigative
Counsel

Alejandra Apecechea – Investigative Counsel
Lisa A. Bianco – Director of Member Services
and Security Manager
Jerome P. Bjelopera – Investigator
Bryan Bonner – Investigative Counsel
Richard R. Bruno – Senior Administrative
Assistant
Marcus Childress – Investigative Counsel
John Marcus Clark – Security Director
Jacqueline N. Colvett – Digital Director
Heather I. Connelly – Professional Staff Member
Meghan E. Conroy – Investigator
Heather L. Crowell – Printer Proofreader
William C. Danvers – Senior Researcher
Soumyalatha O. Dayananda – Senior Investigative
Counsel

Stephen W. DeVine – Senior Counsel
Lawrence J. Eagleburger – Professional Staff Member
Kevin S. Elliker – Investigative Counsel
Margaret E. Emamzadeh – Staff Associate
Sadallah A. Farah – Professional Staff Member
Daniel George – Senior Investigative Counsel
Jacob H. Glick – Investigative Counsel
Aaron S. Greene – Clerk
Marc S. Harris – Senior Investigative Counsel
Alice K. Hayes – Clerk
Quincy T. Henderson – Staff Assistant
Jenna Hopkins – Professional Staff Member
Camisha L. Johnson – Professional Staff Member
Thomas E. Joscelyn – Senior Professional Staff Member
Rebecca L. Knooihuizen – Financial Investigator
Casey E. Lucier – Investigative Counsel
Damon M. Marx – Professional Staff Member
Evan B. Mauldin – Chief Clerk
Yonatan L. Moskowitz – Senior Counsel
Hannah G. Muldavin – Deputy Communications Director

Jonathan D. Murray – Professional Staff Member
Jacob A. Nelson – Professional Staff Member
Elizabeth Obrand – Staff Associate
Raymond O’Mara – Director of External Affairs
Elyes Ouechtati – Technology Partner
Robin M. Peguero – Investigative Counsel
Sandeep A. Prasanna – Investigative Counsel
Barry Pump – Parliamentarian
Sean M. Quinn – Investigative Counsel
Brittany M. J. Record – Senior Counsel
Denver Riggelman – Senior Technical Advisor
Joshua D. Roselman – Investigative Counsel
James N. Sasso – Senior Investigative Counsel
Grant H. Saunders – Professional Staff Member
Samantha O. Stiles – Chief Administrative Officer
Sean P. Tonolli – Senior Investigative Counsel
David A. Weinberg – Senior Professional Staff Member
Amanda S. Wick – Senior Investigative Counsel
Darrin L. Williams, Jr. – Staff Assistant
Zachary S. Wood – Clerk

Prestataires et consultants

Rawaa Alobaidi
Melinda Arons
Steve Baker
Elizabeth Bisbee
David Canady
John Coughlin
Aaron Dietzen
Gina Ferrise
Angel Goldsborough
James Goldston
Polly Grube
L. Christine Healey
Danny Holladay
Percy Howard
Dean Jackson
Stephanie J. Jones
Hyatt Mamoun

Mary Marsh
Todd Mason
Ryan Mayers
Jeff McBride
Fred Muram
Alex Newhouse
John Norton
Orlando Pinder
Owen Pratt
Dan Pryzgoda
Brian Sasser
William Scherer
Driss Sekkat
Chris Stuart
Preston Sullivan
Brian Young

Innovative Driven

Avant-propos de Nancy Pelosi,
Speaker de la Chambre des représentants
« Le plus beau et l'ultime espoir de la terre »

« Je jure solennellement que je soutiendrai et défendrai la Constitution des États-Unis contre tous les ennemis, étrangers et nationaux ; que je lui serai fidèle et lui porterai vraie allégeance ; que j'accepte cette obligation en toute liberté, sans aucune réserve mentale ni intention de m'y soustraire ; que je remplirai correctement et scrupuleusement les devoirs de la fonction que je suis sur le point d'exercer : que Dieu me vienne en aide. »

Tous les membres du Congrès des États-Unis prêtent ce serment sacré. Le 6 janvier 2021, les démocrates et les républicains se sont mis d'accord pour respecter ce serment – et reconnaître l'obligation qui nous incombe de signifier au monde que la démocratie américaine prévaudrait.

Afin de remplir ce devoir, la commission spéciale sur l'assaut contre le Capitole des États-Unis, qui a eu lieu ce 6 janvier, a été chargée d'examiner les faits, les circonstances et les causes qui ont conduit à cette attaque terroriste domestique contre le Capitole, le Congrès et la Constitution.

Toute notre gratitude va au président Bennie Thompson, à la vice-présidente Liz Cheney, aux représentants patriotes et au personnel dévoué les ayant assistés – qui se sont consacrés à cette enquête, à la découverte de la vérité et à la rédaction d'un rapport qui doit servir de « Feuille de route pour la Justice ».

La commission spéciale sur l'assaut du 6 janvier a mis en lumière et révélé avec minutie et précision la fragilité de notre démocratie. Plus que

tout, le travail de la commission spéciale rappelle que la solidité de nos institutions démocratiques dépend de l'engagement de ceux qui en ont la charge.

À l'heure où la commission spéciale achève son travail, ses conclusions sont un appel destiné à tous les Américains : veillons soigneusement sur notre démocratie et n'accordons notre voix qu'à ceux qui défendent notre Constitution avec un réel sens du devoir.

N'oublions jamais d'honorer notre serment tel que l'a formulé Abraham Lincoln : « Sauver noblement, ou perdre misérablement, le plus beau et l'ultime espoir de la terre. » Que Dieu nous vienne en aide.

Avant-propos de Bennie G. Thompson, président de la commission spéciale

Ils nous ont demandé d'enlever nos épinglettes.

Au début de chaque nouvelle session du Congrès, les membres de la Chambre des représentants reçoivent une épinglette qui a la taille d'une pièce de 25 cents, et sur laquelle figure un sceau représentant un aigle à tête blanche.

Un jour normal des milliers de touristes, de lobbyistes et de travailleurs circulent dans le Capitole. En principe, les épinglettes permettent de repérer facilement les membres de la Chambre.

Le 6 janvier 2021, notre épinglette qui jusqu'ici était un insigne d'honneur et de distinction est devenue une cible.

Ce jour-là, des gaz lacrymogènes ont brusquement rempli l'air, des coups de feu ont retenti, puis une foule déchaînée s'est précipitée contre les portes scellées. Inquiets pour notre sécurité, les agents de la police du Capitole nous ont prévenus : nos épinglettes risquaient de nous désigner aux émeutiers.

Pendant que la police du Capitole aidait les membres du Congrès et le personnel à s'abriter, je repensais à cet avertissement très simple et, vu le contexte, sensé. Le 6 janvier 2021, mes collègues et moi sommes allés travailler, prêts à respecter notre serment et accomplir notre devoir constitutionnel afin de garantir un transfert serein du pouvoir. Nous étions les représentants du peuple, élus à la Chambre du peuple et responsables des affaires du peuple. Hélas, ce jour-là, il était risqué pour nous de rester au Capitole et d'accomplir ce travail. Il était trop dangereux d'être identifié comme un représentant du peuple américain.

Je suis membre de la Chambre des représentants depuis près de trente ans. Tout au long de ces années, pas un jour ne s'est passé sans que j'éprouve une profonde responsabilité vis-à-vis des femmes et des hommes qui m'ont envoyé au Congrès pour que je porte leur voix. Je suis né dans une partie du pays où les Noirs ont été entièrement exclus des processus politiques, et ce de mon vivant. À cause des lois ségrégationnistes, mon père n'avait pas le droit de s'inscrire sur les listes électorales, si bien que malheureusement, il n'a jamais voté de sa vie.

Plusieurs générations des communautés que je représente ont lutté pour faire entendre leur voix auprès du gouvernement. C'est pourquoi je prends mes devoirs et mes responsabilités au sérieux, et je plaide en faveur de débouchés économiques plus importants, d'infrastructures plus solides, de meilleures écoles et de logements plus sûrs pour mes électeurs.

Cependant, la lutte dont le but est de vaincre l'oppression et garantir les droits civils et humains fondamentaux a toujours été ma priorité absolue. Je n'ai jamais oublié le parcours qui m'a mené à Washington pour être membre du Congrès et porter la voix des femmes et des hommes du Mississippi. Pendant qu'une meute assaillait le Capitole pour essayer d'arracher au peuple son droit de vote, les insurgés brandissaient le drapeau de l'insurrection malheureuse des États confédérés¹. Ce geste a profondément résonné en moi à cause de mon histoire personnelle. En même temps, je ne cesse de penser à la lutte incessante que nous devons mener pour garantir la justice et l'égalité de tous les Américains entre eux.

Le bâtiment du Capitole est un monument de l'histoire de notre pays, quel que soit son versant, bon ou mauvais. Cet édifice est un des symboles les plus reconnaissables de la démocratie américaine. Son dôme étincelant, surmonté de la statue de la déesse de la Liberté, a été en partie construit par des personnes réduites à l'état d'esclaves aux XVIII^e et XIX^e siècles. Nombre de chapitres sombres de l'histoire de l'Amérique sont gravés dans le marbre, le grès et le mortier de cet édifice. C'est pourtant dans les couloirs et les salles de ce bâtiment que des dirigeants courageux ont signé les amendements à notre Constitution et promulgué les lois qui ont banni l'esclavage, garanti l'égalité de tous devant la loi, élargi le droit de vote, promu l'égalité et permis à notre pays et notre peuple d'avancer. Le bâtiment du Capitole est un symbole de notre cheminement vers une union plus parfaite. C'est le temple de notre démocratie.

Ces tournants de notre histoire ont pu avoir lieu parce que des hommes et des femmes ont choisi la loyauté vis-à-vis de notre pays et de notre Constitution plutôt que la politique et les divisions. Ils ont fait ce qu'il fallait. Le travail de la commission spéciale s'inscrit évidemment dans cette

1. Au cours de la guerre de Sécession (1861-1865), les États sécessionnistes et favorables à l'esclavage dits États confédérés ont adopté un drapeau utilisé aujourd'hui comme signe de ralliement par des groupes racistes. Les armées de leurs adversaires, les États du Nord, se sont regroupées dans l'armée de l'Union (*toutes les notes sont de l'éditeur*).

tradition. Ses membres étant issus aussi bien du parti démocrate que du parti républicain, ils ont mis la politique de côté pour se concentrer sur les faits, les circonstances et les causes du 6 janvier.

Quand je pense à cet assaut aujourd'hui, à l'issue de presque un an et demi d'enquête, je suis effaré de voir le danger auquel notre démocratie a été confrontée. Plus exactement, je pense à ce que cette foule avait en tête : empêcher le transfert de pouvoir serein d'un président à un autre sous prétexte que l'élection avait été truquée et entachée par une fraude généralisée.

Je pense aussi à ce qui explique que les émeutiers se sont attaqués au pouvoir législatif de notre gouvernement. S'ils étaient dans les couloirs du Congrès, c'est parce que le chef de l'exécutif, le président des États-Unis de l'époque, les avait sommés de passer à l'attaque. Donald Trump a d'abord convoqué cette foule à Washington. Puis il l'a envoyée sur le Capitole pour essayer de nous empêcher, mes collègues et moi-même, d'accomplir notre devoir constitutionnel et de certifier le résultat des élections présidentielles. Ce faisant ils ont mis notre démocratie à l'épreuve.

Les émeutiers rassemblés par Trump ont failli y arriver. Il a fallu que de courageux agents des forces de l'ordre, chargés d'appliquer la loi, risquent leur vie plusieurs heures durant, alors que Trump était à la Maison-Blanche et refusait de demander aux insurgés de rentrer chez eux, tout en regardant cet assaut contre notre république en direct, à la télévision.

Quand il est devenu évident que l'insurrection échouerait, il a fini par les arrêter en leur disant : « Nous vous aimons. » Peu après, le Congrès a pu retourner dans le Capitole et finir de compter les votes du collège électoral pour certifier les résultats des élections présidentielles.

Telle est la conclusion principale de la commission spéciale, de ses neuf membres, républicains et démocrates confondus.

Qui sait ce qui serait arrivé si le bataillon de Trump avait réussi à nous empêcher d'accomplir notre travail ? Qui sait dans quelle zone grise constitutionnelle notre pays aurait sombré ? Qui aurait été là pour réparer ce tort ?

Comme nous y invitait la résolution 503 de la Chambre, qui a créé la commission spéciale, nous avons analysé en détail les faits, les circonstances et les causes de cet assaut. Ce rapport fournira de nouveaux détails qui compléteront les conclusions que la commission spéciale a déjà présentées lors des auditions publiques que nous avons tenues.

Il reste pourtant des questions dont les réponses ne sont toujours pas claires, même après avoir pris en compte tous les faits, circonstances et causes. Les questions qui commencent par « Et si ? ». Pour le bien de la démocratie américaine, ces questions ne doivent plus jamais être envisagées. Ainsi, autant il est important que ce rapport revienne sur le déroulement précis de ce qui s'est passé, autant il est indispensable que tout soit fait pour que le 6 janvier ne se reproduise pas – veillons à identifier

les menaces qui pourraient nous ramener sur cette voie périlleuse – en espérant et en priant humblement pour que le travail de la commission spéciale soit suivi par des mesures correctives.

Ce rapport fournira de nouveaux détails sur les différentes étapes de l'entreprise conçue et menée par Donald Trump pour annuler les élections de 2020 et empêcher le transfert du pouvoir. À partir des informations que nous avons présentées au cours des auditions publiques que nous avons précédemment tenues, nous soumettrons de nouvelles conclusions sur la pression que Trump a exercée sur les fonctionnaires, de l'échelon local jusqu'au vice-président des États-Unis – une campagne exclusivement orchestrée et conçue pour nier la volonté des électeurs et le maintenir en poste au-delà de la fin de son mandat.

Comme nous l'avons déjà montré, ce plan a échoué à plusieurs égards grâce au courage des responsables qui ont refusé de le suivre (dont presque tous étaient républicains). Donald Trump devait penser que toute personne partageait son affiliation partisane partagerait son indifférence crasse au serment visant à faire respecter l'État de droit qu'elle avait prêté. Heureusement, il se trompait.

L'échec de son plan n'était pas joué d'avance. Au contraire, il a fonctionné à plusieurs reprises. Voyant que son projet de rester au pouvoir en exerçant une pression politique se heurtait à des obstacles, il a poursuivi coûte que coûte en menant un projet parallèle : exhorter une foule de gens à se rassembler à Washington, le 6 janvier, en leur promettant que cela allait être « de la folie ! ».

La foule a débarqué. Les gens étaient armés. En colère. Ils croyaient au « grand mensonge » affirmant que l'élection avait été volée. Du coup, quand Donald Trump leur a montré le Capitole en les encourageant à « se battre de toutes [leurs] forces », c'est ce qu'ils ont fait.

L'incendie a été déclenché par Donald Trump. Mais au cours des semaines précédentes, le petit bois auquel il a fini par mettre feu a été ramassé au su et à la vue de tous.

C'est pourquoi, dans le cadre de l'enquête de la commission spéciale, nous avons soigneusement cherché à savoir si des mesures suffisantes avaient été prises pour atténuer ce risque. Nos équipes ont privilégié la façon dont les renseignements ont été recueillis, partagés et évalués. Nous nous sommes penchés sur les mesures préventives des agences chargées du maintien de l'ordre et les mesures de sécurité prises le jour de l'assaut. Nous avons remonté la piste de l'argent pour savoir qui a financé certains événements précédant l'assaut et comprendre dans quelle mesure l'équipe de campagne de l'ancien président a profité de ce grand mensonge. Enfin, nous avons levé le rideau sur les coulisses de plusieurs géants des réseaux sociaux pour savoir si leurs politiques et leurs protocoles ont été à la hauteur quand le président a diffusé son message de violence et que ses partisans ont commencé à se coordonner pour organiser leur raid à Washington.

La conclusion de la commission spéciale sur ces questions – notamment sur tout ce qui concerne le renseignement et l'application de la loi – correspond

aux conclusions plus générales sur les causes du 6 janvier. Les agences ont-elles été sans faille sachant qu'il leur a fallu se préparer au 6 janvier puis réagir quand la violence s'est déchaînée ? Non, évidemment. Les commissions chargées de la supervision de ces questions et les vigies de notre société doivent continuer à promouvoir des mesures plus efficaces et des améliorations, dont certaines sont exposées parmi les recommandations de la commission spéciale.

En réalité, l'insuffisance des communications, du renseignement et de l'application de la loi avait moins à voir avec ce que les uns et les autres savaient ou ne savaient pas qu'avec ce qu'ils ne pouvaient pas savoir. Le président des États-Unis qui encourage une foule à marcher sur le Capitole et à entraver le travail du Congrès : c'est un scénario qu'aucun de nos services de renseignement ni de nos forces de maintien de l'ordre n'avait envisagé pour ce pays. Avant le 6 janvier, c'était inimaginable. Quelles que soient les failles des politiques appliquées, des procédures ou des institutions, nous n'avons pas à leur imputer ce qui s'est passé ce jour-là.

Voilà pourquoi, quand je pense aux menaces actuelles – quand je réfléchis à la meilleure façon d'éviter d'avoir à affronter ces « Et si ? » –, les mécanismes de collecte de renseignements et du dispositif de sécurité, aussi importantes que soient ces questions, ne m'inquiètent pas outre mesure. Je suis plus inquiet de voir que certains persistent à vouloir le pouvoir aux dépens de la démocratie américaine.

Et si les responsables du déroulement des élections avaient cédé à la pression de Donald Trump ? Et si le département de la Justice avait avalisé le projet de Trump et déclaré que les présidentielles de 2020 étaient frauduleuses ? Et si le vice-président avait tenté d'annuler les votes de certains grands électeurs ? Et si les émeutiers qui voulaient empêcher le transfert de pouvoir pacifique n'avaient pas été refoulés ?

Voter, dans les États-Unis d'Amérique, c'est un acte d'espoir et de foi. Chaque fois que vous glissez votre bulletin dans l'urne, vous le faites en étant certain que tous ceux dont le nom figure sur ce bulletin seront à la hauteur de leurs engagements. Celui ou celle qui remporte les élections doit prêter serment et respecter ce serment. Les perdants doivent accepter les résultats et se soumettre à la volonté des électeurs ainsi qu'à l'État de droit. La confiance en nos institutions et nos lois est ce qui perpétue notre démocratie.

Si cette confiance est brisée – si les personnes qui convoitent le pouvoir n'acceptent que le résultat des élections qu'ils emportent –, la démocratie américaine, qui n'a que quelques siècles, risque de sombrer.

C'est là le danger.

Quelle est la solution ?

La commission spéciale pense qu'il est judicieux de partir de l'ensemble des recommandations formulées dans notre rapport, conformément à la résolution 503 de la Chambre des représentants. Fondées sur

les conclusions de notre enquête, ces recommandations contribueront à consolider les garde-fous de notre démocratie.

Outre ce que nous recommandons, à mon avis et comme je l'ai dit au cours des auditions publiques que nous avons tenues, la meilleure façon d'empêcher que le 6 janvier se reproduise est de s'assurer que la responsabilité de l'assaut soit établie. La responsabilité à tous les niveaux.

Je fais confiance au département de la Justice et aux institutions, à tous les échelons, pour s'en assurer conformément à la loi. Au moment même où ce rapport est publié, il est clair que les choses progressent.

Cela dit, si nous voulons éviter un nouveau 6 janvier, il faut que cette responsabilité soit élargie. Au fond, c'est le peuple américain qui trace la voie de l'avenir du pays. C'est le peuple américain qui choisit à qui confier les rênes du pouvoir. J'espère que si la commission spéciale a réussi quelque chose, c'est de rappeler le danger qu'il y a à accorder le pouvoir à quelqu'un dont le désir d'autorité prime sur l'engagement vis-à-vis de la démocratie américaine et de la Constitution.

Je sais que la majorité des Américains tourneront le dos aux ennemis de la démocratie.

Mais d'autres se rallieront à ceux qui nient les résultats des élections, et quand je pense à qui sont ces gens, je suis profondément troublé. Des suprémacistes blancs. Des extrémistes prêts à tout. Des groupes qui acquiescent au racisme, à l'antisémitisme et à des théories conspirationnistes radicales ; tous ceux qui paradaient dans les couloirs du Capitole en brandissant le drapeau confédéré.

Ils veulent que l'Amérique recule, non pas vers une grandeur passée mythique, mais vers la répression. Ils veulent revenir sur tout ce que nous avons accompli. J'en ai la conviction, les gens qui ont souscrit au projet de renversement de l'élection ont répondu à l'appel à marcher sur le Capitole de Donald Trump parce qu'ils pensaient qu'épouser sa cause était un moyen de promouvoir leurs viles ambitions.

Voilà pourquoi j'ai refusé de retirer mon épinglette le 6 janvier.

Notre pays a accompli un chemin trop long pour autoriser un président vaincu à devenir un tyran victorieux en bouleversant nos institutions démocratiques, en attisant la violence et, comme je l'ai vu, en ouvrant la porte à ceux dont la haine et le fanatisme menacent l'égalité et la justice pour tous les Américains.

Nous ne nous rendrons jamais aux ennemis de la démocratie. Nous ne permettrons jamais que l'Amérique dépende de forces de division et de haine. Nous ne reviendrons jamais sur les progrès que nous avons accomplis grâce au sacrifice et au dévouement de vrais patriotes. Nous ne pouvons et ne voulons pas abandonner notre quête d'une union plus parfaite, qui comprend la liberté et la justice pour tous les Américains.

Je prie pour que Dieu ne cesse de bénir les États-Unis d'Amérique.

Avant-propos de Liz Cheney, vice-présidente de la commission spéciale

En avril 1861, le jour où Abraham Lincoln a lancé le premier appel aux volontaires pour former l'armée de l'Union, mon arrière-arrière-grand-père, Samuel Fletcher Cheney, s'est engagé dans le 21^e régiment d'infanterie de volontaires de l'Ohio. Pendant les quatre années de la guerre de Sécession, il s'est battu de Chickamauga à Stones River et Atlanta. En mai 1865, il a défilé avec son unité lors de la fameuse revue des troupes sur Pennsylvania Avenue à Washington, passant devant la tribune où se tenaient le président Johnson et le général Grant¹.

Voilà comment Silas Canfield, à qui l'on doit l'histoire du 21^e régiment d'infanterie de volontaires de l'Ohio, a décrit les hommes de cette unité :

Parce qu'ils étaient industriels, ils avaient appris à persévérer et à ne reculer devant aucun obstacle. Parce qu'ils étaient intelligents, ils avaient appris à apprécier la valeur et les avantages d'un gouvernement libre, et compris qu'il fallait le défendre et le protéger. Alors ils se sont engagés, prêts à accepter toutes les missions, les corvées, les risques, les dangers, et même la mort, nécessaires au maintien de l'unité de notre nation et à la pérennité de nos institutions.

1. Andrew Johnson a succédé à Abraham Lincoln à la présidence des États-Unis après l'assassinat de ce dernier le 15 avril 1865. Le général Ulysses S. Grant était le commandant en chef de l'armée de l'Union.

Souvent, surtout depuis le 6 janvier, je pense à mon arrière-arrière-grand-père et à tous ceux qui, à chaque génération, ont tant sacrifié pour « l'unité de notre nation et la pérennité de nos institutions ».

Garantir le transfert pacifique du pouvoir est essentiel à notre République. Les membres du Congrès s'en souviennent tous les jours quand ils passent sous la Rotonde du Capitole où huit magnifiques tableaux mettent en scène les premiers jours de notre république. Quatre d'entre eux sont signés John Trumbull, dont celui qui représente le moment où George Washington démissionna de son poste de commandement et remit le contrôle de l'Armée continentale au Congrès. C'était en 1783, un événement que John Trumbull a qualifié d'« une des plus grandes leçons de morale jamais livrées au monde ». La noblesse du geste de George Washington venait de donner l'exemple indispensable d'un pouvoir qui se transmet pacifiquement.

En 1981, lors de sa propre prestation de serment devant le Capitole, le président Ronald Reagan l'évoquait ainsi :

Pour plusieurs d'entre nous ici, aujourd'hui, c'est une occasion solennelle et exceptionnelle, mais, dans l'histoire de notre nation, c'est un événement banal. Depuis près de deux siècles, le transfert de l'autorité tel qu'il est prévu par la Constitution a lieu sans incident, et nous sommes peu à nous y arrêter alors que c'est une exception. Aux yeux de beaucoup de gens dans le monde, cette cérémonie qui revient tous les quatre ans et nous paraît normale est tout simplement un miracle.

Tous les présidents de notre histoire ont défendu ce transfert d'autorité en règle, sauf un. Le 6 janvier 2021, pour la première fois, un président américain a refusé d'accomplir son devoir constitutionnel en transférant pacifiquement le pouvoir à son successeur.

Au cours de ses dix-huit mois de travail, la commission spéciale a reconnu l'obligation qui nous revient de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que cela ne se reproduise plus. Au début de nos recherches, nous avons posé que le président Trump avait réussi à persuader plusieurs dizaines de millions d'Américains que les élections présidentielles de 2020 avaient été volées en raison d'une gigantesque fraude. Nous savions que c'était entièrement faux, et que des dizaines de juges, à l'échelon fédéral ou à celui des États, avaient tranché au sujet de toutes sortes d'allégations à propos de la présidentielle. Notre système juridique a fonctionné comme il le devait, mais le président refusait de reconnaître les résultats.

Ce que la majorité des gens ne savaient pas avant que nous enquêtions, c'est que les propres responsables de la campagne de Donald Trump l'ont prévenu très tôt : ses accusations de fraude ne tenaient pas. Des

hauts fonctionnaires du département de la Justice – dont chacun avait été nommé par Donald Trump en personne – ont enquêté sur ses allégations et lui ont dit et redit qu’elles étaient fausses. Les juristes de la Maison-Blanche le lui ont confirmé. Dès le début, les allégations de Donald Trump étaient un tissu d’absurdités visant à faire main basse sur le patriotisme de millions de femmes et d’hommes qui aiment notre pays.

La plupart des Américains ne savaient pas non plus comment Donald Trump, soutenu par une poignée des siens, comptait empêcher la passation de pouvoir le 6 janvier. Le projet était risqué, en outre il était malhonnête. Le présent rapport détaille ce projet – lequel comprenait sept étapes et anticipait le fait que le vice-président Mike Pence, en sa qualité de président du Sénat, refuserait de compter les listes officielles de grands électeurs en faveur de Biden dans plusieurs États. Nous avons tout de suite compris que mettre à plat tout ce qui avait été planifié et ourdi serait difficile ; il nous faudrait de longues heures de présentations et de témoignages publics. Nous avons également compris que ces présentations devaient avoir lieu sous forme d’auditions présentant les preuves essentielles pour que le public américain puisse les regarder en direct ou en streaming en un temps raisonnable ; c’était mieux que les comptes-rendus de seconde main que proposent les médias dont chacun a sa ligne éditoriale. Nous avons réparti nos auditions en plusieurs séances pour y arriver. Des dizaines de millions d’Américains les ont suivies.

Parmi les découvertes les plus honteuses de ces auditions, je citerai la suivante : le président Trump était assis dans la salle à manger qui jouxte le Bureau ovale et suivait l’assaut contre le Capitole à la télévision. Pendant plusieurs heures, il s’est obstiné à refuser de sommer publiquement ses partisans de se disperser et de quitter le Capitole, malgré les suppliques de ses collaborateurs à la Maison-Blanche et de dizaines d’autres personnes. Sa famille, les juristes de la Maison-Blanche, tout son entourage ou presque savait que c’était une prise de parole essentielle. Le temps passait et il refusait. Entre-temps, des agents des forces de l’ordre étaient attaqués et gravement blessés, le Capitole était envahi, le décompte des voix des grands électeurs interrompu et la vie des personnes présentes au Capitole mise en danger. Non seulement c’était illégal, ce qu’établit le rapport, mais c’était une faillite morale complète – et un manquement au devoir évident. Il suffit de lire le témoignage du conseiller juridique de la Maison-Blanche et de plusieurs collaborateurs de la Maison-Blanche pour en avoir la preuve. Quiconque est capable de se comporter ainsi à un tel moment ne peut plus occuper une position d’autorité dans ce pays. Cet homme est inapte à toute fonction.

Au moment de présenter toutes les informations lors de nos auditions, nous avons décidé de privilégier les républicains parmi nos témoins.

La majorité l'étaient. Nous avons présenté les preuves de deux anciens Attorneys general de l'administration Trump, d'un ancien conseiller juridique de la Maison-Blanche, de nombreux collaborateurs de la Maison-Blanche, du département de la Justice et de la Trump Campaign nommés par Trump, d'un ancien juge conservateur respecté, de l'ancien secrétaire au Travail et de bien d'autres.

Comme pour nos auditions, le but de ce rapport est de livrer des conclusions détaillées sous un format accessible à tous les Américains. Nous apportons également des précisions destinées aux historiens et aux autres. Nous avons aussi reproduit les transcriptions et les preuves pour que le public puisse y avoir accès, tout en respectant certaines règles de sécurité et de confidentialité. Enfin nous avons prévu une partie où sont exposées les conclusions juridiques que nous avons tirées des preuves, ainsi que les problèmes liés aux tentatives d'obstruction à l'enquête.

La commission spéciale reconnaît que cette enquête n'est qu'un début ; un premier pas en réaction à la tentative du président Trump visant à rester en fonction illégalement. Des procureurs sont en train de réfléchir à tout ce qu'implique la conduite que détaille ce rapport. Tout comme les électeurs. En 1761, John Adams¹ écrivait : « Le fondement même de nos libertés est la liberté des élections. » Faire confiance aux élections et à l'État de droit est essentiel à notre république. Nier les élections – refuser d'accepter les résultats officiels –, cela revient à s'en prendre délibérément à l'État de droit et au fondement de notre pays.

Ne l'oubliez pas quand vous lirez ce rapport : le vice-président Mike Pence, ainsi que de nombreux responsables de l'entourage de Donald Trump, ont essayé de déjouer plusieurs des pires étapes du projet d'annulation de l'élection. Ce n'était pas évident. Il est rassurant de se dire que les institutions de notre république résistent à ceux qui cherchent à attenter à notre Constitution de l'intérieur. Hélas, la solidité de ces institutions dépend de la fidélité à la Constitution de ceux qui sont en fonction. Comment savoir ce qui serait arrivé si la direction du département de la Justice avait déclaré l'élection « insincère », suivant ce que réclamait Donald Trump ; si les courriers de Jeff Clark, adressés aux corps législatifs des États, avaient été envoyés ; si Pat Cipollone, Jeff Rosen, Richard Donoghue, Steve Engel et d'autres n'avaient pas joué le rôle de garde-fou face aux débordements de Donald Trump.

Si le 6 janvier fut un drame, c'est en partie à cause du comportement de ceux qui savaient que ce qui avait lieu était profondément répréhensible mais essayaient d'en minimiser la gravité ou de défendre les responsables. Et ils persistent. Aujourd'hui, j'avoue que je suis encore plus déçue par

1. Président des États-Unis de 1797 à 1801.

beaucoup de mes pairs conservateurs qui sont loin d'être dupes : ils ont beau avoir lutté contre les menaces du communisme et du terrorisme islamique, ils ont préféré se dire qu'il était plus facile d'apaiser Donald Trump ou de faire profil bas. J'en attendais davantage de leur part.

Le regretté Charles Krauthammer¹ écrivait : « La leçon à tirer de notre histoire est celle-ci : la tâche qui consiste à garantir la force et la solidité des structures d'un ordre constitutionnel est sans fin ; c'est un travail continu et incessant qui revient à chaque génération. » Cette tâche est sans fin parce que la démocratie est fragile et que nos institutions ont besoin d'être défendues.

L'histoire montrera que grâce à la bravoure d'une poignée d'Américains accomplissant leur devoir, nous avons échappé à une crise constitutionnelle encore plus grave. Élus, responsables du dépouillement, fonctionnaires, tous se sont opposés aux pressions éhontées de Donald Trump. Beaucoup de nos témoins étaient animés par un patriotisme généreux. Ni leurs mots ni leur courage ne seront oubliés.

Ce jour-là, les femmes et les hommes de la police du Capitole et de la police de Washington, ainsi que tous les agents des forces de l'ordre qui se sont battus pour nous défendre, ont sauvé des vies. Et sauvé la démocratie américaine.

Je conclurai en remerciant toutes celles et ceux qui ont honorablement contribué aux travaux de la commission et à ce rapport. Un travail considérable a été accompli sur une période relativement courte, et beaucoup d'entre vous ont consenti des sacrifices pour le bien de notre nation. Sachez que vous avez contribué à écrire l'histoire et, je l'espère, à redresser le navire.

1. Célèbre éditorialiste conservateur américain.

Introduction

Le 31 octobre 2022, Graydon Young témoignait contre Stewart Rhodes et d'autres membres des Oath Keepers devant un tribunal fédéral de Washington. Les prévenus étaient accusés de sédition à l'encontre des États-Unis et d'autres crimes liés à l'assaut contre le Capitole le 6 janvier 2021.

Ce jour-là, dans sa déposition, Graydon Young a expliqué au jury comment les tweets du président Donald Trump et ses déclarations mensongères affirmant que la victoire aux élections présidentielles de 2020 lui avait été « volée » les avaient incités, lui et d'autres membres des Oath Keepers, à se rendre à Washington. Dans un témoignage émouvant, Graydon Young a reconnu ce que lui et les autres pensaient être en train de faire en ce 6 janvier : prendre d'assaut le Capitole de la même façon que les Français avaient pris la Bastille au début de la Révolution française. En repensant à ce jour près de deux ans plus tard, il raconte :

Procureur : Que ressentez-vous quant au fait d'avoir forcé un barrage de policiers ?

Graydon Young : Aujourd'hui, je me sens extrêmement honteux et embarrassé (...).

Procureur : Qu'avez-vous ressenti à l'époque ?

Graydon Young : J'avais l'impression, encore une fois, que nous vivions une sorte d'événement historique en vue d'un objectif précis.

Procureur : Avec le recul de presque deux ans, que diriez-vous de quelqu'un qui, comme vous, est venu à Washington pour lutter contre le gouvernement ?

Graydon Young : J'imagine que j'étais une sorte de traître, quelqu'un qui agissait contre son propre gouvernement.

Aussi dramatique qu'il soit, le témoignage de Graydon Young n'était pas isolé. De nombreux participants à l'assaut du Capitole ont reconnu avoir trahi leur propre pays :

Nicholas Reimler : « Je suis désolé envers le peuple de ce pays d'avoir menacé la démocratie qui le rend si admirable (...). Ma participation aux événements de cette journée faisait partie d'une attaque contre l'État de droit. »

Rachel Lynn Pert : « Je sais que la transition pacifique du pouvoir a pour but de garantir le bien commun de notre nation et qu'elle est essentielle à la sécurité de notre pays. Je suis vraiment désolée du rôle que j'ai joué et assume l'entière responsabilité de mes actes. »

Abram Markofski : « Mon comportement m'a fait passer de l'autre côté de la barrière par rapport à mes frères d'arme. Du mauvais côté. Si j'avais vécu dans la région, j'aurais été appelé à défendre le Capitole et à rétablir l'ordre (...). Mes actions ont déshonoré la Garde nationale à laquelle je suis si attaché. »

Jeffrey Witcher : « Tous les hommes de ma famille ont servi dans l'armée, dans le corps des Marines, et la plupart d'entre eux ont été envoyés au combat. J'ai porté atteinte à mon nom de famille et à cet héritage. »

Gary Edwards : « J'ai honte de me tenir devant un juge et de devoir plaider coupable d'un crime pour la première fois de mes 68 ans de vie, honte d'être associé à un assaut contre le Capitole des États-Unis, symbole de la démocratie et la grandeur américaine qui me tiennent tant à cœur. »

Des centaines d'autres participants à l'assaut du 6 janvier ont plaidé coupable, ont été inculpés ou sont en attente de jugement pour des crimes relatifs à leurs faits et gestes ce jour-là. Et, à l'instar de Graydon Young, des centaines d'autres ont reconnu exactement ce qui les avait poussés à se rendre à Washington et à se livrer à des actes de violence. Entre autres :

Ronald Sandlin, qui a menacé des officiers de police, leur disant qu'ils « [allaient] mourir », a publié le 23 décembre 2020 le post suivant : « Je serai là pour montrer mon soutien à notre président et faire mon possible

pour arrêter le vol et être derrière Donald Trump lorsqu'il décidera de franchir le Rubicon. Si l'on est patriote, je pense qu'il est de notre devoir d'être présent. Je considère que c'est de ma responsabilité civique. »

Garret Miller, qui portait un revolver lors de sa venue au Capitole le 6 janvier, a donné cette explication : « J'étais à Washington le 6 janvier 2021 car je croyais suivre les instructions de l'ancien président Donald Trump et qu'il était mon président et le commandant en chef. Ses propos m'ont mené à croire que la victoire aux élections lui avait été volée. »

John Douglas Wright a expliqué qu'il avait emmené des bus entiers de personnes jusqu'à Washington le 6 janvier « parce que [Donald Trump] m'y a exhorté et a dépeint ce qui se passe au sein de notre gouvernement ».

Lewis Cantwell a témoigné que si « le président des États-Unis (...) [était] à la télévision pour dire qu'elle lui a été volée, que croirais-je d'autre, en tant que patriote américain ayant voté pour lui et souhaitant continuer à voir le pays prospérer comme je croyais qu'il le faisait ? ».

De même, Stephen Ayres a déclaré qu'« avec tout ce que le président a dit » en amont du 6 janvier, « que les élections étaient truquées (...) que les résultats étaient faux et tout ça (...) ça m'est monté à la tête. » « Le président nous appelait à aller » à Washington. Stephen Ayres « [buvait] [l]es paroles » de Donald Trump. Stephen Ayres a publié sur les réseaux qu'une « guerre civile allait s'ensuivre » si le président Donald Trump ne restait pas au pouvoir après le 6 janvier.

La commission spéciale a rassemblé des centaines de déclarations similaires auprès de participants à l'assaut du 6 janvier.

La résolution 503 de la Chambre des représentants a chargé la commission spéciale d'« examiner et [de] présenter les faits, les circonstances et les causes de l'attaque terroriste domestique du 6 janvier 2021 qui a visé les bâtiments du Capitole des États-Unis » et de « publier un rapport final » présentant « le résultat de ses recherches, ses conclusions et ses recommandations de mesures correctives à prendre ». La commission spéciale a tenu neuf auditions publiques au cours desquelles plus de soixante-dix témoins ont été entendus. Nous avons structuré notre enquête et nos auditions en commençant par les allégations du président Donald Trump selon lesquelles la victoire aux élections présidentielles lui avait été volée et en recueillant les témoignages de presque tous ses principaux conseillers à ce sujet. Nous avons concentré notre attention sur les décisions prises par plus de soixante tribunaux fédéraux et nationaux rejetant les efforts du président Donald Trump et de ses partisans pour inverser le résultat des élections.

Malgré les décisions de ces tribunaux, il nous est apparu que des millions d'Américains ne possédaient toujours pas les informations nécessaires pour comprendre et évaluer la teneur des propos du président Donald

Trump au sujet des élections. C'est pourquoi nous avons entendu un certain nombre de membres du cercle le plus proche de Donald Trump réfutant ses déclarations de fraude et témoignant du fait que la victoire aux élections présidentielles ne lui avait dans les faits pas été volée. Au total, la commission spéciale a présenté les déclarations de plus d'une cinquantaine de républicains, qui formaient de loin la majorité des témoins lors des auditions, y compris deux anciens Attorneys general du président Donald Trump, son ancien conseiller juridique, nombre de ses collaborateurs à la Maison-Blanche et les membres les plus haut placés de sa campagne électorale de 2020, dont son directeur de campagne et le conseiller juridique de sa campagne. Même des personnes clés ayant travaillé étroitement avec lui dans la tentative d'inverser l'issue des présidentielles de 2020 le 6 janvier ont fini par *admettre* qu'elles manquaient de preuves suffisantes pour changer le résultat des élections et *ont admis* que ce qu'elles avaient tenté de faire était illégal.

Ce rapport rassemble une quantité d'informations et de témoignages collectés dans le cadre de l'enquête de la commission spéciale consécutive, y compris des informations obtenues à la suite de procès à l'échelon fédéral et en appel ainsi que devant la Cour suprême. Les éléments de preuve recueillis par la commission spéciale l'ont conduite à dresser les constats suivants :

1. Dans le cadre de ses efforts pour inverser le résultat des élections présidentielles de 2020 et afin de solliciter des contributions, Donald Trump a délibérément propagé des allégations infondées de fraude, et ce, dès le soir des élections puis tout au long de la journée du 6 janvier et même par la suite. Ces allégations infondées ont poussé ses partisans à recourir à la violence le 6 janvier.

2. Tout en sachant que lui et ses partisans avaient perdu des dizaines de contentieux électoraux et alors que ses conseillers les plus proches réfutaient ses allégations de fraude électorale et l'exhortaient à reconnaître sa défaite, Donald Trump a refusé d'accepter le résultat des élections présidentielles de 2020. Plutôt que d'honorer l'obligation constitutionnelle qui lui incombait de « veiller à l'exécution fidèle des lois », il a choisi de fomenter un complot ayant pour but d'inverser le résultat des élections.

3. Tout en sachant que de telles actions seraient illégales et qu'aucun État n'avait modifié ou ne modifierait sa liste de grands électeurs, Donald Trump a indûment fait pression sur le vice-président, Mike Pence, afin que celui-ci refuse de compter les votes des grands électeurs durant la session conjointe du Congrès le 6 janvier.

4. Donald Trump a essayé de pousser le département de la Justice à la forfaiture en convainquant des cadres des départements ministériels de faire délibérément de fausses déclarations et de l'aider ainsi à inverser

le résultat des élections présidentielles. Après l'échec de cette tentative, Donald Trump a offert la position d'Attorney general par intérim à Jeff Clark, sachant que celui-ci avait l'intention de propager de fausses informations dans le but d'inverser le résultat des élections.

5. Sans aucun fondement probant et allant à l'encontre des lois locales et fédérales, Donald Trump a illégalement fait pression sur des responsables des États et des membres des corps législatifs des États afin de changer le résultat des élections dans leur État.

6. Donald Trump a supervisé une tentative d'obtention et de transmission de faux certificats électoraux au Congrès et aux Archives nationales.

7. Donald Trump a fait pression sur des membres du Congrès pour qu'ils contestent des listes de grands électeurs valides de plusieurs États.

8. Donald Trump a délibérément confirmé de fausses informations déposées devant la justice fédérale.

9. Sur la base d'allégations infondées, Donald Trump a incité des dizaines de milliers de partisans à se rendre à Washington le 6 janvier. Alors que ces partisans étaient en colère et certains d'entre eux armés, Donald Trump les a exhortés à marcher jusqu'au Capitole le 6 janvier afin de « récupérer » leur pays.

10. Tout en sachant qu'un violent assaut était en cours contre le Capitole et que ses propos ne feraient qu'accroître la violence, Donald Trump a délibérément publié sur les réseaux sociaux un message s'en prenant publiquement au vice-président Mike Pence, le 6 janvier à 14 h 24.

11. Tout en sachant que des actes de violence étaient en cours au Capitole et malgré son devoir de veiller à l'exécution loyale des lois, Donald Trump a refusé plusieurs heures durant d'ordonner à ses partisans violents de se disperser et de quitter le Capitole en dépit des demandes répétées qui lui étaient faites en ce sens. Au lieu de cela, il a regardé le déroulement de cet assaut violent à la télévision. Cette absence d'action a entretenu les violences en cours au Capitole et entravé le comptage des votes des grands électeurs par le Congrès.

12. Chacune de ces actions de Donald Trump a été entreprise en soutien à une conspiration engageant plusieurs parties et visant à inverser les résultats des élections présidentielles de 2020.

13. Les services de renseignement et les forces de l'ordre ont bel et bien détecté la préparation de potentielles violences en vue du 6 janvier, notamment par les Proud Boys et les Oath Keepers, qui le moment venu ont dirigé l'assaut contre le Capitole. À l'approche du 6 janvier, les services de renseignement ont identifié spécifiquement le potentiel de violence visant le Capitole. Cette information a été partagée au sein de l'exécutif, y compris avec le Secret Service et le Conseil national de sécurité.

14. Les renseignements recueillis en amont du 6 janvier n'étaient pas la conclusion que des mouvements d'extrême gauche ou d'autres groupes de gauche seraient susceptibles d'avoir recours à la violence lors d'une contre-manifestation ou d'attaquer les partisans de Donald Trump le 6 janvier. Au contraire, des renseignements recueillis le 5 janvier montraient que certains groupes de gauche demandaient à leurs membres de « rester chez [eux] » et de ne pas prendre part aux événements du 6 janvier. Finalement, aucun de ces groupes n'a été impliqué de manière concrète dans l'assaut contre le Capitole le 6 janvier.

15. Ni les services de renseignement ni les forces de l'ordre n'ont obtenu avant le 6 janvier d'informations quant à l'ampleur de ce que Donald Trump, John Eastman, Rudolph Giuliani et leurs associés préparaient dans le but d'inverser le résultat officiel des élections. Il semble que ces agences n'ont pas (et, potentiellement, n'ont pas pu) anticiper la teneur provocatrice du discours que le président Donald Trump prononcerait devant la foule rassemblée dans le parc de l'Ellipse, son exhortation « spontanée » à marcher jusqu'au Capitole, l'intensification de l'émeute que provoquerait son tweet de 14 h 24 s'en prenant au vice-président Mike Pence, ni l'ampleur de la violence et de l'anarchie qui s'ensuivraient. De même, les forces de l'ordre n'ont pas anticipé que le président Donald Trump refuserait d'inciter ses partisans à quitter le Capitole quand la violence éclaterait. Aucune analyse préalable des services de renseignement n'a su prédire le comportement de Donald Trump ; aucune de ces analyses n'a su discerner l'ampleur de la menace pesant sur le Capitole le 6 janvier.

16. Le 6 janvier, des centaines de membres de la police du Capitole et de la police de Washington se sont vaillamment acquittés de leur mission et les États-Unis leur doivent une immense gratitude pour le courage avec lequel ils ont défendu le Congrès et notre Constitution. Sans leur bravoure, les événements du 6 janvier auraient été bien pires. Même si certains de ses membres considéraient avoir « tout le monde sur le pont » ce jour-là, la direction de la police du Capitole ne disposait pas de ressources suffisantes pour faire face à la foule violente et anarchique. La direction de la police du Capitole n'a pas anticipé l'ampleur de la violence qui éclaterait après l'exhortation de Donald Trump à ses dizaines de milliers de partisans parmi la foule rassemblée dans le parc de l'Ellipse, leur intimant de marcher jusqu'au Capitole, ni après son tweet de 14 h 24. Bien que le Chief Steven Sund ait suggéré la possible nécessité de demander le soutien de la Garde nationale, le Conseil de la police du Capitole ne l'a pas sollicitée avant le 6 janvier. La police de Washington a adopté une approche plus préventive et déployé environ huit cents officiers, répondant également aux appels à l'aide d'urgence émanant du Capitole. Malgré tout, les émeutiers ont réussi à forcer les barrages de police en plusieurs

endroits lorsque la foule s'est ruée vers le Capitole juste après le tweet de Donald Trump à 14 h 24. Le département de la Justice qui, anticipant les éventuelles violences du 6 janvier, avait rassemblé un groupe d'agents fédéraux à Quantico dans la grande banlieue de Washington et dans la capitale elle-même, a déployé ces agents lorsqu'il est devenu évident que les policiers présents au Capitole étaient débordés. Des agents du département de la Sécurité intérieure ont également été déployés en soutien.

17. Il était de l'autorité et de la responsabilité du président Donald Trump de diriger le déploiement de la Garde nationale dans la capitale fédérale, mais il n'a jamais donné l'ordre de ce déploiement, ni le 6 janvier ni aucun autre jour. Pas plus qu'il n'a ordonné à quelque agence fédérale chargée du maintien de l'ordre que ce soit d'apporter un soutien. Comme l'autorité pour déployer la Garde nationale avait été déléguée au département de la Défense, le secrétaire à la Défense avait la capacité de s'en charger et a en effet fini par le faire. Bien que certains éléments cernent un probable problème de communication entre les membres de la direction civile du département de la Défense, affectant le déploiement de la Garde nationale, la commission spéciale n'a trouvé aucune preuve que le département de la Défense l'ait retardé intentionnellement. La commission spéciale reconnaît que certaines personnes au sein du département de la Défense nourrissaient de réelles inquiétudes, redoutant que le président Donald Trump soit susceptible de donner l'ordre illégal de faire appel à l'armée pour soutenir sa tentative de ne pas respecter le résultat des élections.

Ce rapport est constitué de huit chapitres identifiant les preuves spécifiques qui étayaient chacun des principaux éléments du plan protéiforme du président Donald Trump pour inverser le résultat des élections présidentielles ainsi que des éléments de preuve relatifs aux renseignements rassemblés avant le 6 janvier et aux lacunes en matière de sécurité ce jour-là.

Bien que les auditions de la commission spéciale aient été suivies en direct par des dizaines de millions d'Américains et largement citées par presque tous les médias, la commission spéciale reconnaît aussi que d'autres médias et commentateurs d'actualité ont activement dissuadé les téléspectateurs de les regarder et que des millions d'autres Américains n'ont pas encore eu connaissance des éléments de preuve concrets traités dans ce rapport. Par conséquent, la commission spéciale met parallèlement en ligne des résumés vidéo des éléments de preuve relatifs à chaque sujet de son enquête.

Ce rapport analyse aussi les implications juridiques des actions de Donald Trump ainsi que de ses complices et comprend des recommandations à l'intention du département de la Justice au sujet du président

Donald Trump et de quelques autres individus. Ces recommandations reposent sur trois jugements rendus par une cour de district fédérale et expliquent en détail en quoi les faits découverts doivent amener un examen plus approfondi de certains chefs d'inculpation par le département de la Justice. Afin d'aider le public à comprendre la nature et l'importance de ces informations, ce rapport contient également des sections présentant la façon dont la commission spéciale a mesuré la crédibilité des témoins qu'elle a entendus et suggère que le département de la Justice examine de plus près de possibles tentatives d'obstruction à notre enquête. Nous remarquons aussi que plus de trente témoins ont invoqué le cinquième amendement de la Constitution, qui les protège de l'auto-incrimination. D'autres ont invoqué le privilège de l'exécutif¹ ou catégoriquement refusé de comparaître (comme Steve Bannon, qui a depuis été déclaré coupable d'outrage au Congrès).

Pour finir, ce rapport dresse la liste de plusieurs recommandations législatives, dont la loi sur la réforme des élections présidentielles, déjà adoptée par la Chambre des représentants.

1. Le privilège de l'exécutif autorise le président des États-Unis et les personnes travaillant pour le pouvoir exécutif à garder confidentiels leurs échanges.

1.

Le grand mensonge

Le soir des élections présidentielles de 2020, la nuit était tombée quand le président Donald Trump s'est adressé à la nation depuis la East Room de la Maison-Blanche. Au moment où il a pris la parole, à 2 h 21 du matin le 4 novembre, sa réélection était loin d'être acquise. Fox News, une chaîne de télévision conservatrice, ne s'était pas trompée en annonçant que l'ancien vice-président Joseph Biden avait remporté l'Arizona. Depuis 1996, tous les candidats républicains à la présidence ont remporté l'Arizona. Si le président sortant perdait cet État, et il est devenu évident au cours des jours suivants qu'il l'avait perdu, sa réélection serait compromise. Plus le décompte des voix s'est poursuivi, plus l'avance apparente du président dans plusieurs États clés – ceux qu'il avait besoin de gagner – a diminué. Bientôt, il ne serait plus en tête, voire, il serait en train de perdre.

C'est alors que le président des États-Unis a fait ce qu'il avait prévu de faire depuis bien longtemps avant le jour des élections : il a menti. « Le public américain a été escroqué. De quoi faire honte à notre pays », a-t-il déclaré. « Nous nous préparions à gagner cette élection », a poursuivi le président. « Franchement, on l'a gagnée, cette élection. On a gagné cette élection. » Sans aucune preuve, Trump affirmait qu'une « fraude énorme » avait eu lieu « dans notre nation ».

Aucune de ses déclarations n'était fondée. Il n'avait rien pour revendiquer la victoire ni pour affirmer qu'il s'agissait d'une fraude électorale. Il restait des millions de votes à dépouiller. Les États en étaient encore à dresser les tableaux pour additionner les bulletins déposés dans les

urnes par le peuple américain. Même ses conseillers lui ont recommandé d'attendre – c'était beaucoup trop tôt pour déclarer victoire.

La soirée avançait, le président a convoqué son équipe de campagne pour commenter les résultats. Son directeur de campagne, William Stepien, et plusieurs experts lui ont dit qu'il faudrait attendre un certain temps pour disposer des résultats. Honnêtement, il ne pouvait pas crier victoire. Comme il faudrait encore plusieurs jours pour compter les bulletins, William Stepien estimait qu'« il [était] beaucoup trop tôt pour faire la moindre déclaration ». Il a dit avoir recommandé au président de déclarer : « Ils sont encore en train de compter les voix. Il est (...) trop tôt pour annoncer la victoire. »

Jason Miller, un autre conseiller de premier plan de la Trump Campaign, a déclaré à la commission spéciale qu'il avait plaidé contre la déclaration de la victoire lors d'échanges avec William Stepien et d'autres. « Il était trop tôt pour dire que [la balance penchait] d'un côté ou de l'autre », s'est-il remémoré. Il se souvient avoir recommandé de « ne pas déclarer la victoire avant d'avoir une idée plus précise des chiffres ».

D'après les témoignages recueillis par la commission spéciale, seul un conseiller présent ce soir-là était d'accord avec Trump pour déclarer la victoire : Rudy Giuliani, qui, selon Jason Miller, était « carrément ivre ».

Si le président a décidé de proclamer une fausse victoire le soir des élections et de demander, en toute illégalité, qu'on arrête le dépouillement, ce ne fut pas une déclaration spontanée. Ce fut une décision préméditée. La commission a réuni un ensemble d'éléments qui prouvent que cette fausse proclamation avait été prévue par le président. Cet ensemble comprend de nombreuses communications adressées à la Maison-Blanche par le président de Judicial Watch¹, Tom Fitton, entre le 31 octobre et le 3 novembre 2020. Ces échanges montrent que celui-ci était en contact direct avec le président. Il savait que Trump entendait faussement proclamer sa victoire et demander qu'on mette fin au décompte des voix. Les preuves comprennent aussi un enregistrement du conseiller du président, Steve Bannon, qui, le 31 octobre 2020, a déclaré ce qui suit à plusieurs Chinois avec lesquels il était en affaires :

Ce que Trump va faire, c'est déclarer la victoire, on est d'accord ? Il va déclarer la victoire. Mais ça veut pas dire que c'est le vainqueur. Il va juste dire qu'il est fait pour gagner (...). Chez les démocrates, y a plus de gens qui votent tôt et ça compte. Ils votent par correspondance. Du coup ils seront naturellement

1. Judicial Watch est un organisme conservateur qui s'est donné pour mission de surveiller les activités du gouvernement américain.

désavantagés et Trump en profitera. Voilà notre stratégie. Il va déclarer qu'il est vainqueur.

Quand vous vous réveillerez mercredi matin, ça va être l'explosion (...). En plus, si Trump... si Trump perd, à 10 ou 11 heures du soir, ça sera encore plus délirant. Non, je me trompe, parce qu'il sera là, impec, et dira : « Ils l'ont volée. Je vais demander à l'Attorney general de boucler tous les bureaux de vote dans les cinquante États. » Ça va être, oh là, il ne va pas se tirer comme ça. Si Trump – si Biden gagne, Trump va casser la baraque.

Toujours avant la présidentielle, Roger Stone, un autre conseiller informel du président, a déclaré ceci :

J'ai vraiment l'impression que ça sera en suspens. Si ça arrive, le truc, c'est de revendiquer la victoire. La possession, en droit, c'est les 9/10^{es}. Non, on a gagné. Allez vous faire foutre, désolé. Terminé. On a gagné. Vous avez tort. Cassez-vous maintenant.

Au cours des jours qui ont suivi les élections, les membres de l'équipe de campagne du président lui ont annoncé qu'il avait perdu et qu'ils ne disposaient d'aucune preuve de fraude avérée. Voyant que son équipe refusait de lui dire ce qu'il avait envie d'entendre, le président Trump l'a remplacée par ce que l'Attorney general William Barr a appelé une « maison de fous », des individus prêts à promouvoir toutes sortes de théories du complot.

Donald Trump n'a pas avalé ces mensonges passivement. C'est lui qui les a activés et diffusés. Des personnes n'ont cessé de lui dire que ses allégations de fraude étaient infondées. Peu importe, il a choisi de les propager. Y compris alors qu'elles ont été passées au crible et rejetées au fil de dizaines de procès. Même la certification par le collège électoral de la victoire de l'ancien vice-président Biden, le 14 décembre 2020, ne l'a pas empêché de mentir. Ce grand mensonge a constamment été au cœur de sa tentative visant à bloquer le transfert de pouvoir pacifique le 6 janvier 2021.

Ce grand mensonge reflétait l'exploitation délibérée du « mirage rouge »

Ce soir-là, le « grand mensonge » du président venait tout simplement des différentes façons de voter des Américains. En 2020, on savait que les démocrates étaient beaucoup plus enclins à voter par correspondance qu'en se déplaçant. Inversement, les républicains préféraient se déplacer pour aller voter. Dans les États clés indécis, là où les écarts entre candidats sont serrées, les votes du jour des élections favoriseraient le président et

seraient les premiers à être dépouillés, de façon disproportionnée. Les bulletins par correspondance, qui favoriseraient l'ancien vice-président Biden, seraient comptés plus tard, de façon tout aussi disproportionnée. Dans certains États, il faudrait plusieurs jours pour que le reste des votes par correspondance soit dépouillé.

Le délai nécessaire pour que tous les bulletins soient pris en compte crée la possibilité de ce qu'on appelle un « mirage rouge » – soit l'illusion d'une victoire républicaine (rouge, d'après la couleur traditionnellement attribuée au parti républicain) au début du comptage. Le soir même de l'élection, le président donnait l'impression d'être en tête, sauf que ce n'était qu'une partie de l'histoire. Beaucoup de votes par correspondance en faveur de Biden ne pouvaient pas être comptabilisés le jour des élections. Il y avait donc peu de chances que le nom du vainqueur soit connu le soir même de la présidentielle.

Le phénomène du « mirage rouge » ne date pas de l'élection présidentielle de 2020. C'est Chris Stirewalt, le journaliste spécialiste des questions électorales de Fox News, qui a annoncé, à raison, que Biden avait gagné en Arizona. Son équipe et lui ont essayé d'alerter les téléspectateurs sur ce mirage rouge. Depuis quarante ou cinquante ans, « les Américains ont de plus en plus tendance à voter par anticipation, par procuration ou par correspondance », a-t-il témoigné, et « les démocrates préfèrent cette méthode, plus que les républicains ». À « chaque élection » ou presque, a-t-il ajouté, « les républicains l'emportent le jour du scrutin, les démocrates gagnent le vote par anticipation, ensuite on attend et on recompte ». C'est ce qui « se passe à chaque fois ».

L'équipe de campagne du président avait fait en sorte qu'il soit briefé sur les délais nécessaires au décompte. William Stepien, directeur de campagne, a déclaré à la commission spéciale que le jour même de l'élection plusieurs personnes lui avaient rappelé que beaucoup de bulletins par correspondance seraient dépouillés au fil des jours qui suivraient. William Stepien lui a lui-même rappelé que les premiers résultats avaient beau être favorables, le dépouillement se poursuivrait : « Je me suis souvenu qu'en 2016, j'avais eu le même genre d'échange avec lui le jour de l'élection (...). Je lui ai parlé de cette conversation où je l'avais prévenu que la nuit serait longue ; je lui ai dit : “Vous savez, en 2020, là aussi ça va être un long processus, parce que les premiers résultats seront positifs. Ensuite, on va, vous savez, surveiller les retours des bulletins de vote qui arrivent dans un second temps.” »

Il est rare que l'anomalie du « mirage rouge » gêne le bon déroulement du processus électoral parce que les candidats attendent que les votes soient comptabilisés avant de déclarer victoire ou de s'incliner. Comme l'a rappelé Chris Stirewalt, jusqu'ici, « aucun candidat n'avait essayé de se prévaloir de cette bizarrerie du dispositif électoral ».

Le président a choisi une autre option. Sans hésiter à violer le processus démocratique américain, il a préféré exploiter la confusion potentielle liée

à ce décalage pour mentir aux Américains à propos des résultats. Ses alliés et lui avaient prévu qu'il fasse ce choix, ce que montrent leurs déclarations au cours des mois précédant les présidentielles de novembre 2020.

L'entreprise pré-électorale de Trump visant à déclarer la victoire

La veille d'Halloween, Steve Bannon, conseiller et directeur de campagne de Donald Trump quatre ans plus tôt, en 2016, a présenté le déroulement de la soirée électorale. « Ce que Trump va faire, c'est déclarer la victoire, on est d'accord ? Il va déclarer la victoire. Mais ça veut pas dire que c'est le vainqueur », a-t-il confié à un cercle d'intimes. « Il va juste dire qu'il est fait pour gagner. »

Bannon a expliqué que les démocrates seraient « naturellement désavantagés » le soir de l'élection parce qu'il y aurait plus de démocrates votant par correspondance que de républicains, et qu'il faudrait du temps pour dépouiller tous ces votes par correspondance. Cela donnerait au président l'illusion d'être en tête. « Et Trump en profitera, ajouta Bannon. Voilà notre stratégie. Il va déclarer qu'il est vainqueur. »

Dans une interview à Fox News le matin des présidentielles, il insistait en disant que le président devait s'adresser à la nation le soir même pour « fournir le cadre narratif de la démarche à suivre ». Plus tard dans la journée, dans un épisode de son podcast, il précisait ce qu'il voulait dire : le président « va revendiquer la victoire. Pigé ? Il va revendiquer la victoire ».

Tom Fitton a rédigé un brouillon de déclaration victorieuse que le président devait lire le soir de l'élection. Le 31 octobre, il a envoyé le texte par email à l'assistante du président, Molly Michael, et au responsable des réseaux sociaux du président, Dan Scavino. Fitton a explicitement écrit que le jour de l'élection, le 3 novembre, était la « date limite à laquelle les électeurs des différents États du pays doivent choisir un président ». Il ajoutait que le décompte des bulletins arrivés après faisait partie de la tentative de « partisans » visant à « inverser » les résultats.

Cette affirmation était évidemment fautive – les bulletins de vote par correspondance sont toujours dépouillés après le jour des élections. Quoi qu'il en soit, Fitton a encouragé le président à préempter la victoire. « Le jour de l'élection est passé, j'ai gagné », a écrit Fitton pour lui. En début de soirée, le jour venu, Fitton a envoyé un nouvel email à Molly Michael pour lui dire qu'il venait « de parler [au président Trump] du projet [de déclaration] ». Plus tard dans la soirée, avant que le président fasse ses remarques du soir de l'élection, elle lui a répondu qu'elle était « en train de le resoumettre [au président Trump] ».

Juste avant l'élection, Roger Stone, confident politique de toujours du président, avait affirmé à plusieurs proches que Trump devait déclarer la victoire

– surtout si le résultat n’était pas annoncé le jour des élections. « Pourvu qu’on puisse faire la fête » le soir des présidentielles, déclara-t-il. « J’ai vraiment l’impression que ça sera en suspens. Si ça arrive, le truc, c’est de revendiquer la victoire. » Roger Stone poursuit en s’exprimant comme un charretier. « La possession, en droit, c’est les 9/10^{es}. Non, on a gagné. Allez-vous faire foutre, désolé. Terminé. On a gagné. Vous avez tort. Cassez-vous maintenant. »

Le fait est que plusieurs rapports rendus publics faisaient écho à ces signaux d’alerte sur la stratégie électorale du président. Deux jours avant les élections, Jonathan Swan, de l’agence Axios, annonçait que le président « a prévenu des confidents qu’il se proclamerait victorieux le mardi soir s’il donnait l’impression d’être “en tête” ». « L’équipe de Trump s’appête à mentir en affirmant que les bulletins par correspondance comptés après le 3 novembre – un dépouillement légitime qui devrait favoriser les démocrates – sont la preuve d’une fraude électorale. » Si le décompte des voix basculait en défaveur de Trump après la nuit des élections, dans des États comme la Pennsylvanie, son équipe affirmerait que les démocrates avaient « volé » l’élection. Chris Stirewalt, analyste électoral de Fox News, a certifié que son équipe et lui « s’étaient cassé la tête » pour que les téléspectateurs comprennent que voter plus tôt favoriserait les républicains mais que c’était une illusion « parce que l’équipe de campagne de Trump et le président avaient clairement indiqué qu’ils essaieraient d’exploiter cette anomalie ». D’autres encore avaient prévenu que le président pouvait aussi tirer parti du mirage rouge.

L’entreprise préélectorale de Trump visant à délégitimer le processus électoral

Le président a également préparé le terrain de sa déclaration victorieuse fallacieuse en noyant les électeurs sous une avalanche de mensonges et de déclarations délégitimant le vote par correspondance en pleine pandémie et remettant sans cesse en question la sécurisation des bulletins de vote. Il a profité de son pouvoir d’intimidation, y compris son fil Twitter particulièrement suivi, pour enchaîner les mensonges.

La commission spéciale a mis au jour des dizaines de cas où le président affirme que le vote par correspondance donnera lieu à une élection « truquée ». Par ailleurs, il a dénoncé le vote par correspondance plusieurs fois sur Twitter, lors d’interviews et pendant le débat présidentiel. Ci-dessous, un échantillon de ses propos visant à délégitimer le vote par correspondance.

Le 7 avril 2020, le président a déclaré :

Le vote par correspondance est une chose très dangereuse pour ce pays, parce que ce sont des tricheurs. Ils les ramassent. Ils sont frauduleux dans bien des cas. (...) Ces bulletins par

correspondance arrivent. Les votes par correspondance sont corrompus, à mon avis. Et ils les ramassent, et ils font venir des gens pour les signer. Et alors ce sont... ce sont des faux dans beaucoup de cas. C'est une chose horrible.

Le lendemain, le 8 avril, le président a tweeté :

Les républicains devraient se battre farouchement en matière de vote par correspondance dans tout l'État. Les démocrates le réclament à grands cris. Énorme potentiel de fraude électorale, et allez savoir pourquoi, le résultat n'est pas fameux pour les républicains. @foxandfriends

Le 24 mai, le président a tweeté :

Les États-Unis ne peuvent pas avoir tous les Votes Par Correspondance. Ça va être la plus grande Élection Truquée de l'histoire. Les gens les attrapent dans les boîtes aux lettres, impriment des milliers de faux et « obligent » des gens à signer. Et des faux noms aussi. Quelques votes par correspondance, OK, quand c'est nécessaire. Ils essaient de se servir de la COVID pour cette arnaque !

Le 17 septembre, le président a menti en affirmant que les bulletins par correspondance étaient mûrs pour une ingérence étrangère :

@TrueTheVote Il y a un groupe de gens (principalement des Démocrates de la Gauche Radicale) qui veulent la PAGAILLE ÉLECTORALE. Les États doivent arrêter cette FOLIE d'envois en masse de Bulletins de Vote. Aussi, c'est un CADEAU pour l'ingérence étrangère dans notre élection !!! Arrêtez ça maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Avant l'élection, voyant que le président faisait campagne contre le vote par correspondance, William Stepien a essayé d'intervenir. Avec le chef de la minorité républicaine à la Chambre, Kevin McCarthy, ils ont essayé de lui expliquer que le vote par correspondance n'était « pas (...) une mauvaise chose pour sa campagne ». Ils ont fait valoir que décourager le vote par correspondance, tout en « exhortant [ses] électeurs à ne voter que le jour de l'élection, c'était donner beaucoup de chance au hasard ». Cela empêchait aussi de tirer parti d'une opération de terrain intéressante encourageant les électeurs de Trump à renvoyer leur bulletin. Le président

les a ignorés. Il a continué à diaboliser le vote par correspondance. Le mirage rouge était un élément essentiel de son « grand mensonge ».

Le président a toujours refusé de s'engager à accepter le résultat de la présidentielle, ce qui ne présageait rien de bon. Dans un entretien à Fox News en juillet, Chris Wallace lui a demandé : « Pourriez-vous nous dire franchement si vous comptez accepter l'élection ? » « Il faudra que je voie. Écoutez, vous... il faudra que je voie. Non, je ne vais pas simplement dire oui. Je ne vais pas dire non, et je ne l'ai pas fait non plus la fois dernière. »

Le 23 septembre 2020, un journaliste l'a interrogé pour savoir s'il s'engageait à mener un « transfert pacifique du pouvoir après l'élection. » Le président a refusé de répondre en ajoutant, « il faudra qu'on voie ce qui se passe ». Il a précisé : « les votes par correspondance sont une catastrophe », ajoutant que s'il pouvait « débarrasser des votes par correspondance... nous aurions un très paisible – il n'y aura pas de transfert, franchement, il y aura une continuation ». Autrement dit, selon le président, une « continuation » de sa présidence.

Le lendemain, le 24 septembre, un journaliste a renchéri en lui demandant si la présidentielle ne serait légitime que s'il l'emportait. Une fois de plus il a sous-entendu que les bulletins de vote par correspondance avaient quelque chose de suspect, ajoutant qu'il n'était « pas sûr » que cette élection soit irréprochable.

Comment le président Trump a propagé son grand mensonge

Fidèle à son story-telling pré-électoral, quelques heures après la fermeture des bureaux de vote, le président a commencé à prétendre que les résultats sur le point d'être annoncés étaient illégitimes. Son directeur de campagne lui avait rappelé le jour même qu'il fallait attendre plusieurs heures, voire plusieurs jours, pour que bon nombre de bulletins par correspondance soient dépouillés. Peu importe, il a répondu que les démocrates allaient « trouver (...) des bulletins à 4 heures du matin et les ajouter au décompte ». Il a aussi sous-entendu que les démocrates continueraient à voter après la clôture du scrutin.

C'est exactement ce que Steve Bannon évoquait quand il annonçait que le président « profiterait » du fait que les démocrates seraient « naturellement désavantagés » le soir des élections.

Dans les jours et les semaines qui ont suivi, le président a fait plusieurs fois référence à des bulletins qui auraient été « déversés » et injectés dans le dépouillement. Aussitôt ses partisans ont repris ces contre-vérités. Il n'y avait pas de « déversement » de votes – mais le décompte des bulletins par correspondance tel qu'il était transmis par les différentes juridictions du

pays dans le cadre d'un processus parfaitement transparent. Ces liasses de bulletins comprenaient des votes en faveur de Trump et d'autres en faveur de Biden. Les votes dépouillés plus tard penchaient du côté de l'ancien vice-président, ce que les conseillers de la campagne du président avaient annoncé, surtout dans les villes majoritairement démocrates.

L'Attorney general William Barr a immédiatement reconnu que l'accusation fallacieuse de fraude du président reposait sur le « mirage rouge ». « Le soir même de l'élection, le président a affirmé qu'une fraude majeure avait lieu, a-t-il déclaré. Cela s'est produit, pour autant que je sache, avant même qu'on puisse examiner des preuves. » L'affirmation du président « semblait liée à la dynamique qui fait qu'à la fin de la soirée, on a eu beaucoup de votes démocrates qui ont modifié le décompte des voix de certains États. C'est là-dessus que s'appuyait cette vaste allégation de gigantesque fraude ».

Le président savait qu'il fallait tenir compte du mirage rouge. Il a préféré mentir à ce sujet à plusieurs reprises – y compris après avoir été directement informé que ses propos ne tenaient pas. Et plus d'une fois au cours de la période post-électorale, il a sciemment ignoré les faits qui contredisaient son grand mensonge.

Le président Trump remplace son équipe de campagne après les élections

Les dirigeants de la campagne, dont William Stepien (directeur de campagne) et Justin Clark (directeur de campagne adjoint), étaient d'accord avec le président pour continuer à recompter et s'occuper des litiges post-électoraux habituels, mais pas pour promouvoir des théories conspirationnistes infondées. Ils constituaient ce que Stepien et d'autres appelaient « l'équipe normale ».

Deux semaines à peine après les élections, le président s'en est débarrassé parce que ses membres refusaient de lui dire ce qu'il voulait. Il a préféré promouvoir Rudy Giuliani et ses associés qui n'ont pas hésité à répandre des allégations grossières et sans fondement de fraude électorale. Giuliani, ancien maire de New York, recruta plusieurs détectives privés et juristes pour l'assister. Son équipe comprenait Jenna Ellis, Bernard Kerik, Boris Epshteyn, Katherine Friess et Christina Bobb. Jenna Ellis était son adjointe au sein de la nouvelle équipe juridique de la campagne de Trump. Bernard Kerik, ancien commissaire de la police de New York et repris de justice gracié, était son principal enquêteur. Parmi les avocats collaborant avec son équipe, on note également Sidney Powell, Cleta Mitchell et John Eastman. Comme il est indiqué plus loin, John Eastman sera un des acteurs essentiels de la tentative du président visant à invalider les élections.

*L'équipe de campagne du président Trump lui a exposé
qu'il avait perdu les présidentielles et qu'il n'y avait aucune fraude réelle*

L'équipe de campagne du président a très vite compris que pas la moindre de ses allégations de fraude n'était fondée. William Stepien a témoigné que, le 5 novembre, aucun de ses membres n'avait trouvé la moindre preuve. Ils avaient « des allégations et des rapports », mais « rien de déterminant » qui remette en question les résultats.

Ils ont continué à enquêter au cours de la deuxième semaine après les élections. D'après William Stepien, tandis que certains se repaissaient d'« allégations démentiennes » avec le président, son équipe de campagne était obligée de passer au crible les faits avant de se transformer en « escouade de la vérité » pour lui expliquer qu'aucuns de ces dires « n'étaient avérés ». William Stepien se souvient par exemple d'une personne qui prétendait que des milliers de votes illégaux avaient été décomptés en Arizona. C'était faux. Il s'agissait des votes des électeurs d'outre-mer (notamment les militaires à l'étranger) qui sont évidemment en droit de participer aux élections.

Alex Cannon était un avocat de la Trump Campaign qui avait déjà travaillé pour la Trump Organization. Après les élections, il a été chargé d'examiner les allégations de fraude – dont l'affirmation selon laquelle l'Arizona avait été le théâtre de milliers de votes illégaux. Il se souvient que Mike Pence lui a demandé ce qu'il avait trouvé. « Je lui ai répondu qu'on ne pensait pas trouver grand-chose, en tout cas, personnellement, je n'avais rien de suffisant pour revenir sur les résultats », a répondu Cannon. Le vice-président l'a remercié.

Alex Cannon a également fait part de son point de vue à Mark Meadows, secrétaire général de la Maison-Blanche. Entre la mi- et la fin novembre 2020, ce dernier lui a demandé ce que son enquête révélait. « Je me souviens lui avoir avoué qu'on ne trouvait rien de suffisant pour changer les résultats dans aucun des États clés. » « Donc ça ne tient pas la route ? », a répondu Meadows.

Jason Miller, un des conseillers principaux de la Trump Campaign, a confirmé les accusations de fraude en public. Mais en privé, il affirme avoir raconté une histoire différente au président, l'informant à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de fraude justifiant qu'on revienne sur l'élection :

Miller : Si j'ai bien compris, je pense qu'il y a encore des questions et des problèmes réels à propos des règles qui ont été modifiées sous couvert de la Covid, mais, en ce qui concerne la fraude et les irrégularités le jour de l'élection, on n'en a pas assez pour changer les résultats des élections.

Commission spéciale : Avez-vous fait part de votre opinion à ce sujet au président ?

Miller : Oui.

Commission spéciale : Quelle a été sa réaction quand vous le lui avez dit ?

Miller : « Vous n'avez rien vu ou entendu » – je paraphrase, mais – « vous n'avez ni vu ni entendu tous les problèmes et les questions qui ont été soulevées ».

Commission spéciale : Combien de fois avez-vous eu cette conversation avec le président ?

Miller : Plusieurs fois. Mais je ne pourrais pas vous dire exactement combien.

Commission spéciale : Plus d'une fois ?

Miller : Oui.

Matthew Morgan, le principal juriste de la Trump Campaign, est arrivé à une conclusion proche. Près de deux mois après les élections, le 2 janvier, il a eu un rendez-vous avec les collaborateurs du vice-président. Du point de vue de Morgan, il y avait une unanimité pour estimer que même en imaginant que toutes les accusations de fraudes et d'irrégularités soient « additionnées et interprétées en faveur du président sortant [...] ça ne suffisait pas à changer le résultat ».

La direction de la Trump Campaign ne disposait d'aucune preuve que l'élection avait été « volée » au président. Au contraire, ils avaient de nombreux éléments montrant que le président avait simplement perdu – et ils en ont fait part au président.

Le 6 novembre, Jared Kushner a organisé un rendez-vous dans le Bureau ovale pour que les principaux membres de l'équipe de campagne informent le président de la situation. Matt Oczkowski, l'expert en données de la Trump Campaign, suivait les résultats des votes des États indécis pour évaluer les chances de succès du camp Trump. Miller a envoyé à Meadows un message comprenant la mise à jour des données des États clés. Les données de la Trump Campaign ne permettaient pas de conclure à la victoire. Oczkowski « a annoncé au président, en termes assez directs, qu'il allait perdre ». Ils n'avaient pas assez de votes-surprises dans les États les plus disputés pour que le président dépasse l'avance de Biden. Le président n'était pas d'accord et insistait pour dire qu'il l'emporterait grâce à des poursuites judiciaires.

Mais les données ne mentaient pas.

Le 7 novembre, l'Associated Press annonça que l'ancien vice-président Biden avait remporté la Pennsylvanie et par voie de conséquence les élections. Aussitôt, une équipe resserrée de conseillers, dont Stepien, alla voir le président pour lui annoncer que sa victoire était plus que fortement

compromise. Son équipe de campagne lui a précisé que ses chances de succès n'étaient que de « 5, peut-être 10 % », ce qui était « un diagnostic très, très, très sombre », comme Stepien l'a reconnu devant la commission spéciale.

Rétrospectivement, cette estimation de 5 à 10 %, le 7 novembre, était beaucoup trop optimiste. Dans un des scénarios les plus favorables, par exemple, le président et son équipe avaient besoin non seulement d'arriver en tête des recomptages en Arizona et en Géorgie, mais de remporter les litiges sur la contestation des bulletins de vote par correspondance dans le Wisconsin, voire dans le Michigan ou en Pennsylvanie. Et encore, les résultats n'étaient même pas assez serrés.

C'est en Arizona que l'écart était le plus étroit entre les deux candidats, Biden avait emporté l'État avec plus de dix mille voix d'avance. En apparence c'est peu, mais c'était au-delà de la marge imposant un recomptage automatique. Comme Benjamin Ginsberg, un juriste électoral républicain de longue date, l'a expliqué à la commission spéciale, « 2020 n'était pas une élection serrée ». On avait déjà vu des élections où des écarts de quelques centaines de voix – pas de milliers – étaient contestés avec succès. « C'est pas le genre de chiffres que vous inventez en recomptant », ajouta Benjamin Ginsberg. La Géorgie a pourtant procédé à un recomptage manuel de la totalité des bulletins, confirmant quelques semaines après les présidentielles que Biden avait remporté l'État. Qui plus est, le 6 janvier, l'Arizona et le Nouveau-Mexique, qui avaient officiellement lancé des audits post-électorales sur des machines à voter ou sur des échantillons de bulletins choisis au hasard à l'échelle de l'État ou d'un comté, ont confirmé l'exactitude de leurs résultats.

Chris Stirewalt, qui supervisait les élections pour Fox News, souscrivait à l'analyse de Ginsberg. À la question de savoir quelles étaient les chances de victoire du président le 7 novembre, il a répondu : « Nulles. »

Pendant ce temps, la Trump Campaign continuait de faire des calculs. Le matin du 12 novembre, Oczkowski a fait circuler parmi les principaux collaborateurs de la campagne un papier détaillant ce qui s'était passé dans chaque État critique qu'ils surveillaient de près. C'était une analyse de l'équipe chargée des données qui évaluait le taux de participation et les marges, comté par comté, dans une douzaine d'États, tout en tenant compte des changements démographiques influant sur les résultats. Parmi ces États figuraient l'Arizona, la Géorgie, le Michigan, la Pennsylvanie, le Nevada et le Wisconsin. L'équipe d'Oczkowski a confirmé que le président avait perdu chacun de ces six États parce que Biden avait obtenu de meilleurs résultats dans certaines zones, dont les agglomérations et les banlieues. Il n'empêche, dans les semaines qui ont suivi, le président et sa nouvelle équipe juridique – la « maison de fous » – se sont escrimés à contester les résultats de ces six États en propageant toutes sortes de théories du complot.

Les données du scrutin étaient claires : le président avait perdu. Mais peu importaient les faits, le président n'avait pas l'intention de reconnaître sa défaite.

Le soir des présidentielles, le président et Rudy Giuliani ont convenu qu'il lui suffisait de crier victoire, sans rien pour le prouver. En outre, Rudy Giuliani a déclaré à la commission spéciale que, le 4 novembre, le président lui avait demandé de prendre la direction juridique de sa campagne. D'après lui, pour que cela fonctionne, il fallait que le président appelle l'équipe de campagne existante pour leur annoncer ce changement, car, ajoutait Giuliani, « ils vont énormément m'en vouloir, déjà parce qu'ils ne m'aiment pas, et je ne leur fais pas confiance ». Il a précisé que le président était d'accord avec lui.

Si Giuliani n'a pris la direction juridique de la campagne que mi-novembre, l'ancien maire de New York s'est très vite opposé à l'« équipe normale ».

Le 6 novembre, son équipe et lui ont eu un rendez-vous avec les responsables de la Trump Campaign au siège de celle-ci, à Arlington, en Virginie, dans la banlieue de Washington.

L'« équipe normale » n'a pas été impressionnée. Stepien a déclaré à la commission spéciale qu'ils avaient peur que Giuliani soit une distraction pour eux et pour le président. Giuliani a sous-entendu qu'il allait en Pennsylvanie pour prêter main-forte à la campagne, et ils « ne l'ont pas dissuadé de le faire ». Dix à quinze minutes plus tard, Stepien et d'autres membres du personnel quittaient la réunion.

Le même jour, le président a mis au point la stratégie juridique de la campagne dans le Bureau ovale avec Giuliani, Clark et Matt Morgan, conseiller juridique de la Trump Campaign. Avant l'élection, ce dernier était responsable des contentieux de la campagne. Son équipe et lui ont engagé des poursuites judiciaires pour contester les modifications des lois électorales décidées par les États pendant la pandémie. Morgan a également travaillé sur les élections précédentes pour savoir quels types de plaintes étaient susceptibles d'aboutir. Clark expliquera que la stratégie juridique initiale de la campagne était fondée sur sa théorie générale des procès liés au contentieux électoral : « Il s'agissait d'examiner ce qu'on pensait, ce qu'on savait et ce qu'on pouvait prouver, puis de choisir les plaintes à déposer à partir de là. »

Giuliani n'était pas sur la même longueur d'onde, si bien qu'il a plaidé auprès du président pour être chargé des opérations juridiques de la campagne et poursuivre sa propre stratégie. « M. Giuliani ne se sentait manifestement pas tenu par ces dossiers et ces précédents. Il pensait faire avancer tout ce qui, selon lui, n'allait pas dans le sens de l'élection et élaborer une stratégie en conséquence », a expliqué Matt Morgan. « Rudy se battait contre des moulins à vent », a déclaré Clark. Morgan et Clark se sont retirés de la réunion voyant qu'elle « ne menait nulle part ».

Le lendemain, le 7 novembre, Rudy Giuliani a tenu une conférence de presse devant un établissement dénommé Four Seasons Total Landscaping

à Philadelphie (Pennsylvanie). Il s'est tout de suite lancé dans des propos farfelus en affirmant que les démocrates avaient fomenté de voler l'élection. « Comme vous le savez depuis le début, les votes par correspondance suscitaient un certain, voire un réel scepticisme parce qu'ils invitent naturellement à la triche, a déclaré Giuliani. Si ça se trouve, ces bulletins ont été rédigés la veille par les hackers du parti démocrate qui pullulaient » là où les votes étaient dépouillés. Giuliani ne disposait d'aucun élément pour appuyer ses propos choquants et infondés. On y entendait évidemment les échos de la campagne acharnée du président contre le vote par correspondance, et sa décision d'exploiter le mirage rouge.

Le 10 novembre, Giuliani et Keric ont retrouvé le président dans le Bureau ovale pour faire le point sur leur enquête. Le conseiller juridique de la Maison-Blanche, Pat Cipollone, et l'un des principaux juristes de la Maison-Blanche, Eric Herschmann, étaient également présents. Après la présentation de Giuliani, le président a demandé à Cipollone s'il avait parlé à l'Attorney general, Barr, des allégations de fraude. La veille, ce dernier avait publié un mémorandum signalant un changement de politique du département de la Justice qui permettait aux procureurs fédéraux d'enquêter sur les allégations de fraude sans attendre que les résultats soient certifiés. La question du président laissait déjà entendre qu'il comptait faire pression sur le département de la Justice pour qu'il approuve ses mensonges.

Quelques jours plus tard, Giuliani et Justin Clark se sont violemment invectivés au cours d'une réunion dans le Bureau ovale. Giuliani incitait le président à lancer des poursuites judiciaires en Géorgie. Mais Clark faisait remarquer qu'un recomptage manuel était en cours et qu'il valait mieux attendre. Giuliani a dit au président que Clark lui mentait. La relève officielle allait bientôt suivre.

Le 14 novembre, le président annonça sur Twitter que Giuliani prenait la tête de l'équipe juridique de sa campagne. L'« équipe normale » vit la répartition de ses rôles au sein de l'équipe de campagne restructurée changer du tout au tout – dont certains changements imposés par l'« équipe normale » elle-même. Par ailleurs, de nombreux cabinets d'avocats extérieurs qui s'étaient engagés à soutenir la guérilla judiciaire de la campagne se retirèrent complètement.

« À ce stade je ne pensais pas que ce qui se passait était nécessairement honnête ou professionnel, a expliqué Stepien. Ce n'était pas un combat qui me mettait à l'aise. »

Le jour de l'annonce du changement de direction, Giuliani a participé à un briefing « de substitution » pour coordonner la communication des fidèles de Trump s'exprimant dans les médias. La stratégie était la suivante, pour reprendre ses mots : « Y aller fort sur Dominion/Smartmatic¹, et

1. Smartmatic est une entreprise de logiciels électoraux sécurisés ; Dominion Voting Systems vend des logiciels et du matériel de vote sécurisés.

sortir du chapeau Chavez et Maduro. » De nouvelles poursuites seraient bientôt engagées « pour invalider plus d'un million de bulletins de vote ».

Conformément aux messages envoyés par la nouvelle équipe de campagne, mi-novembre, le président campait sur sa position et refusait de reconnaître sa défaite. Il persistait à affirmer que la victoire lui avait été dérobée et se laissait aller à toutes sortes de théories conspirationnistes pour nier sa défaite.

Le président Trump tente sa chance au tribunal

« Nous avons prouvé » que les élections ont été volées, mais « aucun juge, y compris la Cour suprême des États-Unis, n'a eu le courage de permettre qu'on l'entende. » C'est ainsi que le président résumait sa tentative d'annulation des présidentielles devant les tribunaux, la veille de la réunion du vote des grands électeurs le 14 décembre 2020. C'était faux.

Partout dans le pays, les juges ont effectivement examiné les allégations du président selon lesquelles les élections avaient été volées. Comme l'a avoué Benjamin Ginsberg, un avocat républicain, devant la commission spéciale, le camp du président « a eu toute sa chance en justice », sauf que « pas une seule fois, un tribunal n'a jugé recevables les accusations de fraude ». Les organisateurs de sa campagne et les proches du président ont déposé soixante-deux plaintes distinctes entre le 4 novembre 2020 et le 6 janvier 2021 pour remettre en cause ou essayer d'annuler les résultats. Sur ces soixante-deux plaintes, une seule a débouché sur une victoire pour le président ou ses proches, ce qui touchait relativement peu de votes, ne justifiait pas les sous-entendus de fraude et n'aurait pas modifié le résultat en Pennsylvanie. Trente plaintes ont été rejetées par un juge après une audience sur le fond des dossiers.

Dans tous les États où les plaintes ont été déposées, un ou plusieurs juges ont soigneusement expliqué, dans le cadre de leur ordonnance de rejet, qu'ils avaient examiné les allégations des requérants, les preuves supposées de fraude électorale générale ou d'autres irrégularités. Ils ont conclu que ces allégations n'étaient absolument pas convaincantes. En Arizona, par exemple, les requérants du dossier *Bowyer v. Ducey* ont allégué que la présidentielle était entachée par des « centaines de milliers de bulletins illégaux, irréguliers, dupliqués ou purement fictifs ». Leur plainte a été rejetée par un juge fédéral pour qui elle était « dénuée d'allégations plausibles » et « manquait cruellement de preuves pertinentes ou fiables ». De même, dans le dossier *Ward v. Jackson*, un juge de la cour d'État de l'Arizona a rejeté la poursuite judiciaire lancée par le président du parti républicain de cet État après deux jours d'audience parce qu'il ne trouvait aucune preuve de négligence, de falsification ni de votes illégaux. Sa décision a

été confirmée à l'unanimité par la Cour suprême de l'État, dont les sept juges ont été nommés par des gouverneurs républicains.

En Géorgie, un tribunal a rejeté la plainte Boland v. Raffensperger, selon laquelle des dizaines de milliers de bulletins illégaux auraient été déposés dans les urnes par des électeurs d'un autre État ou avec une signature contrefaite. Le juge a estimé que « les propos factuels des plaignants (...) repos[ai]ent sur des spéculations plus que sur des faits dûment exposés » et « ne permett[ai]ent pas de conclure qu'un nombre suffisant de votes frauduleux [avaient] été émis pour changer ou fragiliser le résultat des présidentielles ». Le juge qui a pris cette décision a été nommé par un gouverneur républicain, de même que sept des huit juges de la Cour suprême de l'État qui l'ont confirmée. Un juge fédéral a également refusé d'accorder une indemnisation au requérant de l'affaire Wood v. Raffensperger lequel affirmait que les nouvelles procédures de vérification des signatures des bulletins par correspondance avaient faussé le résultat ; le rejet des bulletins illégaux étant plus difficile, il n'y avait « aucune base de fait ou de droit pour lui accorder l'indemnisation qu'il demand[ait] ». « [C]ette argumentation est démentie par le dossier », écrivait le juge, sachant que la même proportion de bulletins par correspondance avait été refusée pour des questions de signature en 2018.

Dans le Michigan, un juge fédéral a estimé que dans l'affaire King v. Whitmer les allégations de « fraude électorale massive » des requérants n'étaient fondées sur « rien sinon des spéculations et des conjectures suivant lesquelles des votes pour le président Trump avaient été détruits, écartés ou échangés contre des votes pour le vice-président Biden ». Un juge a également rejeté les réclamations des requérants dans deux procès intentés contre Detroit et le comté dont fait partie la ville, accusés d'une fraude systématique liée à la méthode de dépouillement des bulletins de vote par correspondance ; le juge estimait qu'un des groupes de requérants « n'offrait aucune preuve en soutien de ses affirmations », et que « l'interprétation des événements par l'autre groupe est erronée » et « entièrement contredite » par des experts électoraux « hautement respectés ».

Au Nevada, un juge a rejeté une litanie d'allégations de fraude électorale systématique dans l'affaire Law v. Whitmer, stipulant que les requérants « n'ont pas prouvé, à quelque niveau de preuve que ce soit, que des votes illégaux avaient été émis et comptés, ni que des votes légaux n'avaient pas été comptés du tout, à cause d'une fraude » ou « pour toute autre raison inappropriée ou illégale ». La décision a été confirmée à l'unanimité par la Cour suprême du Nevada.

En Pennsylvanie, un juge fédéral a rejeté l'affaire Donald Trump for President v. Boockvar, estimant que la Trump Campaign n'avait soumis que des « arguments juridiques peu crédibles et sans fondement, et des

accusations hasardeuses jamais développées par les plaignants et étayées sur aucune preuve ». Le rejet a été confirmé par la Cour d'appel des États-Unis pour le troisième circuit, qui a estimé : « Ce n'est pas parce qu'on considère qu'une élection est injuste qu'elle l'est. Les accusations exigent des allégations spécifiques, puis des preuves. Nous n'avons ni l'un ni l'autre. » Cet avis a été rédigé par un magistrat nommé par Trump.

Enfin, dans le Wisconsin, un juge a rejeté des poursuites accusant la commission électorale du Wisconsin de « violations constitutionnelles » qui « concerneraient plus de cinquante mille bulletins de vote ». « La Cour a donné au requérant la possibilité de faire valoir ses arguments, a statué le juge, mais il a perdu sur le fond. » En effet, le plaignant n'a pas été en mesure de prouver que le résultat avait pâti des règles de la commission en ce qui concerne les urnes, les adresses des électeurs et les personnes ayant mis en avant le statut de « confiné pour une durée indéterminée » afin de voter de chez eux. La décision a été confirmée par un panel de trois juges de la Cour d'appel des États-Unis pour le septième circuit, tous nommés par les républicains, dont un nommé par le président Trump en personne.

Dans l'ensemble, les juges chargés de ces dossiers post-électorales comprenaient vingt-deux juges fédéraux nommés par des présidents républicains.

Le président et ses avocats étaient parfaitement conscients que les tribunaux rejetaient systématiquement ses demandes. Le 18 décembre, au cours d'une réunion dans le Bureau ovale en présence du président, de Sidney Powell et d'autres, Eric Herschmann, l'un des principaux juristes de la Maison-Blanche, a rappelé que les avocats du président avaient eu l'occasion de se défendre devant les tribunaux et avaient échoué. « Les juges sont pourris », a répondu Powell. « Tous ? a répliqué Herschmann. À chaque fois que vous avez déposé une plainte dans le pays, les gars, vous avez perdu, et vous pensez qu'ils sont tous des pourris, y compris ceux qu'on a nommés ? »

Après avoir tenté sa chance au tribunal, le président avait deux options. Soit il reconnaissait l'absence de preuve réelle de fraude, soit il continuait à jouer la carte conspirationniste et à proférer des mensonges. Il a choisi la seconde.

Le président Trump n'a cessé d'encourager les théories du complot

Plutôt que de reconnaître sa défaite, le président Trump a essayé de justifier son grand mensonge en accumulant des arguments de plus en plus absurdes. Mais il n'a pas été victime de son entourage qui l'aurait éloigné du droit chemin. Au contraire. Il a sciemment mis en avant des théories du complot et de fausses allégations de fraude, y compris alors qu'on lui avait expliqué qu'elles étaient infondées. Des millions de partisans du

président ont cru que les élections lui avaient été volées. Beaucoup en sont encore persuadés, mais le président, qui savait la vérité, a préféré mentir.

On ne saurait sous-estimer son pouvoir d'intimidation, surtout à l'ère numérique. Ses mensonges continus ont semé les graines de la défiance vis-à-vis du système électoral américain. Plusieurs chercheurs travaillant sur le phénomène qui consiste à nier le résultat des élections l'ont fait remarquer : « Le président n'a pas seulement préparé son public à souscrire à des récits factices de fraude, il l'a encouragé à produire ces récits avant de s'en faire l'écho lui-même. » Les réseaux sociaux ont été une caisse de résonance essentielle pour les amplifier. Peu après le jour des élections, la campagne « Stop the Steal » (« Arrêtons le vol »), dont nous parlerons plus longuement dans le chapitre 6, est devenue virale. Les influenceurs de « Stop the Steal » ont relayé sa déclaration de victoire prématurée en répétant qu'il avait gagné les élections, que les démocrates lui avaient volé sa victoire et que le devoir des « patriotes » américains était de se battre contre cette prétendue injustice.

D'où ce que l'Attorney general William Barr a qualifié d'« avalanche » de déclarations irrecevables de la part des partisans du président essayant de justifier son « grand mensonge ». Ces allégations de fraude et d'autres méfaits étaient « totalement bidon », « idiotes » et « en général fondées sur des informations entièrement fausses », a confirmé William Barr. Peu importe, de nombreux supporters du président étaient déterminés à y croire. Si le récit de la victoire volée a tenu si longtemps, c'est justement parce qu'il s'agissait d'une croyance, et qu'il ne reposait ni sur des preuves ni sur la raison. Chaque fois qu'un propos était démenti, il était remplacé par un autre. Plus tard, William Barr a avoué qu'avec d'autres, cette dynamique les obligeait à jouer au « jeu de la taupe ».

Que ce soit sous sa direction ou celle de Jeffrey Rosen, Attorney general par intérim, le département de la Justice des États-Unis était obligé de déconstruire les affabulations une par une. Comme nous le verrons dans le chapitre 4, William Barr a pris des mesures exceptionnelles pour enquêter sur cette « avalanche » de mensonges. Les allégations de fraude électorale ont été transmises aux bureaux de l'Attorney des États-Unis et au FBI pour enquête. En tout, l'Attorney general adjoint Richard Donoghue en a supervisé des dizaines. Aucune d'entre elles n'a été jugée fondée. Les hauts fonctionnaires du département de la Justice ont personnellement dit au président Trump que les propos qu'il maintenait étaient irrecevables. Il n'en avait cure. Comme William Barr l'a dit à la commission spéciale, il n'a jamais manifesté le moindre « signe d'intérêt pour ce que signifient des faits tangibles ».

Un exemple : le 27 décembre, Rosen et Donoghue ont passé environ deux heures au téléphone avec le président. Une par une, ils ont démonté une litanie de déclarations sur les élections en lui expliquant qu'elles avaient fait l'objet d'une enquête et s'étaient révélées sans fondement. « Le président

avait un arsenal d'allégations sur lequel il voulait s'appuyer », dira Donoghue. Lequel estime qu'il fallait expliquer au président « que ces allégations n'avaient tout simplement aucun fondement en partant d'enquêtes réelles, d'entretiens avec des témoins réels et d'analyses de documents réelles ». Donoghue voulait « couper court à la rumeur » et être « très direct » avec lui pour qu'il comprenne que « ces allégations étaient nulles et non avenues ».

Au cours de leur conversation du 27 décembre avec le président, Rosen et Donoghue ont réfuté de fausses allégations à propos de ce qui suit : des valises de bulletins de vote en Géorgie, des machines à voter de Dominion dans le comté d'Antrim, un camion rempli de bulletins en Pennsylvanie, des bulletins scannés plusieurs fois, des électeurs votant plus d'une fois, le vote de personnes décédées, des Amérindiens soudoyés pour voter, et plus de bulletins que d'électeurs dans certaines juridictions. Chaque fois que les fonctionnaires contredisaient une affirmation, le président « passait à la suivante ». Donoghue lui a signifié que les responsables chargés de l'application de la loi fédérale avaient mené des dizaines d'enquêtes et des centaines d'entretiens, et qu'ils avaient conclu que les principales allégations ne s'appuyaient sur aucune preuve. Donoghue et Rosen lui ont signifié « de but en blanc » que « la plupart des informations qu'il avait étaient fausses et/ou pas le moins du monde étayées par des preuves. » « Vous ne suivez peut-être pas Internet comme moi », a répondu l'intéressé.

Le département de la Justice n'était pas le seul à essayer de contenir la mécanique conspirationniste du président. Ses mensonges ont souvent été démontés en temps réel par les autorités des États, des juges, des experts, des journalistes, des fonctionnaires fédéraux et même des membres de sa propre équipe juridique. Comme nous l'avons vu, ses collaborateurs avaient déjà constaté l'absence d'escroquerie lors des élections mais il les avait écartés. Les tribunaux ont rejeté presque toutes les plaintes déposées par son armée de juristes. Ils ont beau avoir montré qu'elles étaient de pures spéculations, non étayées et sans fondement, le président, Rudy Giuliani et d'autres ont continué à les présenter comme étant la vérité face à leurs partisans, que ce soit dans des discours, des tweets ou des podcasts.

Souvent ce sont les représentants des États et des collectivités locales qui étaient chargés de réfuter les mensonges du président et de ses représentants. Dans le Michigan, par exemple, le bureau du secrétaire d'État postait des réponses complètes et très rapides aux allégations de fraude sur la page « Fact Check » de son site web. En Géorgie, le bureau du secrétaire d'État a publié des communiqués et organisé des conférences de presse régulières dans les semaines qui ont suivi les élections pour y répondre. Dans les États où il y avait des litiges, les greffiers de comté ont pris la parole publiquement pour réfuter les allégations. Au moment même où le président entretenait la défiance du public vis-à-vis de la façon dont les votes avaient été émis et

dépouillés, ces greffiers certifiaient aux électeurs que les procédures suivies étaient sécurisées et qu'ils pouvaient se fier aux résultats. Par ailleurs, des experts extérieurs dénonçaient et démontaient publiquement les allégations lancées et amplifiées par le président. Le tout avait lieu sous forme de procès, d'auditions au Congrès et de communiqués de presse. Le président se contentait d'ignorer les sources qui faisaient autorité et continuait de promouvoir ses fausses déclarations pourtant sérieusement mises à mal.

Ci-dessous, la commission spéciale propose deux études de cas qui montrent à quel point le président et ses représentants ont menti, en dépit de preuves accablantes. La première étude a trait à Dominion Voting Systems. Le président a affirmé plus d'une fois que le logiciel Dominion avait « inversé des votes » et « truqué » les élections longtemps après avoir été informé par les responsables de sa campagne et du département de la Justice que ces propos étaient infondés. Mais calomnier Dominion était au cœur de son « grand mensonge ».

La deuxième étude a trait à des séquences vidéo enregistrées dans le comté de Fulton (Géorgie) le soir des élections. Le président et ses porte-parole ont mis au point un récit fictif à partir d'un montage trompeur de ces séquences. Après ces deux études de cas, la commission spéciale se penchera sur une variété de propos réitérés par le président ; propos, qui, une fois de plus, étaient sans réel fondement.

L'entreprise Dominion Voting Systems

Entre le jour des présidentielles et le 6 janvier, le président a diffusé plus d'une fois des théories conspirationnistes visant les machines à voter de Dominion Voting Systems. Il a tweeté ou retweeté de fausses déclarations sur Dominion plus de trente fois en tout. Il a également menti sur ce logiciel équipant ces machines au cours de discours et d'interviews après les élections. Son équipe de campagne, les responsables de l'administration et les plus hauts responsables des États lui ont tous démontré que ces affirmations étaient abusives. La fiabilité des machines a été confirmée par des recomptages manuels. Aucune de ces preuves évidentes ne lui importait. Il a persisté à nier consciencieusement les faits et à dénigrer Dominion en toute connaissance de cause.

Les proches du président ont commencé à diffuser des mensonges sur Dominion quelques jours après les présidentielles. Le 8 novembre, le lendemain du jour où les médias ont annoncé la victoire de Joe Biden, Sidney Powell affirma sur Fox News que les logiciels de Dominion « inversaient des votes au sein du système informatique ou ajoutaient des votes qui n'existaient pas ». Le 12 novembre, Rudy Giuliani était sur Fox News pour

affirmer que Dominion était lié au dictateur vénézuélien Hugo Chavez et que ce logiciel avait été créé « expressément pour truquer les élections ». Le même jour, le président Trump retweeta un « RAPPORT » affirmant que Dominion avait « SUPPRIMÉ 2,7 MILLIONS DE VOIX POUR TRUMP DANS TOUT LE PAYS » et inversé des centaines de milliers de votes dans des États indécis clés.

À ce stade, la Trump Campaign s'était déjà penchée de près sur les allégations visant Dominion et son logiciel pour en conclure qu'elles étaient fausses. Un mémo interne de la campagne, daté du 12 novembre, affirmait que les logiciels de Dominion « ne produisaient pas de décomptes de voix erronés » et citait plusieurs travaux concluant, entre autres, que les machines à voter de l'entreprise « n'ont en aucun cas affecté le décompte final des voix ». Le mémo abordait en outre diverses accusations d'influence étrangère. Jason Miller a déclaré à la commission spéciale que le 12 novembre, il avait transmis au président les conclusions de l'analyse menée par des collaborateurs de la campagne en lui spécifiant que « les allégations internationales au sujet de Dominion n'étaient pas valides ». Des emails et des messages montrent que l'analyse a aussi été transmise à Mark Meadows, secrétaire général de la Maison-Blanche. Kayleigh McEnany, porte-parole de la Maison-Blanche, a déclaré à la commission spéciale qu'elle en était arrivée à « devoir éloigner [le président] de la théorie Dominion » en l'encourageant à exploiter des arguments davantage « fondés sur des faits ». En vain.

Les membres de la Trump Campaign ont beau avoir confirmé que le résultat des élections n'avait pas été compromis par les machines prétendument défectueuses de Dominion, le président a continué à s'en prendre à l'entreprise sur Twitter dans les jours qui ont suivi. C'est ainsi qu'il a retweeté un message fallacieux affirmant que les machines de Dominion étaient « fabriquées par la Chine, le Venezuela [et] Cuba » et répétant que Dominion avait « truqué » les élections.

Des responsables de son administration ont tâché de démentir les fausses rumeurs de manipulation des votes. Le 12 novembre, l'agence de sécurité des infrastructures et du cyberspace (Cybersecurity & Infrastructure Security Agency ou CISA) du département de la Sécurité intérieure publia une déclaration des responsables de la sécurité des élections pour rassurer les électeurs et confirmer que les présidentielles étaient « les plus sécurisées de l'histoire américaine ». « Il n'existe aucune preuve montrant qu'un dispositif de vote aurait éliminé ou perdu, ou modifié des bulletins, confirmait la CISA, ni qu'il ait été compromis de quelque manière que ce soit. »

Pour le président, il s'agissait de prendre une nouvelle décision. Soit il faisait siennes les conclusions des experts en cybersécurité de sa propre administration, soit il continuait à alimenter des affabulations sans fondement

sur Dominion. Il a préféré mentir. Ni le président ni ses proches n'ont jamais produit de preuves montrant que les machines à voter de Dominion avaient modifié les résultats des présidentielles. Mais le président Trump était imperméable aux faits. Avec ses proches, ils se sont précipités sur une modeste erreur humaine dans un petit comté du Michigan pour en faire un premier prétexte et alimenter la machine conspirationniste visant Dominion.

Le matin du 4 novembre, à l'aube, Sheryl Guy, greffière du comté d'Antrim (Michigan), a reporté les premiers résultats non validés du dépouillement. Et le calcul qu'elle mit en ligne était bancal. Il montrait que Joe Biden était, peut-être, en train de remporter Antrim, un comté à majorité républicaine, que le président sortant aurait dû gagner sans problème. Aussitôt les partisans de Trump ont mis en avant la victoire improbable de Biden pour dire que Dominion avait trafiqué les votes. C'était faux. Sheryl Guy s'était trompée en mettant à jour le logiciel de décompte des voix parce qu'un candidat à une élection locale avait dû être ajouté au dernier moment aux bulletins de vote de certaines circonscriptions du comté, d'où les erreurs des premiers décomptes quand elle avait additionné les votes rapportés par les différentes circonscriptions. Sheryl Guy, républicaine, a été informée de ce résultat inattendu et a immédiatement commencé à chercher l'erreur. Le résultat a été corrigé et le président Trump a remporté le comté d'Antrim, comme prévu.

Dans les jours qui ont suivi, les responsables locaux et ceux de l'État du Michigan ont publiquement expliqué ce qui s'était passé. Le 7 novembre, le bureau du secrétaire d'État du Michigan a fait paraître un compte-rendu détaillé de l'erreur de Sheryl Guy et garanti que les résultats officiels étaient irréprochables. De son côté, la commission de contrôle du Sénat du Michigan, emmenée par le sénateur républicain Ed McBroom, a procédé à un examen approfondi des réclamations liées au comté d'Antrim et confirmé que l'erreur commise initialement était entièrement due à une mauvaise manipulation faite de bonne foi par la greffière.

La méprise a été très vite corrigée. C'était une erreur humaine – rien à voir avec les machines à voter. Hélas le président en a profité pour continuer à calomnier Dominion.

Le 12 novembre, le jour où la CISA a publié sa déclaration sur les élections, le président a demandé à Tim Walberg, un républicain membre de la Chambre des représentants du Michigan, de « sonder les hauts responsables du corps législatif du Michigan et d'évaluer s'ils soutiendraient éventuellement un rejet des irrégularités électorales et de la fraude potentielle ». Ce soir-là, il a demandé à son secrétaire à la Sécurité intérieure par intérim, Chad Wolf, de se pencher sur les soupçons d'irrégularités dans le Michigan. Le lendemain, son assistant a envoyé à Wolf une lettre d'élus de l'État du Michigan formulant des allégations au sujet des élections, notamment une

allégation fautive selon laquelle un logiciel défectueux de Dominion avait conduit à ce que des votes soient comptabilisés pour le mauvais candidat.

Les responsables de l'administration ont très vite démenti les accusations contre Dominion. Wolf a fait suivre les allégations à la direction de la CISA, notamment à son directeur, Christopher Krebs. Celui-ci a envoyé à Wolf un communiqué de presse du secrétaire d'État du Michigan qui démontait consciencieusement les accusations contre le comté d'Antrim et le logiciel Dominion. Wolf a partagé les informations reçues de la part de Krebs avec le secrétaire général de la Maison-Blanche, Mark Meadows.

Le 17 novembre, Krebs a tweeté une conclusion publiée par les principaux experts électoraux du pays rejetant les soupçons de manipulation qu'ils qualifiaient d'« infondés » ou de « techniquement incohérents ». Le président a licencié Krebs le jour même. La déclaration reprise par Krebs, a-t-il expliqué, était « extrêmement inexacte, compte tenu du fait qu'il y a eu d'énormes malhonnêtetés et des fraudes ». Il n'avait aucune preuve de ce qu'il avançait.

Le 19 novembre, Rudy Giuliani, Sidney Powell et Jenna Ellis ont organisé une conférence de presse au siège du parti républicain (le Republican National Committee ou RNC) à Washington. Nous avons eu « une influence massive d'argent communiste transitant par le Venezuela, Cuba, voire la Chine dans nos élections, ici, aux États-Unis », a annoncé Sidney Powell. Puis elle a nommément désigné Dominion en ajoutant que ce logiciel avait été « créé au Venezuela sous la direction d'Hugo Chavez pour s'assurer qu'il ne perde aucune élection », propos repris ensuite par Giuliani.

Hope Hicks a précisé à la commission spéciale la façon dont la conférence de presse a été accueillie à la Maison-Blanche. Le lendemain, dans le Bureau ovale, le président a eu Sidney Powell au téléphone. Elle a réitéré ses accusations d'ingérence étrangère au cours de la conversation. Elle était en train de parler quand le président a coupé son micro et s'est moqué d'elle devant les personnes présentes : « Ça a l'air complètement dingue, pas vrai ? »

Quelques jours plus tard, la Trump Campaign publia un communiqué affirmant que Sidney Powell ne faisait plus partie de son équipe juridique. En réalité ses propos saugrenus n'étaient guère différents de ceux tenus par le président. Le 19 novembre, le même jour que l'apparition de Sidney Powell au RNC, le président avait tweeté et retweeté un lien vers une vidéo de One America News Network (OAN) intitulée « Dominion-iser le vote ». La chaîne de télévision prétendait que Dominion avait inversé des votes Trump en faveur de Biden et citait un soi-disant expert en informatique, Ron Watkins, pilier du mouvement conspirationniste QAnon. Sur son compte Twitter, ce dernier s'est réjoui en remerciant ses fans quelques minutes après que le président a tweeté la vidéo. Dans les jours qui ont suivi, le président a continué à la diffuser.

Plusieurs responsables de l'administration Trump ont essayé de revenir sur la diabolisation de Dominion, y compris lors de réunions avec le président. L'Attorney general William Barr a eu trois tête-à-tête avec le président après l'élection. Il a déclaré à la commission spéciale : « Chaque fois que j'étais avec le président, je lui disais que ces machines à voter étaient la preuve numéro 1 que c'était complètement irresponsable. » La première fois, le 23 novembre, il a expliqué au président que la diabolisation de Dominion avait « zéro justification » et que c'était « une des allégations les plus dérangeantes ». Il a insisté en disant que c'était « un truc de malade » qui mettait en doute sans raison la fiabilité du système de vote aux yeux des Américains. Ce « grand n'importe quoi » était « un très, très mauvais service [à rendre] au pays ».

Le président a ignoré les préoccupations réelles de William Barr. Le 29 novembre, il a été interviewé par Maria Bartiromo sur Fox News. C'était son premier entretien télévisé depuis sa défaite. L'élection était « truquée », c'était du « vol », répéta-t-il, et une « fraude totale ». Le président a repris diverses théories du complot en ajoutant que les machines à voter de Dominion avaient des « bugs » qui avaient fait basculer « des milliers de voix de mon compte à celui de Biden ». Il a déclaré que « plein de bulletins » avaient été « déversés en masse », faisant référence au mirage rouge. Suivit un chapelet d'allégations fallacieuses, dont la suivante : beaucoup de gens morts avaient voté. Tout était faux.

Le 1^{er} décembre, l'Attorney general William Barr a revu le président à qui il a déclaré tout de go que « les trucs que [ses] collaborateurs balan[ça]ient au public [étaient] des conneries ». Il lui a spécifié que les affirmations sur les machines à voter Dominion étaient « des sornettes ». Le président n'était toujours pas dissuadé de mentir. Le lendemain de sa réunion avec l'Attorney general, il a diffusé une vidéo dans laquelle il reprenait plusieurs allégations de fraude, notamment l'idée que « des voix ont été détournées injustement de Trump vers Biden » grâce aux machines Dominion.

Début décembre, les tribunaux avaient examiné et rejeté les allégations selon lesquelles les machines Dominion avaient été manipulées pour modifier le résultat des présidentielles. Dans le Michigan, un juge fédéral avait estimé que ces soupçons, notamment ceux qui visaient Dominion, ne reposaient sur « rien sinon des spéculations et des conjectures suivant lesquelles des votes Trump avaient été détruits, écartés ou remplacés par des votes Biden ». En Arizona, un juge fédéral avait rejeté les allégations selon lesquelles les machines Dominion avaient supprimé, inversé ou modifié des votes. Le président et ses partisans refusaient d'accepter les démonstrations prouvant le contraire.

Pendant tout le mois de décembre, le président et son équipe juridique ont continué à exploiter la théorie Dominion en affirmant avoir trouvé

des preuves que des votes avaient été inversés dans le comté d'Antrim. L'erreur involontaire de la greffière avait été corrigée des semaines plus tôt et aucune preuve ne montrait que Dominion avait modifié le décompte des voix à Antrim ni ailleurs. Peu importe, les juristes travaillant pour le président Trump ont exploité un dossier de contestation d'une ordonnance locale sur le cannabis qui avait été adoptée à une voix près pour avoir accès aux machines à voter de Dominion. Un juge du comté d'Antrim a signé un ordre autorisant les experts des requérants à accéder à l'ordinateur, aux machines à voter Dominion, aux clés USB et aux cartes mémoire du comté. Le but de cette décision était de permettre aux requérants de rechercher des preuves liées à la contestation de l'ordonnance, mais il est très vite devenu évident que c'étaient les juristes du président qui étaient à la manœuvre.

Une agence baptisée Allied Security Operations Group (ASOG), dirigée par Russell Ramsland, effectua alors une analyse des machines à voter du comté d'Antrim et des systèmes connexes. Le 13 décembre, elle publia un rapport sur ses conclusions. L'inspection n'avait donné lieu à aucune preuve de manipulation des votes. Mais le rapport comprenait une affirmation infondée selon laquelle les machines à voter de Dominion utilisées dans le comté d'Antrim et dans l'ensemble du Michigan avaient été « délibérément programmées avec un défaut de façon à permettre une fraude systémique et influencer les résultats des élections » et qu'un algorithme nuisible avait servi à trafiquer les résultats des présidentielles de 2020. Les documents obtenus par la commission spéciale montrent que les collaborateurs de Giuliani ont transmis au président et au vice-président, Mike Pence, les conclusions de l'ASOG. Le 14 décembre, le président s'est fait un plaisir de diffuser le rapport d'ASOG, ainsi que les éléments de langage préparés par l'équipe de Giuliani. Le 14 décembre, il s'exclama sur Twitter : « WOW. Ce rapport montre une fraude massive. Des résultats à changer l'élection ! »

Ce jour-là, lors d'une réunion avec l'Attorney general, William Barr, il le répéta : le rapport de l'ASOG était « la preuve absolue que les machines Dominion étaient truquées », il allait « avoir un second mandat ». William Barr a déclaré à la commission spéciale qu'il jugeait ce rapport « très superficiel », que ses auteurs n'avaient « aucune réelle compétence » et qu'il ne fournissait aucune information à l'appui de ses conclusions outrancières sur Dominion. Il promit au président de se pencher sur le rapport même si le département de la Justice avait très bien compris ce qui s'était passé dans le comté d'Antrim : c'était une erreur humaine, pas un problème de machine. Quoiqu'il en soit, William Barr annonça au président qu'ils auraient une réponse définitive deux ou trois jours plus tard puisqu'un recomptage manuel était en cours.

Dans les jours qui ont suivi, ainsi que William Barr l'avait annoncé, le rapport de l'ASOG fut très vite décortiqué par des experts sérieux de l'administration Trump, y compris par le département de la Justice et le département de la Sécurité intérieure mais aussi par des experts indépendants. Le premier bilan des experts du département de la Sécurité intérieure stipulait que le rapport de l'ASOG était « mensonger et trompeur » et trahissait « une incompréhension grave du processus réel de certification des votes ». Les analyses ultérieures du rapport de l'ASOG et des données du comté d'Antrim sur lesquelles il s'appuyait étaient encore plus sévères. Ces évaluations approfondies montraient que presque tout ce que le président et ses représentants affirmaient à propos de ce rapport étaient faux. L'inspection de l'ASOG ne citait aucun logiciel ni algorithme nuisible, ni la moindre preuve de machines à voter trafiquées.

Plus important encore, comme l'Attorney general William Barr l'avait annoncé au président, dans les jours qui ont suivi la publication du rapport de l'ASOG, un recomptage manuel complet de tous les bulletins du comté d'Antrim confirma les résultats des machines Dominion et contredit l'idée de l'ASOG selon laquelle un algorithme avait permis de falsifier le décompte des voix. Le principal enquêteur de Giuliani, Bernie Kerik, a reconnu que son équipe n'a jamais pu prouver que la moindre machine à voter Dominion aurait malencontreusement inversé, supprimé ou ajouté des votes.

Le président est resté sourd à ces faits élémentaires. Il a continué à vanter le rapport de l'ASOG et demandé au département de la Justice de poursuivre ses investigations. Il est revenu sur le rapport de l'ASOG lors d'un appel téléphonique le 27 décembre avec l'Attorney general par intérim Rosen et l'Attorney general adjoint par intérim Donoghue, citant le taux d'erreur de 68 % dans le comté d'Antrim mentionné par le rapport. Donoghue lui a fait remarquer que la différence entre le comptage informatique et le comptage manuel n'était que d'un vote et qu'il « ne p[ouvait] pas et ne d[evait] pas se fier » à l'allégation de fraude de l'ASOG parce qu'elle était tout simplement « fausse ».

L'idée fixe du président à propos de Dominion a donné lieu à un effort concerté pour obtenir l'accès aux machines à voter dans les États que le président accusait de triche. Dans la soirée du 18 décembre, Sidney Powell, le lieutenant-général à la retraite Michael Flynn et Patrick Byrne ont eu un rendez-vous avec le président à la Maison-Blanche. Ils ont passé plusieurs heures à lui expliquer qu'en vertu d'un ordre exécutif de 2018, il avait le pouvoir de saisir les machines à voter. Plusieurs responsables de l'administration les ont rejoints, rejetant résolument cette idée outrancière. De nombreux juristes de la Maison-Blanche, dont Eric Herschmann, Derek Lyons et Pat Cipollone, conseiller juridique de la Maison-Blanche, ont

« fermement écarté » l'idée de s'emparer de machines à voter. Cipollone a déclaré à la commission spéciale que c'était une « idée catastrophique » et sans « le moindre fondement juridique », rappelant qu'il n'avait « vu aucune preuve de fraude massive lors des élections ». Eric Herschmann a également déclaré à la commission spéciale qu'il n'avait « jamais vu la moindre preuve » confirmant les allégations contre Dominion. Le conseiller à la sécurité nationale Robert O'Brien a téléphoné pendant la réunion du 18 décembre ; on lui a demandé s'il avait vu « une preuve de fraude électorale par l'intermédiaire des machines à voter ou d'interférence étrangère dans les machines à voter ». O'Brien a répondu que son équipe avait « travaillé sur la question, et qu'il n'y avait aucune preuve ».

Au même moment, le président, Mark Meadows et Rudy Giuliani ne cessaient de consulter les responsables du département de la Sécurité intérieure pour savoir si celui-ci était autorisé à saisir les machines à voter, mais on leur répondait chaque fois que le département de la Sécurité intérieure ne disposait pas d'une telle prérogative. Giuliani et Powell ont aussi essayé d'accéder aux machines à voter de plusieurs États avec l'aide de responsables locaux des élections bienveillants. Ces tentatives n'ont rien permis de révéler, mais le président a continué à parler de manipulation.

Le 2 janvier 2021, il a eu un long entretien téléphonique avec le secrétaire d'État de Géorgie, Brad Raffensperger. Il est encore revenu sur les machines à voter de Dominion en affirmant qu'elles étaient au cœur d'une conspiration dont il était la victime. Raffensperger était sceptique. « Je ne pense pas que vous puissiez remettre en cause les machines Dominion, répondit-il. Parce que nous avons procédé à un dépouillement manuel, un dépouillement à 100 % de tous les bulletins, nous avons comparé avec les chiffres des machines et nous sommes arrivés à un résultat quasi identique. Puis nous avons recompté, et nous avons obtenu presque le même résultat. » En d'autres termes, la même chose avait eu lieu en Géorgie que dans le comté d'Antrim, dans le Michigan : les responsables avaient redépouillé les bulletins à la main pour mettre fin à toutes les allégations visant Dominion. Une fois de plus, le président a consciencieusement ignoré ces faits élémentaires et persisté à mentir.

Dans un discours prononcé à Dalton (Géorgie), le 4 janvier 2021, il a sciemment ignoré le témoignage de première main du secrétaire d'État, Raffensperger. Il a agressé verbalement Dominion en affirmant qu'un « crime » avait été « commis dans cet État », un crime « incommensurable ». Il a demandé « une expertise judiciaire immédiate d'un échantillon pertinent des machines à voter Dominion et des équipements en rapport ». Ses propos étaient à la fois mensongers et absurdes. La Géorgie avait déjà procédé à un recomptage manuel de tous les bulletins à l'échelle de l'État.

Le président et ses proches n'ont jamais fourni de preuves montrant que le logiciel de Dominion avait influé sur les présidentielles de 2020. En réalité, certains des défenseurs les plus virulents de cette théorie doutaient en privé de ce qu'ils clamaient haut et fort. Rudy Giuliani a publiquement affirmé maintes fois que les machines Dominion avaient volé l'élection et que des pays étrangers étaient intervenus, mais des preuves mises au jour par la commission spéciale montrent qu'il n'y croyait pas. Il a lui-même témoigné sur le premier point. Et il a reconnu qu'il n'avait vu aucune preuve de l'ingérence de pays étrangers dans l'élection ou la manipulation de votes.

Ce témoignage confirme celui de son enquêteur, Bernie Kerik, déclarant qu'il n'avait pas trouvé de preuve que les machines à voter avaient été utilisées pour inverser, supprimer ou ajouter des votes. Christina Bobb, une avocate qui a travaillé avec Giuliani, n'a pas non plus réussi à prouver l'existence d'actes répréhensibles de la part de Dominion. Même Sidney Powell, sans doute la plus déterminée à noyer Dominion sous les mensonges, n'a pas été en mesure de fournir à la commission spéciale la moindre preuve ni le moindre rapport d'expert montrant que le résultat des présidentielles de 2020 avait été modifié dans tel ou tel État en trafiquant les machines à voter. Elle s'est défendue dans un procès en diffamation intenté par Dominion en affirmant que « personne de sensé ne pouvait en conclure que ses déclarations étaient de vraies déclarations en bonne et due forme ».

Le 6 janvier 2021, les accusations du président Trump contre Dominion avaient été démontées maintes et maintes fois. Le président savait, ou aurait dû savoir, qu'il n'avait aucun élément pour affirmer que les machines à voter de Dominion lui avaient coûté la victoire.

La vidéo de la State Farm Arena

Le président a également eu l'imprudence de s'appuyer sur les images vidéo d'un centre de dépouillement du comté de Fulton, en Géorgie, pour affirmer qu'une gigantesque fraude électorale avait eu lieu. On n'a cessé de lui signaler que c'était faux, mais il s'est entêté.

Le 3 décembre, Rudy Giuliani a projeté devant les élus de l'État un montage tronqué d'images vidéo du dépouillement le soir des élections dans une salle omnisport, la State Farm Arena, du comté de Fulton. La vidéo avait pris, affirma-t-il, les responsables de la fraude électorale « la main dans le sac ». Le président ne cessait de répéter que s'il n'avait pas été victime d'une conspiration le soir des élections, il l'aurait emporté en Géorgie. Comme lui, certains de ses supporters affirmaient que des membres de

l'état-major adverse avaient provoqué une fuite dans une canalisation pour se débarrasser des observateurs républicains. Ces mêmes responsables de l'autre camp en auraient profité pour sortir de vrais-faux bulletins de valises cachées sous des tables et les auraient ajoutés au décompte officiel en les passant plusieurs fois dans la machine à compter. Aucun de ces propos n'était vrai.

Dans un discours prononcé le 5 décembre, le président a mentionné l'épisode de la State Farm Arena : « Si vous prenez juste les actes criminels que faisaient ces agents démocrates... [c]'est dix fois plus que ce dont j'ai besoin pour remporter cet État », lança-t-il. Le 22 décembre, à la faveur d'un discours, il a diffusé le montage trompeur que Giuliani avait projeté quelques semaines plus tôt. Il s'en est pris à une fonctionnaire du comté de Fulton affectée au dépouillement, évoquée lors de son appel téléphonique avec le secrétaire d'État de Géorgie le 2 janvier ; il l'a nommément citée plusieurs fois en la qualifiant d'« arnaqueuse électorale professionnelle » et d'« escroc ». Ce qui n'était que pur dénigrement.

Le président a été directement prévenu au moins quatre fois que ses allégations à ce sujet étaient fausses. Le 15 décembre, Jeffrey Rosen, alors Attorney general adjoint, lui a expliqué : « Ce n'était pas une valise. C'était une corbeille. Une de celles qu'ils utilisent quand ils dépouillent les bulletins. C'est bénin. » L'adjoint de Rosen, Richard Donoghue, a également écarté cette histoire, notamment au cours d'un appel téléphonique, le 27 décembre, et d'une réunion dans le Bureau ovale, le 31 décembre : « Je l'ai dit moi-même au président (...) plusieurs fois, au cours de différentes conversations, que les allégations selon lesquelles des bulletins auraient été introduits en douce dans une valise et passés plusieurs fois dans les machines n'étaient pas vraies, qu'on avait examiné la question, qu'on avait regardé la vidéo et interrogé les témoins mais que ce n'était pas vrai. »

De même, le secrétaire d'État de Géorgie, Brad Raffensperger, a fait valoir au président que ses déclarations au sujet de la vidéo étaient erronées. Lors de son entretien téléphonique du 2 janvier avec le président, Raffensperger a expliqué que l'équipe de Giuliani avait « procédé à un montage de la vidéo et l'a[vait] sortie de son contexte » et que « les événements qui ont eu lieu sont loin de ce qui a été projeté » quand on comparait avec l'intégralité de la vidéo. Raffensperger a également expliqué au président que son équipe « a fait un audit, et on a prouvé sans aucun doute [que les bulletins] n'ont pas été passés trois fois dans la machine à compter ». Raffensperger a proposé au président de lui envoyer un lien vers la séquence complète, mais celui-ci a refusé : « Je m'en fiche, du lien. Je n'en ai pas besoin. »

Toutes les preuves concrètes contredisaient les propos du président sur la vidéo du comté de Fulton. L'enquêteur en chef du bureau de

Raffensperger a ainsi expliqué sur un procès-verbal en date du 6 décembre qu'« il n'y avait pas de bulletins mystères apportés d'un lieu inconnu et cachés sous des tables ». Comme il l'a fait remarquer, les vidéos de surveillance montraient qu'il n'y avait rien sous la table quand elle avait été apportée dans la salle. Quelques heures plus tard, alors que des journalistes et des observateurs étaient présents, la « vidéo montre des bulletins de vote qui ont déjà été ouverts mais pas dépouillés, placés dans les boîtes, scellés [et] rangés sous la table ». Cette conclusion a été confirmée par le FBI, le département de la Justice et le Georgia Bureau of Investigation qui ont interrogé des témoins et revu l'intégralité des séquences vidéo et des données des machines à compter.

Les bulletins en question n'ont pas été comptés deux fois. Cela a été confirmé par un recomptage manuel complet en novembre, ainsi qu'un examen ultérieur mené par des enquêteurs. Lesquels ont constaté que, même si, sur les images, une des employés passait plusieurs fois certains lots dans la machine à compter, c'était pour une bonne raison : la machine n'arrêtait pas de se bloquer. À partir de l'historique de la machine et de la vidéo, les enquêteurs ont confirmé qu'elle n'avait appuyé sur le bouton « valider » qu'une fois par lot. Ils ont également constaté qu'il y avait peu de chances que les employés aient demandé aux observateurs de partir, et encore moins qu'ils les aient évacués *manu militari* du bâtiment.

En dépit de ces preuves et de ces témoignages probants, le président a continué à mettre en avant la vidéo du comté de Fulton comme s'il s'agissait d'une vaste conspiration. Le 5 janvier, son assistante exécutive a envoyé par email un document « de la part de Potus¹ » aux sénateurs Josh Hawley (parti républicain – Missouri) et Ted Cruz (parti républicain – Texas) et au représentant Jim Jordan (parti républicain – Ohio), en parlant de l'« Affaire de la valise » comme d'un des « pires cas de fraude » en Géorgie.

Dans son discours du 6 janvier, le président a affirmé au public que « dans le comté de Fulton, des observateurs républicains ont été éjectés pendant le scrutin, dans certains cas, physiquement de la pièce sous le faux prétexte d'une rupture de canalisations ». Puis il a poursuivi :

ensuite des responsables électoraux tirent des urnes – des démocrates – et des valises pleines de bulletins de sous une table. Vous l'avez tous vu à la télévision, totalement frauduleux. Et ils les ont scannés illégalement pendant près de deux heures, sans le moindre contrôle. Des dizaines de milliers de voix. Cette action a coïncidé avec le mystérieux déversement d'un lot contenant

1. Pour President of the United States.

jusqu'à 100 000 bulletins pour Joe Biden, et pratiquement aucun pour Donald Trump.

Pas un élément du récit raconté par le président n'était avéré. Il avait d'ailleurs été informé que cette histoire ne tenait pas.

En juin 2021, quand Giuliani a été radié du barreau par une cour d'appel de l'État de New York, celle-ci a cité ses déclarations sur ces prétendues valises de bulletins en Géorgie parmi les raisons justifiant sa radiation. « Si, comme le prétend le défendeur, il a examiné la vidéo dans son intégralité, il n'a pas pu raisonnablement arriver à la conclusion que des votes frauduleux avaient été comptabilisés », lit-on dans l'arrêt de la cour.

Les déclarations conspirationnistes du président ont mis en danger des fonctionnaires innocents dans tout le pays, dont le comté de Fulton. Lors d'un déplacement en Géorgie le 10 décembre 2020, par exemple, Giuliani a accusé à tort Ruby Freeman et Shaye Moss, deux fonctionnaires noires qui apparaissaient dans la vidéo du comté de Fulton, de « se passer subrepticement des clés USB comme si c'était de l'héroïne ou de la cocaïne ». En réalité, Ruby Freeman donnait une pastille au gingembre à sa fille, Shaye Moss. Comme l'explique le chapitre 2, ce type d'accusation gratuite a bouleversé la vie de nombreux fonctionnaires, à l'image de Ruby Freeman et Shaye Moss. Tout cela au service du grand mensonge du président Trump.

Le mythe des faux bulletins

La manipulation de la vidéo de la State Farm Arena n'est jamais qu'un exemple du mensonge des « faux bulletins ». Le président a souvent affirmé que des « faux bulletins » Biden avaient été introduits dans le dépouillement. À l'entendre, des camions remplis de bulletins auraient été livrés en pleine nuit dans les centres de dépouillement, et il y aurait eu des millions de votes de plus que le nombre d'électeurs inscrits. Juges, responsables de l'administration Trump, autorités des États et experts électoraux indépendants, tous ont constaté qu'à chaque fois, l'accusation de « faux bulletins » était, de fait, fautive. La Trump Campaign et ses représentants ont en tout intenté neuf procès liés à une version ou une autre de cette accusation. Ces neuf procès ont très vite été réglés. Ainsi, dans l'affaire *Costantino v. City of Detroit*, un tribunal du Michigan a jugé que les allégations du requérant incriminant des bulletins falsifiés, antdatés et comptés deux fois à Detroit n'étaient « pas correctes ni crédibles » et « regorgeaient de spéculations et de conjectures sur des motifs sinistres ».

Nombre des allégations de faux bulletins ont été soulevées et répétées publiquement par le président mais n'ont jamais fait l'objet de la moindre

procédure judiciaire. Un chauffeur de camion des services postaux américains a affirmé avoir transporté et livré des centaines de milliers de bulletins de Bethpage (État de New York) à Lancaster (Pennsylvanie). Le président a fait sienne cette allégation plus d'une fois. Le département de la Justice et le FBI ont interrogé les témoins concernés, y compris le chauffeur, et ont passé en revue les bons de chargement. Ils en ont conclu qu'il s'agissait d'une contre-vérité. Et l'Attorney general, William Barr, et son successeur, Jeffrey Rosen, ont dit au président que ses propos à ce sujet étaient irrecevables. Cela n'a pas empêché le président de continuer à les répéter.

Un autre « camion de bulletins » aurait été livré au centre de dépouillement de Detroit à 4 h 30 du matin la nuit des présidentielles. Ce camion aurait transporté 100 000 bulletins dans des poubelles, des corbeilles à papier, des boîtes en carton et des paniers de courses. Une vidéo largement diffusée montrait une camionnette banalisée déposant censément des bulletins, acheminés ensuite à l'intérieur du centre de dépouillement sur un chariot. En réalité, la seule vraie livraison de bulletins à Detroit après minuit, la nuit des élections, est une livraison officielle de 16 000 bulletins, empilés soigneusement sur 45 palettes d'environ 350 bulletins chacune. Le chariot de la vidéo contenait du matériel photographique et était tiré par un journaliste. L'affirmation selon laquelle 100 000 faux bulletins ont été introduits clandestinement dans le centre en pleine nuit est d'autant plus ridicule que seuls 174 384 bulletins d'électeurs ayant voté par correspondance ont été enregistrés dans la ville de Detroit lors de l'élection de 2020. Ajouter 100 000 faux bulletins à environ 74 000 bulletins réguliers (pour arriver à un total de 174 384) aurait tout de suite été repéré par les responsables en charge du bon déroulement des opérations de vote.

Le président a également affirmé plusieurs fois qu'il y avait eu plus de votes que d'électeurs inscrits dans certains États, certaines villes ou certaines circonscriptions. Il a été facile de vérifier ces allégations et de montrer qu'elles étaient mensongères.

En Pennsylvanie, par exemple, 9 millions de personnes environ étaient inscrites sur les listes électorales et on compte 6,8 millions de bulletins de vote glissés dans les urnes lors des présidentielles de 2020. Pourtant, le président et ses proches ont repris plus d'une fois l'idée qu'il y avait eu « plus de votes que d'électeurs » en Pennsylvanie. Citant des données sur le vote par correspondance de 2020 tweetées par le sénateur de l'État de Pennsylvanie, Doug Mastriano, le président a affirmé que 1,1 million de bulletins avaient été « créés » et mal comptés. En fait, les chiffres réels ne révélaient aucun écart – Mastriano avait comparé par erreur les 2,6 millions de votes par correspondance enregistrés lors des élections générales de novembre au 1,5 million de votes envoyés lors des primaires de juin.

Le président a également promu l'affirmation mensongère d'un autre élu de Pennsylvanie selon laquelle dans cet État, il y avait eu 205 000 votes de plus que d'électeurs. Cette affirmation était fondée sur une comparaison erronée, faite par le membre de la Chambre des représentants de l'État Frank Ryan, entre les votes enregistrés par les autorités électorales de l'État et ceux qui figuraient dans un registre numérique séparé. En réalité, l'écart était dû au fait que certains comtés n'avaient pas encore enregistré leurs résultats officiels en ligne. Fin décembre 2020, l'Attorney general adjoint par intérim Donoghue a exposé au président que cette allégation était sans fondement. Ce qui n'a pas dissuadé le président de la répéter.

Le président et ses représentants ont tenu le même genre de propos mensongers à propos de votes excédentaires dans le Michigan. Nombre de ces affirmations venaient d'une déclaration sous serment très approximative de Russell Ramsland, lequel était à l'origine du rapport « très superficiel » et « empreint d'amateurisme » de l'ASOG au sujet des machines Dominion dans le comté d'Antrim. Dans une déclaration sous serment comparable auprès de la cour fédérale de Géorgie, Ramsland a affirmé que 3 276 circonscriptions du Michigan avaient un taux de participation compris entre 84 % et 350 %, 19 circonscriptions annonçant un taux de participation dépassant 100 %. La déclaration sous serment de Ramsland est largement tombée à plat, en partie parce qu'elle s'appuyait sur les données de dizaines de circonscriptions situées non dans le Michigan mais dans le Minnesota. Même une fois corrigée sa déclaration sous serment pour exclure les municipalités du Minnesota, ses données concernant le Michigan étaient largement erronées.

La fiction du « décompte multiple des voix »

Le président et ses représentants ont affirmé à maintes reprises que les bulletins de vote en faveur de l'ancien vice-président Biden avaient été comptés plusieurs fois. Ces allégations trouvent leur origine dans le fait que certains ont vu des fonctionnaires passer et repasser des piles de bulletins de vote dans les machines à compter. Mais elles reposent sur une méconnaissance fondamentale de la manière dont sont décomptés les bulletins. Les fonctionnaires ont pour habitude de repasser dans la machine les bulletins s'ils n'ont pas été bien lus ou décomptés à la première tentative. Dans l'affaire *Costantino v. City of Detroit*, la Cour suprême du Michigan a rejeté les déclarations sous serment « erronées et non crédibles » selon lesquelles les bulletins avaient été passés dans les machines et décomptés plusieurs fois au profit d'une « explication plus précise et convaincante

de la procédure » avancée par un fonctionnaire « très estimé » du fait de ses quarante années d'expérience.

Tout comme dans le cas d'autres accusations infondées de fraude électorale, affirmer que les bulletins ont été comptés plusieurs fois revient à ignorer les principes fondamentaux de la procédure. Il semble évident que si des centaines de bulletins avaient compté deux fois, voire plus, à Detroit, cela ne serait pas passé inaperçu, car le nombre total de bulletins aurait grandement excédé le nombre de votants. Or ce n'était pas le cas.

Les électeurs « morts » et « ne pouvant voter » imaginaires

Outre les déclarations trompeuses concernant les faux bulletins, le président Trump et ses représentants ont clamé haut et fort que des dizaines de milliers de bulletins avaient été déposés par des électeurs morts ou ne pouvant pas voter. Le président et Giuliani ont notamment évoqué le vote de plus de soixante-six mille jeunes gens non inscrits sur les listes électorales en Géorgie. En réalité, aucun mineur n'a voté en Géorgie. Giuliani a également soumis des tableaux remplis de chiffres inventés sur le nombre de non-citoyens ayant voté en Arizona, sans fournir aucune preuve pour étayer ses propos. En réalité, l'État d'Arizona exige de chaque nouvel électeur une preuve de citoyenneté afin de s'inscrire sur les listes électorales ou de remplir un formulaire d'électeur fédéral ce qui implique de signer une attestation de citoyenneté sous peine de parjure. Aucun individu ne peut voter sans être inscrit. À la mi-novembre, l'équipe de campagne de Donald Trump a établi que l'affirmation selon laquelle des milliers de non-citoyens avaient votés en Arizona reposait sur des informations « bien trop peu fiables ». Ce type d'affirmation mensongère a fini par conduire Giuliani à être radié du barreau de New York. Ces électeurs « ne pouvant voter » n'existaient pas.

Pas plus que les milliers de morts qui avaient prétendument voté.

Lors de son entretien téléphonique du 2 janvier avec Brad Raffensperger, secrétaire d'État de Géorgie, le président a affirmé que « près de cinq mille morts avaient voté ». Raffensperger a rapidement informé son interlocuteur du caractère infondé de ses déclarations. Mais le mensonge des électeurs morts ne se limitait pas à la Géorgie. Le président Trump voulait que les Américains croient que des électeurs morts avaient contribué à sa défaite dans plusieurs États que lui disputait Biden.

Cela dit, même la Trump Campaign et ses juristes ont admis assez tôt que les allégations concernant les « électeurs morts » étaient pour le moins grossières. Début novembre, les juristes travaillant pour Trump ont découvert que beaucoup de personnes tenues pour mortes par les responsables

de la campagne étaient en fait vivantes et bien portantes. Début décembre, Eric Herschmann a informé par messagerie le secrétaire général de la Maison-Blanche, Mark Meadows, que l'équipe juridique de Trump avait établi que l'affirmation selon laquelle dix mille morts avaient voté en Géorgie était inexacte. L'échange suivant démontre avec limpidité que tous deux savaient que les déclarations de Giuliani étaient absurdes.

Herschmann : Pour info. Cannon et son équipe ont vérifié que les +/- 10 000 morts ayant voté en G. n'est pas correct.

Meadows : Je n'ai pas ça. C'est inexact. Si je me souviens bien, j'en ai trouvé 22. 2 sont morts qq jours avant l'élection.

Herschmann : C'est ce que Rudy a dit à l'audience aujourd'hui. Votre chiffre est bien + proche de ce qu'on peut prouver. Je crois que c'est 12.

Meadows : Mon fils a trouvé 12 nécrologies et p-ê 6 autres, en fonction de l'exectitude [*sic*] des listes électorales.

Herschmann : Ça a l'air mieux. P-ê qu'il peut aider Rudy à trouver les 10 000 autres ??

Meadows : MDR

Peu après, un tribunal de Géorgie a rejeté une plainte selon laquelle des dizaines de milliers d'électeurs non inscrits avaient voté, précisant que ces allégations « s'appuyaient sur des spéculations plutôt que des faits avérés ».

L'expert dépêché par la Trump Campaign a lui-même admis au sujet des prétendus électeurs morts que les données faisaient défaut pour tirer toute conclusion sur l'existence (ou le nombre) de personnes mortes ayant voté. Les plus hauts responsables de l'État, eux, avaient accès à ces données et ont pu mener le type d'analyse nécessaire pour déterminer l'ampleur du phénomène. Elles ont finalement estimé qu'il n'y avait que quelques rares cas de gens ayant voté au nom de personnes décédées.

Or dans les cas en question, les juristes travaillant pour le président Trump savaient que la grande majorité des électeurs morts avaient voté de manière anticipée avant leur décès. Début janvier 2021, à quelques jours du 6 janvier, le sénateur républicain Lindsey Graham a demandé à quelques juristes de Trump de lui fournir des preuves au sujet de la théorie des électeurs morts. L'équipe de Giuliani a conclu son investigation en reconnaissant qu'elle ne pouvait fournir de preuves validant qu'il y avait eu autant d'électeurs morts que le président Trump et Giuliani le clamaient. Remarquant les failles de leur propre argumentation, Katherine Friess, une juriste de l'équipe de Giuliani, a prévenu que le sénateur Graham « rejeterait » leurs preuves. Friess avait vu juste et le sénateur Graham ne s'est pas laissé impressionner

par les informations délivrées par l'équipe de Giuliani. Dans son discours devant le Sénat le 6 janvier, Graham a expliqué pourquoi il n'objecterait pas à la certification du vote des grands électeurs. Le sénateur Graham a mentionné l'échec des avocats de Trump à fournir les preuves demandées :

Ils disent que soixante-six mille jeunes de moins de 18 ans ont voté en Géorgie. Qui croit cela ? J'ai demandé dix noms, on ne m'a rien donné. Ils ont dit que huit mille détenus avaient voté en Arizona. Donnez-moi des noms ! Rien de rien. Est-ce que cela signifie que toutes les élections sont problématiques ? Je n'en crois rien. J'en ai assez. Il faut en finir.

Les documents obtenus par la commission spéciale révèlent que le président Trump et ses juristes savaient que les déclarations faites au tribunal à propos des électeurs morts ou non inscrits de Géorgie étaient inexactes. Les juristes étaient d'ailleurs inquiets des possibles poursuites pénales encourues par le président s'il se portait garant de ces affirmations devant une autre cour. Le 31 décembre, alors que les juristes s'empressaient de recourir à la justice fédérale en Géorgie, quelques-uns se sont inquiétés que le président signe une « vérification » sous serment attestant de la véracité des allégations de fraude électorale en Géorgie, y compris celles se rapportant au vote des morts. John Eastman a notamment consigné dans un email à ses collègues le 31 décembre :

En dépit de la vérification signée par le président le 1^{er} décembre [à propos des allégations sur la Géorgie], il a été informé que certaines des allégations et preuves fournies par les experts sont erronées. Signer une nouvelle vérification alors que ces faits ont été portés à sa connaissance (...) ne serait pas pertinent. Je suis certain que, dès que le voile sera levé sur cette affaire, un [attorney local] agressif ou un [attorney fédéral] s'en prendront au président et à ses juristes.

Malgré ces inquiétudes, le président Donald Trump et ses avocats ont déposé une plainte qui citait les mêmes chiffres inexacts, et le président Trump a signé une vérification, jurant sous serment que les chiffres inexacts étaient « véridiques et corrects » ou « considérés comme véridiques et corrects » compte tenu de ce qui avait été porté à sa connaissance. Un juge fédéral examinant les emails et les conclusions des juristes en question a récemment tiré ces conclusions :

Les emails montrent que le président Trump savait que les chiffres concernant la fraude électorale étaient erronés, mais il a

continué d'en faire l'article, tant devant le tribunal qu'en public. La cour estime que ces emails font partie d'une entreprise visant à conspirer contre les États-Unis.

Le discours du 6 janvier du président Trump

À midi le 6 janvier 2021, le président Trump s'est adressé à des milliers de partisans lors d'un meeting devant la Maison-Blanche. Les élections avaient eu lieu deux mois plus tôt. Les tribunaux n'avaient trouvé aucune preuve de fraude significative. Les États avaient certifié leurs votes mi-décembre. C'était terminé. Le président Trump avait perdu. Mais ce n'est pas ce qu'il a raconté à la foule. Il a délivré un discours incendiaire du début à la fin, prétextant que le destin, rien de moins, de l'Amérique était en jeu.

« Notre pays en a assez », a-t-il déclaré. « Nous ne le supporterons plus, et c'est de ça dont il est question. » Il a affirmé que ses partisans avaient marché vers Washington afin de « sauver notre démocratie » et « faire cesser le vol ». Une fois de plus, il a refusé toute concession. Il a même proclamé : « Aujourd'hui je vais présenter juste une partie des preuves qui montrent que nous avons gagné cette élection, et que c'est une victoire écrasante. »

Le président Trump a répandu son grand mensonge sans discontinuer pendant des mois. Avec ses collaborateurs, ils ont échafaudé mensonge sur mensonge pour le justifier. Pendant plus d'une heure le 6 janvier, le président a même entremêlé ces mensonges à des théories conspirationnistes.

D'après l'évaluation de la commission spéciale, Donald Trump a affirmé dans son discours à plus de cent reprises, et à chaque fois faussement, qu'on lui avait volé sa victoire aux élections et que les opérations de vote avaient fait l'objet de fraudes massives. Ce jour-là, Donald Trump a répété un grand nombre des mensonges qu'il avait proférés pendant des mois, même après avoir été informé que plusieurs d'entre eux étaient infondés. Il a menti à propos des machines à voter Dominion dans le Michigan, des valises de bulletins de vote en Géorgie, du nombre de votants supérieur au nombre d'électeurs en Pennsylvanie, des votes de personnes ne pouvant voter en Arizona et de dizaines d'autres allégations de fraude électorale. Aucun de ces propos n'était vrai.

Comme le montrent les chapitres qui suivent, le grand mensonge était un élément essentiel du plan du président Trump pour rester au pouvoir. Il s'en est servi pour faire pression sur les fonctionnaires fédéraux et locaux et défaire la volonté du peuple. Sa campagne a fait appel à de faux grands électeurs, au prétexte, également infondé, que l'ancien

vice-président Biden avait remporté certains États grâce à des malversations et des fraudes. Le président a tenté de subvertir le département de la Justice en intimidant ses dirigeants pour qu'ils approuvent ses mensonges au sujet des élections. Lorsque les hauts responsables du département de la Justice n'ont pas obtempéré, Donald Trump a cherché à nommer à sa tête un loyaliste qui le ferait.

Comme tous ces efforts n'ont rien donné, Donald Trump a trahi son propre vice-président. Il a fait pression sur Mike Pence afin d'empêcher la session conjointe du Congrès de se tenir le 6 janvier, s'appuyant sur une affirmation chimérique lui octroyant le droit de refuser de prendre en compte le vote de certains grands électeurs. Trump savait que c'était illégal mais a tenté de justifier ses actes en mentant au sujet des élections.

Le 19 décembre 2020, Trump a convoqué une foule à Washington, le jour même où le Congrès devait certifier la victoire de l'ancien vice-président Biden. Il a invoqué le vol des élections et promis une manifestation qui serait « de la folie ».

Dans son discours du 6 janvier, le président Trump a mis l'accent sur la fausse affirmation que sa victoire aux élections avait été volée. Le chapelet de mensonges qu'il a déversé a motivé une foule à se rendre jusqu'au Capitole afin d'intimider le vice-président Mike Pence et les membres du Congrès.

« Et on se bat. On se bat de toutes nos forces. Et si vous ne vous battez pas de toutes vos forces, vous n'aurez plus de pays », a-t-il asséné à la foule. Il les a encouragés avec ces mots alors qu'il venait juste de se repaître de son mensonge la nuit des élections. Son grand mensonge.

Le président Trump a demandé à ses fidèles de « se battre » et de « sauver » leur pays du spectre d'une élection prétendument frauduleuse. Beaucoup l'ont pris au mot.

2.

« Je veux juste trouver 11 780 voix »

Lors du coup de fil désormais tristement célèbre du 2 janvier 2021, le président Trump a fait pression sur secrétaire d'État de Géorgie Brad Raffensperger pendant plus d'une heure. Le président lui a opposé de multiples théories conspirationnistes au sujet de l'élection, dont aucune n'était fondée. Brad Raffensperger et d'autres responsables de l'État ont réfuté ces allégations une par une, au cours de l'échange téléphonique. Sous la conduite de Brad Raffensperger, la Géorgie avait déjà procédé à un recomptage manuel de tous les bulletins de vote à l'échelle de l'État. Ce recomptage ainsi que d'autres vérifications post-électorales ont prouvé l'absence de fraude généralisée, et que les machines à voter n'ont pas affecté le résultat de l'élection. Cela aurait dû mettre un terme aux allégations du président Trump. Mais, sans se laisser décourager par les faits, celui-ci a harcelé Brad Raffensperger pour qu'il annule les résultats de la Géorgie.

Le président Trump a affirmé avec insistance : « les bulletins sont corrompus » et que quelqu'un les « déchiquetait ». Il a formulé une menace à peine voilée à l'encontre de Brad Raffensperger : « C'est plus illégal pour vous que pour eux, parce que vous savez ce qu'ils ont fait et vous ne le dénoncez pas. » Bien évidemment, les responsables de l'État n'avaient rien fait d'« illégal », et il n'y avait rien à « dénoncer ». Quand bien même, le président Trump a suggéré que Raffensperger et son conseiller juridique, Ryan Germany, pourraient faire l'objet de poursuites pénales. « C'est une infraction, une infraction pénale. Et vous ne pouvez pas laisser faire ça », a

averti le président. « Vous prenez un gros risque, vous et Ryan, votre avocat (...). Je vous avertis officiellement que vous êtes en train de laisser faire. »

Et puis, le président a formulé sa demande. « Alors écoutez. Je ne veux qu'une chose. Je veux juste trouver 11 780 voix, ce qui est une de plus que ce qu'on a déjà », a-t-il lancé à Raffensperger.

C'est un moment stupéfiant. Le président des États-Unis a demandé au responsable d'un État en charge des élections de « trouver » suffisamment de voix pour être déclaré vainqueur d'élections qu'il avait perdues.

Brad Raffensperger a perçu l'avertissement que le président lui a adressé le 2 janvier comme une menace. « J'ai eu le sentiment à ce moment-là – et c'est encore le cas aujourd'hui – qu'il s'agissait d'une menace », a écrit Brad Raffensperger dans son livre. Et cette menace avait de multiples facettes : tout d'abord, la « notification » d'activité criminelle à Brad Raffensperger et ses collaborateurs par le président pouvait être comprise comme une charge du pouvoir exécutif fédéral à leur encontre. Brad Raffensperger avait beau ne pas savoir avec certitude si le président Trump le menaçait d'ouvrir une telle enquête, il savait que ce dernier en avait le « pouvoir hiérarchique » en tant que président, et semblait promettre de lui « rendre la vie insupportable ».

Mais la menace était aussi d'une nature plus insidieuse. Comme l'écrit Raffensperger dans son livre : « D'autres se sont manifestement dit la même chose [qu'il s'agissait d'une menace], car certains des sympathisants de Trump les plus radicaux ont réagi comme s'ils avaient le devoir de mettre cette menace à exécution. » L'adjoind de Brad Raffensperger a donné une conférence de presse et a averti publiquement l'ensemble des Américains, y compris le président Trump, que la rhétorique de ce dernier mettait en danger des représentants officiels innocents ainsi que des particuliers, et qu'elle alimentait les menaces de mort à l'encontre des fonctionnaires de Géorgie travaillant au dépouillement, les menaces à caractère sexuel dirigées contre l'épouse de Brad Raffensperger, et le harcèlement aux domiciles de fonctionnaires de l'État chargés des élections. Le coup de fil du 2 janvier contenait une promesse du même acabit. L'implication du message du président Trump à Brad Raffensperger était la suivante : faites ce que je vous demande, ou vous allez le payer.

L'appel du président Trump au secrétaire Raffensperger a été largement médiatisé après sa divulgation. Pourtant, la Géorgie n'a pas été le seul État visé par le président Trump et ses alliés. L'appel était une manœuvre au sein d'un effort plus vaste et plus complet – dont une grande partie n'a pas été vue et demeure inconnue du public – visant à faire annuler les votes de millions de citoyens américains dans plusieurs États.

Comme il est expliqué dans le chapitre 1, la racine de cet effort est le « grand mensonge » : le président Trump et ses affidés affirmant

publiquement que les élections étaient entachées de fraudes qui ont pu en altérer les résultats, même si ses propres conseillers et le département de la Justice ont répété à maintes reprises au président qu'il n'en était rien. Mais en parallèle de cette stratégie, le président Trump et ses alliés ont visé des États clés que le président avait perdus, faisant pression sur des hauts responsables républicains des États pour qu'ils écartent des électeurs, omettent de compter des votes valides et attribuent les grands électeurs de l'État au candidat défait. Si ce stratagème avait fonctionné, le président Trump aurait pu, pour la première fois dans l'histoire américaine, manipuler les résultats d'élections tenues en bonne et due forme pour rester au pouvoir. Son projet était profondément antidémocratique : celui de coopter les corps législatifs des États – en mettant en avant une fraude électorale imaginaire, ou des manœuvres politiques purement partisanses – dans le but de remplacer les grands électeurs de Biden par ses propres grands électeurs, afin de d'arriver en tête du décompte du vote des grands électeurs lors de la session conjointe du Congrès le 6 janvier.

Si suffisamment de responsables des États avaient adhéré à la machination du président Trump, sa tentative de rester au pouvoir aurait pu fonctionner. Fort heureusement, un nombre important d'honorables responsables a résisté aux pressions du président Trump et refusé d'y prendre part. Ceux qui lui ont tenu tête, ainsi que tous les autres, ont permis de barrer la route qui aurait mené à la subversion des élections, de sorte que le 6 janvier à midi, il ne restait au président Trump qu'un seul coup à jouer. Une manœuvre finale et désespérée : envoyer sa horde de sympathisants armés à l'assaut du Capitole.

La tentative du président Trump de contourner le collège électoral

Quand les Américains votent pour un candidat présidentiel le jour de l'élection, ils donnent en fait leur voix aux grands électeurs que celui-ci a sélectionnés pour participer au collège électoral. Lorsqu'un État certifie les résultats de ses élections et en annonce le vainqueur, il émet également un « certificat de vérification » qui comporte les noms des membres du collège électoral dûment choisis. Les grands électeurs dont le nom est inscrit sur le certificat de vérification qui ont reçu le plus de suffrages participeront au collège électoral, tandis que ceux proposés par le candidat perdant n'ont aucun rôle à jouer et n'ont pas le droit d'y participer. C'est ce qui se passe après chaque élection présidentielle, dans chacun des cinquante États et dans la capitale fédérale.

Ce processus repose sur une clause de la Constitution des États-Unis qui donne aux États le pouvoir de choisir les membres du collège électoral

conformément à leur législation. Cette clause stipule que chaque État « nommera » les grands électeurs du collège électoral « de la manière prescrite par son corps législatif ». Les cinquante États ont décrété que les grands électeurs seraient désignés par un vote populaire.

En vertu du droit fédéral, le mardi 3 novembre a été établi comme le jour des élections en 2020. Les règles en vigueur dans chaque État ont été fixées, et des tribunaux ont statué sur la contestation de certaines règles. Les bureaux de vote ont ouvert dans tout le pays et les suffrages sont arrivés, soit déposés en personne par les électeurs, soit par courrier, selon les lois de chaque État.

Plus de cent cinquante-quatre millions d'électeurs ont voté selon les règles en vigueur le jour de l'élection. Le président Trump a été défait. Ses partisans et lui ont saisi la justice, et ont contesté l'élection au moyen de recours, déposés pour la forme. Mais ils ont perdu devant les tribunaux dans tout le pays, face à des juges nommés (par des élus des deux partis, y compris par le président Trump lui-même), mais aussi face à des juges élus, également membres des deux partis, par leurs concitoyens.

Plutôt que de se soumettre à l'État de droit et d'accepter les décisions des tribunaux, le président Trump et ses conseillers ont tenté par tous les moyens d'inverser les résultats au niveau des États. Ils ont sommé les responsables des élections à l'échelon local et à celui des États de stopper le dépouillement dès lors qu'il était clair que l'ancien vice-président Biden était en train de l'emporter. Ils ont fait pression sur les gouverneurs, les secrétaires d'État et les responsables locaux de plusieurs États indécis gagnés par Biden afin qu'ils ne certifient pas le vote populaire. Et, face à l'échec de ces tentatives, ils ont fait pression sur les membres des corps législatifs des États afin qu'ils contreviennent aux résultats du scrutin et nomment leurs grands électeurs pour qu'ils participent au collège électoral.

Cette tentative fondamentalement antidémocratique reposait sur une théorie erronée. Puisque la Constitution donne aux corps législatifs des États le rôle de définir les modalités du choix des grands électeurs participant au collège électoral (ces modalités sont fixées par le corps législatif de chaque État avant les élections, chacune donnant ce pouvoir au peuple), alors les corps législatifs des États pourraient simplement choisir les grands électeurs désignés par le candidat Trump après avoir étudié les résultats de l'élection. Dans les faits, le président Trump et ses conseillers ont fait pression pour que les règles soient modifiées après les élections, même si cela impliquait de priver des millions d'Américains de leur droit de vote.

Plus d'un mois avant l'élection présidentielle, les médias ont rapporté que la Trump Campaign élaborait déjà un plan de repli qui viserait l'annulation des résultats électoraux au niveau des États. Un article publié le 23 septembre 2020 dans la revue *The Atlantic* expliquait que « d'après des sources internes au parti républicain au niveau national et dans les États, au sein de la Trump Campaign on discute de plans alternatifs pour contourner les résultats des élections et désigner des grands électeurs loyaux dans les États indécis où les républicains détiennent la majorité législative ». De manière inquiétante, le même reportage prédisait presque exactement ce qui s'est produit par la suite : « Fort d'une justification fondée sur des allégations de fraude généralisée, Trump demanderait aux membres des corps législatifs des États de faire abstraction du vote populaire et d'exercer leur pouvoir de choisir directement une liste de grands électeurs. »

De nombreux responsables de premier rang de la Trump Campaign – notamment le directeur de campagne William Stepien, le directeur de campagne adjoint et conseiller juridique Justin Clark, et Rudolph Giuliani, principal avocat du président Trump – ont affirmé devant la commission spéciale qu'il existait bien une « stratégie » axée sur les États pour contester le résultat des élections, qui consistait entre autres à faire pression sur les membres des corps législatifs des États pour qu'ils contestent les résultats dans les États clés et désignent de nouveaux grands électeurs.

« Vous savez, dans les jours qui ont suivi les élections, à la fin de la première semaine et au début de la deuxième, comme nos chiffres et nos données étaient de plus en plus décourageants, en interne, on le savait », a reconnu Stepien devant la commission spéciale. « Quand l'Associated Press a annoncé les résultats, je crois que dans l'entourage du président on s'est mis à chercher d'autres pistes à suivre. » Stepien a dit se souvenir que c'est à ce moment-là que l'idée a été évoquée pour la première fois.

Les proches du président ont lancé l'idée et ont lourdement insisté.

Deux jours seulement après les élections, le fils du président Trump, Donald Trump, Jr., a transmis à Mark Meadows, secrétaire général de la Maison-Blanche, la suggestion suivante : « Les corps législatifs peuvent intervenir et voter pour proposer leur propre liste de grands électeurs (...), les républicains contrôlent la Pennsylvanie, le Wisconsin, le Michigan, la Caroline du Nord, etc. on y met des grands électeurs de Trump » et donc « soit on a un vote que NOUS contrôlons et que NOUS gagnons, soit il est renvoyé au Congrès le 6 janvier. » Mark Meadows a répondu : « On y travaille déjà pour la Pennsylvanie, la Géorgie et la Caroline du Nord. »

Dans la semaine suivant l'élection, Mark Meadows a envoyé ou reçu plusieurs autres messages du même genre :

« Le corps législatif peut prendre le contrôle du processus électoral » – message de Mark Meadows à Marty Harbin, sénateur de l'État de Géorgie.

« Bien d'accord » – message de Mark Meadows à un expéditeur différent, qui suggère que l'administration Trump « doit faire circuler ça » si elle « envisage sérieusement la stratégie du corps législatif ».

« Je vais lui dire » – message de Mark Meadows à un expéditeur proposant que le président Trump « commence à créer une dynamique autour des corps législatifs ».

« J'adore » – message de Mark Meadows à Andy Biggs, membre de la Chambre des représentants, qui relaie l'idée, qu'il admet être « très controversée », de faire en sorte que ce soient « les corps législatifs républicaine [*sic*] » qui « nomment les granges et lecteurs [*sic*] [grands électeurs] ».

« Pourquoi la Géorgie, la Caroline du Nord, la Pennsylvanie et les autres États dont les chambres des représentants locales sont contrôlées par les républicains ne crient pas au scandale (là où on n'aura pas de résultats clairs le soir même des élections) et envoient juste leurs grands électeurs à la place (...). Je ne sais pas si Potus est au courant. » – Rick Perry, ancien secrétaire à l'Énergie à Mark Meadows.

Vince Haley, adjoint à l'assistant du président pour les questions politiques, de stratégie et la rédaction des discours, un autre cadre de la Maison-Blanche, s'est penché sur un tel plan une semaine après l'élection. Il a proposé :

Imaginez si chaque corps législatifs à majorité républicaine met zéro grand électeur sur sa liste. Ça montrerait qu'on est un pays rouge¹. Pour y arriver il faudrait sortir les gros muscles, version guerre de tribus puissance mille.

Vince Haley insiste sur cette stratégie dans plusieurs messages et emails, y compris à l'attention de Johnny McEntee, assistant du président et directeur du personnel présidentiel, un individu qu'il décrit comme « un lieutenant qui dispose de toute la confiance » du président Trump, avec

1. Le rouge est la couleur traditionnellement associée au parti républicain.

« un accès direct au Boss pour lui faire passer des idées », et « à ses côtés presque en permanence ».

Pour Haley, la prétendue fraude électorale représentait un moyen de justifier que les corps législatifs favorables au président Trump changent le résultat de l'élection, mais il y avait d'autres raisons d'y procéder. La fraude électorale était « seulement l'une des justifications possibles pour pousser des listes de grands électeurs associés à Trump », expliqua-t-il à Johnny McEntee, et « on devrait déclarer franchement » que les membres des corps législatifs des États « ont le droit constitutionnel de substituer leur jugement à celui d'une majorité certifiée de leurs électeurs » si cela permet d'éviter le socialisme. Haley ajoutait : « indépendamment de la fraude – ou, à vrai dire, dans la continuité de cet argument – Harrisburg (Pennsylvanie), Madison (Wisconsin) et Lansing (Michigan) ne doivent pas rester les bras croisés et se soumettre aux idées de Pékin et de Paris » et proposait que les animateurs radio « mobilisent sur le terrain pour faire pression sur les poules mouillées de membres des corps législatifs dans ces États ».

McEntee lui a répondu : « Oui ! » Puis : « Il faut qu'on trouve les coordonnées de tous ces gens maintenant. » Quelques heures plus tard, Haley lui a envoyé les noms et – dans la plupart des cas – les numéros de portable des principaux membres des corps législatifs républicains de six États, en suggérant : « Pour que Potus les convoque à une réunion à la Maison-Blanche. » Le président appellera plus tard plusieurs individus dont le nom figurait dans ce message, notamment Rusty Bowers et Karen Fann en Arizona, Lee Chatfield et Mike Shirkey dans le Michigan, et Jake Corman en Pennsylvanie.

D'autres sont également intervenus auprès du président au sujet d'un plan axé sur les États. Certains se projetaient déjà au 6 janvier.

Le 8 novembre, l'ancien Speaker de la Chambre Newt Gingrich a rencontré le président Trump à la Maison-Blanche. Deux jours plus tard, il a fait suite à leur rencontre en envoyant une note à l'assistante exécutive du président intitulé : « Merci de transmettre à Potus, Newt. » Il y suggèrait que « Trump perdra seulement si le système est truqué », et ajoute que le président Trump pourrait encourager les « corps législatifs républicains à ne pas envoyer de grands électeurs », entraînant ainsi une élection du président par la Chambre des représentants à la majorité des voix des États le 6 janvier, où Newt Gingrich voyait le président Trump l'emporter. Meadows a répondu : « Merci Speaker. »

Christopher Ruddy, PDG de Newsmax, était en lien direct avec le président Trump et se serait entretenu avec lui par téléphone au moins quatre fois avant décembre. Il a transféré une note à d'autres conseillers proches du président dans laquelle il préconisait que les collaborateurs de Trump devaient persuader une ou plusieurs Chambres des représentants d'États dirigées par les républicains dans l'Arizona, en Géorgie, dans le Michigan,

en Pennsylvanie, dans le Wisconsin et même dans le Minnesota de « choisir une autre liste de grands électeurs ». La note prédisait que le 6 janvier pourrait virer à la « bagarre de rue au Congrès sous la présidence du vice-président Pence ».

L'avocate et militante conservatrice Cleta Mitchell a été recrutée par Mark Meadows immédiatement après les élections pour prêter main-forte à l'équipe juridique de la Trump Campaign. Le 5 novembre, elle a envoyé un email au Dr John Eastman de l'université Chapman, qui jouera plus tard un rôle prépondérant dans l'élaboration d'une théorie sur les prérogatives exactes du vice-président Pence lors de la session conjointe du Congrès le 6 janvier, théorie qui est détaillée dans le chapitre 5 de ce rapport. Dans son email, Cleta Mitchell demandait à Eastman de rédiger un document justifiant l'idée que les membres des corps législatifs des États « s'approprient » le pouvoir de choisir les grands électeurs et lui posait une question toute rhétorique : « Est-ce que je suis dingue ? » Le Dr Eastman a rédigé une note intitulée « L'autorité constitutionnelle des corps législatifs des États à désigner les grands électeurs », et l'a envoyée pour qu'elle soit « largement » diffusée.

D'après le bureau en charge de l'agenda présidentiel, le président Trump s'est réuni dans le Bureau ovale le 10 novembre avec Morgan Warstler et John Robison, des entrepreneurs texans proches de l'ancien gouverneur de l'État Rick Perry. Le lendemain, Warstler a tweeté qu'il était « dans le Bureau ovale hier », et quelques mois plus tard a écrit : « J'ai dit à toute l'équipe Trump dans le Bureau ovale » que « les corps législatifs des États peuvent choisir les grands électeurs – peu importe ce que disent les lois en vigueur dans les États OU les tribunaux dans ces mêmes États. »

Après cette apparente rencontre, John Robison a adressé à la Maison-Blanche un email intitulé : « URGENT suite à notre réunion de mardi avec Potus », dont il a demandé qu'il soit imprimé et remis au président afin d'« expliquer le plan d'action pour ce qui a été discuté ». L'email indiquait que son « projet de recourir aux voies alternatives des membres des corps législatifs des États a plu » au président Trump et, en pièce jointe, un mémo proposait des centaines de briefings pour les membres des corps législatifs des États par des envoyés du président Trump et les membres du Freedom Caucus¹. L'email prévoyait que le président Trump tienne « au moins 4 MEETINGS/PROCÈS MONSTRES » avec « des dizaines de milliers d'électeurs de Trump qui fixent du regard les membres des corps législatifs républicains de leur district qui contrôlent À EUX SEULS la liste des grands électeurs soumise par leur État ». Une proposition qui semblait

1. Regroupement de membres de la Chambre des représentants défendant des positions plus conservatrices que le parti républicain.

préfigurer les auditions dont Rudolph Giuliani et le président Trump se sont faits les champions moins d'un mois plus tard.

Secrétaire général adjoint de la Maison-Blanche, Dan Scavino a dit du message que c'était : « Inacceptable. Des conneries. Complètement dément », mais l'assistante exécutive en charge de l'imprimer pour le président a griffonné dessus : « Imprimé », et il est possible qu'il l'ait tout de même remis au président.

Dès lors, le président Trump était séduit. D'après Stepien, son directeur de campagne, cette stratégie axée sur les États a été évoquée dans une réunion entre proches conseillers le 11 novembre comme « quelque chose à envisager ». À ce moment-là, les résultats étaient déjà tombés, mais le président « était très soucieux de garder ouvertes les possibilités de victoire, donc [Stepien] croyait que l'idée [l']intriguait ». Puis le plan « a commencé à se concrétiser » même si Stepien l'a « honnêtement presque rejeté d'emblée », le décrivant comme l'une « des idées folles, les plus folles, lancées à cette époque ».

Cependant, tout le monde n'était pas convaincu. Le 19 novembre, Mitt Romney, ancien candidat républicain aux élections présidentielles et sénateur républicain de l'Utah, a déclaré publiquement condamner sévèrement les tentatives notoires et manifestes du président Trump pour inverser les résultats des élections :

Faute d'avoir réussi à présenter devant une cour de justice, ne serait-ce qu'un cas plausible de fraude généralisée ou de conspiration, le président exerce désormais ouvertement des pressions sur des responsables à l'échelon local et à celui des États pour contourner la volonté du peuple et inverser les résultats des élections. Il est difficile d'imaginer un acte pire, plus anti-démocratique, de la part d'un président américain en exercice.

Le sénateur Romney avait raison de constater et de dénoncer les actes du président Trump. Pourtant, avec le recul, il est clair que ce n'était que le début des efforts mobilisés par l'entourage du président pour faire pression sur des responsables à l'échelon local et à celui des États.

La diffusion et la mise en œuvre du plan

Un jour seulement après la présentation du plan axé sur les États au président et ses principaux lieutenants dans le Bureau ovale, le président Trump a commencé à prendre des mesures concrètes pour cibler les membres des corps législatifs des États. Et dans les semaines qui ont suivi, il

a été à l'initiative d'actions de sensibilisation auprès de nombreux responsables dans les États où il avait perdu, mais dont les corps législatifs étaient à majorité républicaine, notamment dans le Michigan, en Pennsylvanie, en Géorgie et dans l'Arizona.

La commission spéciale estime qu'au cours des deux mois entre l'élection de novembre et l'insurrection du 6 janvier, le président Trump ou son cercle restreint ont pris part à au moins deux cents manœuvres apparentes de sensibilisation, de pression ou de condamnation, à l'encontre de fonctionnaires en charge des élections dans les États ou à l'échelon local, afin d'inverser les résultats des élections. À savoir, au moins :

- soixante-huit réunions, tentatives d'appel et appels téléphoniques ou messages visant tous un ou plusieurs responsables à l'échelon local et à celui des États ;
- dix-huit cas de remarques faites en public visant un ou plusieurs de ces responsables ;
- cent vingt-cinq messages du président Trump ou de ses collaborateurs en charge des réseaux sociaux, visant un ou plusieurs de ces responsables, de manière explicite ou implicite, et provenant pour la plupart de son propre compte.

En outre, parmi les efforts de l'équipe du président Trump, on compte également deux initiatives dont le but était de s'assurer le soutien d'un grand nombre de membres des corps législatifs des États en une seule fois :

- la Trump Campaign a contacté, ou tenté de le faire, près de deux cents membres des corps législatifs dans les États les plus disputés entre le 30 novembre 2020 et le 3 décembre 2020, afin de solliciter leur soutien en vue de possibles résolutions de la Chambre des représentants de leur État d'inverser les résultats des élections. Quelques-uns des messages étant annoncés « de la part du président ».

- près de trois cents membres des corps législatifs d'États disputés auraient pris part à un briefing privé avec le président Trump, Rudolph Giuliani, John Eastman et d'autres, le 2 janvier. Le président les aurait exhortés à exercer ce qu'il a appelé « le vrai pouvoir » de choisir les grands électeurs avant le 6 janvier, parce que, comme l'a dit le président Trump pendant l'appel : « Je ne pense pas que le pays va accepter ça. »

Il semble impossible de rendre compte de l'ensemble des réunions, appels, messages ou autres contacts que le président Trump et ses affidés ont eus avec les responsables à l'échelon local et à celui des États dans divers États disputés. Ce qui suit est un résumé centré sur quatre États qui témoignent des limites que le président Trump était prêt à franchir pour rester au pouvoir en s'appuyant sur des mensonges – le grand mensonge – au sujet des élections.

Premières pressions du président Trump sur des fonctionnaires

Pour mener à bien son plan, le président Trump, Rudolph Giuliani et d'autres représentants du président Trump ont publiquement et en privé sollicité le soutien de responsables à l'échelon local et à celui des États, dont ils présumaient qu'ils les aideraient, en tant que républicains appartenant au même parti et avec « le même but ». Certains ont accepté. D'autres pas.

Le 12 novembre, le membre de la Chambre des représentants Tim Walberg (parti républicain – Minnesota) a envoyé un email à l'assistante exécutive du président Trump, Molly Michael, lui décrivant une demande qu'il avait reçue plus tôt dans la journée :

Au cours de ma conversation ce matin avec le président, celui-ci m'a demandé de voir avec les principaux responsables du corps législatif du Michigan dans quelle mesure ils seraient prêts à soutenir la lutte contre les irrégularités et les fraudes électorales potentielles. Il voulait que je mesure leur volonté d'aborder avec lui les efforts visant à assurer la transparence et l'intégrité des élections dans le Michigan, et que je lui fasse un rapport.

Tim Walberg ajoutait qu'il avait déjà donné suite à cette demande : « J'ai échangé avec le Speaker [du Michigan], Lee Chatfield, le chef de la majorité du Sénat de l'État, Mike Shirkey, et le président du Sénat *pro tempore*, Aric Nesbitt. Ils m'ont tous assuré qu'ils auraient plaisir à s'entretenir avec le président pour lui faire part de leurs efforts continus » relatifs à la supervision des élections « et à prendre connaissance des suggestions du président Trump ». Le président n'a pas tardé pas à accueillir Lee Chatfield, Mike Shirkey, Aric Nesbitt et quatre autres membres du corps législatif du Michigan à la Maison-Blanche.

Dans l'Arizona, le 13 novembre 2020, le lendemain de la fin du dépouillement dans le comté de Maricopa, la présidente du parti républicain de l'Arizona, Kelli Ward, a écrit dans un message à Mark Meadows qu'elle venait « de parler à Potus » et que Meadows pouvait « appeler le président du conseil du comté de Maricopa », Clint Hickman. Kelli Ward a également laissé un message à Clint Hickman qui disait : « Je viens d'échanger avec le président Trump, et il aimerait que je vous parle et voir s'il doit vous appeler pour discuter de ce qui se passe sur le terrain à Maricopa. Rappelez-moi quand vous le pourrez. » D'après Clint Hickman, Kelli Ward s'est montrée étonnamment active après l'élection, même pour une présidente de la branche locale d'un parti, et c'est elle la première à avoir

fait pression sur lui. Un des premiers messages qu'elle lui a adressés avant d'essayer de le mettre en relation avec le président Trump était : « On a besoin que vous arrêtiez le dépouillement. »

En Géorgie, l'approche du président a d'abord été plus publique. Après la proclamation des résultats des élections par le conseil du comté le 12 novembre, le président Trump a tweeté des critiques virulentes à l'encontre du gouverneur Brian Kemp et du secrétaire d'État Brad Raffensperger. Ces tweets constituaient souvent des appels à prendre des mesures spécifiques qui auraient fait basculer les résultats du scrutin en sa faveur, comme le rejet d'une décision de justice qui fixait les procédures de vérification des signatures sur les bulletins de vote par correspondance. Et il s'est montré implacable.

Rien qu'au mois de novembre, le président Trump a tweeté que Brad Raffensperger était un « soi-disant républicain (RINO¹) » et demandait, « où est @BrianKempGA », avant de suggérer : « Ils savaient qu'ils allaient tricher. » Il a appelé à « Casser le Décret de consentement inconstitutionnel ! » et a réclamé une plus stricte vérification des signatures en le pressant de : « Faites-le ! @BrianKempGA. » Il a traité Brian Kemp de « pauvre » et a demandé pourquoi il ne se servait pas des pouvoirs d'urgence pour outrepasser Brad Raffensperger à propos de la procédure de vérification des signatures, déclarant que « les républicains de Géorgie sont en colère ». Le président Trump a également retweeté des posts demandant : « Qui a besoin de démocrates quand on a des républicains comme Brian Kemp ? », et « à quoi bon s'embêter à voter républicain si c'est pour se retrouver avec Ducey et Kemp ? ».

La Pennsylvanie donne un exemple précoce, mais pas isolé, de la façon dont la campagne de pression du président Trump sur les États a affecté la vie des fonctionnaires chargés des élections dans ce pays.

Le 7 novembre, Rudy Giuliani a tenu une conférence de presse à Philadelphie sur le parking d'une entreprise de paysagisme dénommée Four Seasons Total Landscaping, près d'un crématorium et à deux pas d'un sex-shop.

Debout aux côtés de Bernard Kerik, ancien commissaire de police new-yorkais et repris de justice récemment gracié, Giuliani a prononcé quelques mots avant de donner la parole à celui qu'il prétendait être le premier témoin oculaire de la fraude électorale, en fait un délinquant sexuel condamné par la justice. Giuliani a soutenu qu'« au moins six cent mille bulletins de vote sont en cause » en Pennsylvanie et a suggéré à tort qu'un grand nombre de personnes décédées, dont le boxeur Joe Frazier et le père de l'acteur Will Smith, avaient voté.

1. Pour « Republican In Name Only » : « républicains uniquement par le nom ».

Dans les jours qui ont suivi, le conseiller municipal républicain de Philadelphie, Al Schmidt, et d'autres personnes ont publiquement réfuté les allégations de fraude électorale de Giuliani, notamment ses déclarations sur les votes de personnes décédées lors des élections en Pennsylvanie. En réaction, le président Trump a tweeté le matin du 11 novembre : « Un certain Al Schmidt, un conseiller municipal de Philadelphie et soi-disant républicain (RINO), est manipulé à fond par les Médias Fake News pour expliquer à quel point l'Élection a été honnête à Philadelphie. Il refuse de prendre en compte des montagnes de corruption et de malhonnêteté. On a gagné ! »

Cette déclaration qui visait Al Schmidt a entraîné une avalanche d'appels téléphoniques ainsi que des emails de menace et de harcèlement de la part des personnes qui avaient entendu le président Trump et nourrissaient le faux espoir qu'Al Schmidt ou quelqu'un d'autre puisse inverser les résultats des élections en Pennsylvanie.

En tant qu'élu local, Al Schmidt n'était pas étranger aux menaces. Mais être la cible du président des États-Unis est bien différent. Al Schmidt l'a expliqué dans sa déposition publique devant la commission spéciale. « Avant cela, les menaces étaient plutôt de nature générale. « Les responsables électoraux corrompus de Philadelphie n'auront pas volé ce qui va leur tomber dessus » et d'autres choses du même genre. « Quand le président a tweeté mon nom, en me critiquant comme il l'a fait, a expliqué Schmidt, les menaces sont devenues beaucoup plus spécifiques, beaucoup plus imagées, et incluaient non seulement mon nom, mais aussi le nom des membres de ma famille, leur âge, notre adresse, des photos de notre maison. Tout ce qu'on peut imaginer. »

Alors que le président continuait à promouvoir le grand mensonge et à vilipender les responsables locaux, ce genre de menaces s'est multiplié.

Les efforts pour empêcher les responsables à l'échelon local et à celui des États de certifier l'élection

Certaines des premières démarches du président Trump se sont inscrites dans le cadre d'un effort visant à empêcher les responsables à l'échelon local et à celui des États de certifier sa défaite. Un exemple nous vient du Michigan, un autre de l'Arizona.

Le comté de Wayne (Michigan) comprend Detroit et ses environs. Le 17 novembre, le conseil des scrutateurs du comté s'est réuni pour certifier les résultats des élections, un processus que la Cour suprême du Michigan a qualifié il y a plus d'un siècle de protocolaire et administratif.